

1988/1989

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

◆
SUÈDE

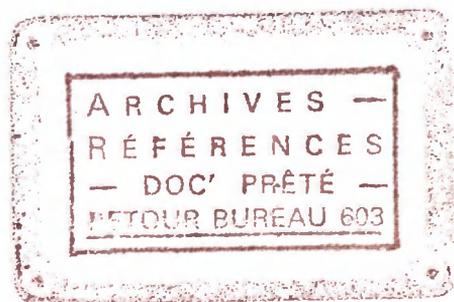
OCDE



OECD

ETUDES ECONOMIQUES
DE L'OCDE

SUÈDE



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1^{er} de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que les pays non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les pays Membres originaires de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants sont ultérieurement devenus Membres par adhésion aux dates indiquées ci-après : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973).

La République socialiste fédérative de Yougoslavie prend part à certains travaux de l'OCDE (accord du 28 octobre 1961).

Published also in English.

© OCDE, 1989

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Chef du Service des Publications, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

Table des matières

Introduction	9
I. La stratégie à moyen terme, 1982-88	11
Evolution générale	11
La nouvelle stratégie économique	13
Mise en œuvre et résultats de la stratégie	15
II. Tendances actuelles, politique économique et prévisions à court terme	20
Orientation de la politique économique	20
Evolution récente	25
Prévisions à court terme pour 1989 et 1990	35
III. Développer le potentiel de croissance	38
Obstacles à la croissance du potentiel économique	38
La future réforme fiscale	59
IV. Concilier le plein emploi et une inflation modérée : le rôle du marché du travail suédois	61
Offre et demande de main-d'œuvre	63
Les rigidités du marché du travail	67
Les coûts de la stratégie de haut niveau d'emploi	72
La nécessité d'une modération générale des salaires	80
Salaires relatifs	84
Programmes en faveur du marché du travail	89
V. Conclusions	93
Notes et références	99

Annexes

I. Extension du modèle scandinave de l'inflation	102
II. Chronologie économique	107
Annexe statistique	116

Tableaux

Texte

1. Croissance des marchés extérieurs et résultats à l'exportation	16
2. Décomposition de la croissance de la consommation privée	18
3. Indicateurs de l'investissement des entreprises	19
4. Recettes et dépenses publiques et orientation budgétaire	21
5. L'équilibre de l'offre et de la demande	26
6. Demande intérieure, importations et parts de marché	27
7. Production et emploi par secteur	30
8. Pénuries de main-d'œuvre dans les industries manufacturières et le secteur de la construction	31
9. Balance des paiements	33
10. Perspectives à court terme	36
11. Production, facteurs de production et productivité à moyen terme	39
12. Evolution de l'offre de main-d'œuvre et de l'emploi	40
13. Semi-élasticités de l'offre de main-d'œuvre par rapport aux taux marginaux d'imposition	41
14. Evolution des coûts/revenus dans les secteurs où le marché est faussé	47
15. Production, facteurs de production et productivité	48
16. Quelques subventions au logement ayant une incidence sur le budget de l'Etat	54
17. Coût de l'investissement des sociétés selon la catégorie d'investissement, la source de financement et la composition du capital social	55
18. Indicateurs de la productivité du secteur public	57
19. Indicateurs de flexibilité du marché du travail	71
20. Contributions à la hausse des prix à la consommation	77
21. Composantes de la variation des coûts réels totaux de main-d'œuvre	78
22. Flexibilité des salaires réels	79

23. Versements de retraite effectués au titre des régimes publics en pourcentage de la masse salariale	81
24. Montant des dépenses publiques consacrées aux programmes en faveur du marché du travail en 1987	90

Annexe

A1. Extension du modèle scandinave de l'inflation : estimation	105
--	-----

Annexe statistique

A. Quelques statistiques rétrospectives	116
B. Origine et utilisation des ressources (aux prix courants)	117
C. Origine et utilisation des ressources (aux prix de 1980)	118
D. Recettes et dépenses des administrations publiques	119
E. Balance des paiements	120
F. Marché du travail	121
G. Production par secteur et emploi	122
H. Commerce extérieur, total et par région	123
I. Prix et salaires	123
J. Monnaie et crédit	124

Graphiques

Texte

1. Indicateurs de la performance économique, 1970-81	12
2. Compétitivité des coûts, 1970-88	13
3. Indicateurs de la performance économique, 1982-88	14
4. Politique budgétaire	17
5. Ecart de taux d'intérêt, mouvements de capitaux et taux de change	24
6. Ecart de rendement et masse monétaire	25
7. Marchés d'exportation et parts de marchés	28
8. Evolution des prix à la consommation	32
9. Balance commerciale et termes de l'échange	34
10. Intensité de capital et rapport capital/main-d'œuvre du secteur des entreprises et prix relatifs des facteurs	43
11. Les différentes définitions du taux d'épargne des ménages	45
12. Epargne financière au titre des régimes de pensions, 1970-95	46

13. Part des différentes industries sur les marchés d'exportation	49
14. Croissance des exportations de marchandises en valeur et compétitivité des coûts	51
15. Intensité de R&D dans le secteur manufacturier et part des exportations de produits de haute technologie	52
16. Courbes de Salter, 1978 et 1986	58
17. Taux de chômage, 1970-87	62
18. Hausse des prix à la consommation en Suède et dans la zone de l'OCDE	63
19. Application de la courbe de Phillips à la Suède	64
20. Evolution de l'offre de main-d'œuvre	65
21. Evolution de l'emploi	66
22. Sous-utilisation des ressources en main-d'œuvre	68
23. La courbe de Beveridge	70
24. La courbe d'Okun	72
25. Le chômage et la stabilité de l'inflation	73
26. Le modèle scandinave des salaires et de l'inflation	75
27. Scénarios d'évolution des prix de l'électricité	82
28. Le modèle de Rehn-Meidner	86
29. Corporatisme, rigidité des salaires réels et chômage	88
30. Mesures en faveur du marché du travail par catégories	91

STATISTIQUES DE BASE DE LA SUÈDE

LE PAYS

Superficie (en milliers de km ²)	450	Population des villes principales,	
Lacs (en milliers de km ²)	39	banlieue comprise (fin 1987),	
Terres arables (en milliers de km ²)	30	en milliers :	
Bois (en milliers de km ²)	228	Stockholm	1 461
		Goteborg	716
		Malmö	463

LA POPULATION

Population (fin 1987), en milliers	8 414	Accroissement naturel net par 1 000	
Densité au km ²	19	habitants (moyenne 1983-1987)	0,7
Accroissement naturel net		Solde net des migrations	
(1983-1987), en milliers	6	(moyenne 1983-1987)	11 790

LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, en 1987		Formation brute de capital fixe en 1987 :	
(en milliards de couronnes)	1 005,2	Pourcentage du PIB	19,0
PIB par habitant		Par habitant, en dollars	
(en dollars des États-Unis)	18 843	des États-Unis	3 578
		Emploi en 1987 :	
		Civil total (milliers)	4 337
		Pourcentage du total :	
		Agriculture, sylviculture, pêche	3,9
		Industrie	29,8
		Autres activités	66,2

L'ÉTAT

Pourcentage du PIB en 1987 :		Composition du Parlement	
Consommation publique	27	(nombre de sièges) :	
Recettes ordinaires de l'État	63	Sociaux-démocrates	156
Formation brute de capital fixe		Conservateurs	66
du secteur public	3	Libéraux	44
Exercice budgétaire :		Centre	42
Administration centrale :		Communistes	21
1 ^{er} juillet-30 juin		Verts	20
Collectivités locales : année civile			349
		Dernières élections générales :	
		Septembre 1988	
		Prochaines élections générales :	
		Septembre 1991	

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services,		Importations de biens et services,	
en pourcentage du PIB		en pourcentage du PIB	
(moyenne 1983-1987)	34,3	(moyenne 1983-1987)	31,5
Principales exportations en 1987		Principales importations en 1987	
(en pourcentage des exportations		(en pourcentage des importations	
totales de marchandises) :		totales de marchandises) :	
Bois, pâtes à papiers, papiers	18,2	Denrées alimentaires,	
Métaux et produits de la		boissons et tabacs	6,4
transformation des métaux	11,1	Pétrole, énergie	9,0
Machines	26,2	Machines et matériel de transport	38,4
Matériel de transport	17,2	Autres produits manufacturés	41,8

LA MONNAIE

Unité monétaire : la couronne		Unités monétaires par dollar,	
		moyenne des données journalières :	
		Année 1988	6.1291
		Janvier 1989	6.2618

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

Cette étude a été établie à partir d'un rapport préparé par le Secrétariat pour l'examen annuel de la Suède par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement le 16 février 1989.

Après révision à la lumière de la discussion au cours de la séance d'examen, l'étude a été finalement approuvée pour publication par le Comité le 2 mars 1989.

L'étude précédente de la Suède a été publiée en avril 1987.

Introduction

Ayant bénéficié à la fois de la stratégie à moyen terme menée par le gouvernement depuis 1982 et d'un environnement extérieur relativement favorable, la situation économique de la Suède est beaucoup plus équilibrée. Le secteur public dégage un excédent, le déficit extérieur est peu important et le chômage est faible. L'inflation, en revanche, est un peu plus élevée que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, en raison notamment de la vigueur de la demande. Par ailleurs, la croissance a été relativement faible. Si l'on fait abstraction de la courte période qui a immédiatement suivi la mise en place de la nouvelle stratégie et durant laquelle les exportations nettes se sont rapidement accrues sous l'effet des dévaluations de 1981 et 1982, la croissance a surtout été stimulée, ces dernières années, par la consommation privée, les revenus réels ayant augmenté et le taux d'épargne ayant baissé. La balance extérieure a eu une incidence négative sur la croissance en raison de la forte demande intérieure et de l'inflation relativement élevée, qui a réduit la compétitivité de la Suède sur le plan des coûts. Toutefois, les améliorations qui sont intervenues dans les termes de l'échange ont permis d'éviter, jusqu'à présent, une détérioration trop sensible de la balance des opérations courantes.

Une inflation supérieure à la moyenne et une croissance relativement faible de la production et de la productivité dénotent l'existence de problèmes structurels dans l'économie suédoise. Bien que le marché du travail et les mécanismes de détermination des salaires semblent assez souples en comparaison avec ceux des autres pays, le caractère excessif des hausses de salaire témoignent d'un fonctionnement imparfait du marché du travail. Les distorsions qui affectent les marchés des produits et l'insuffisance de la concurrence ont une influence défavorable sur l'affectation des facteurs de production et sur l'efficacité. Toutefois, de plus en plus conscientes de ces problèmes structurels, les autorités ont récemment pris des mesures dans le but de corriger certaines distorsions et ont présenté un certain nombre de propositions en vue d'une réforme générale du système fiscal.

Le premier chapitre de la présente étude fait le point des évolutions intervenues depuis l'adoption de la stratégie à moyen terme, en 1982. Le chapitre II examine les

tendances et les politiques qui ont caractérisé la période récente, ainsi que les perspectives à court terme. Les obstacles structurels à la croissance et les mesures visant à surmonter ces obstacles sont étudiés dans le troisième chapitre. L'évolution du marché du travail et le processus de formation des salaires sont décrits et analysés dans le quatrième chapitre. Enfin, les conclusions sont présentées dans le cinquième chapitre.

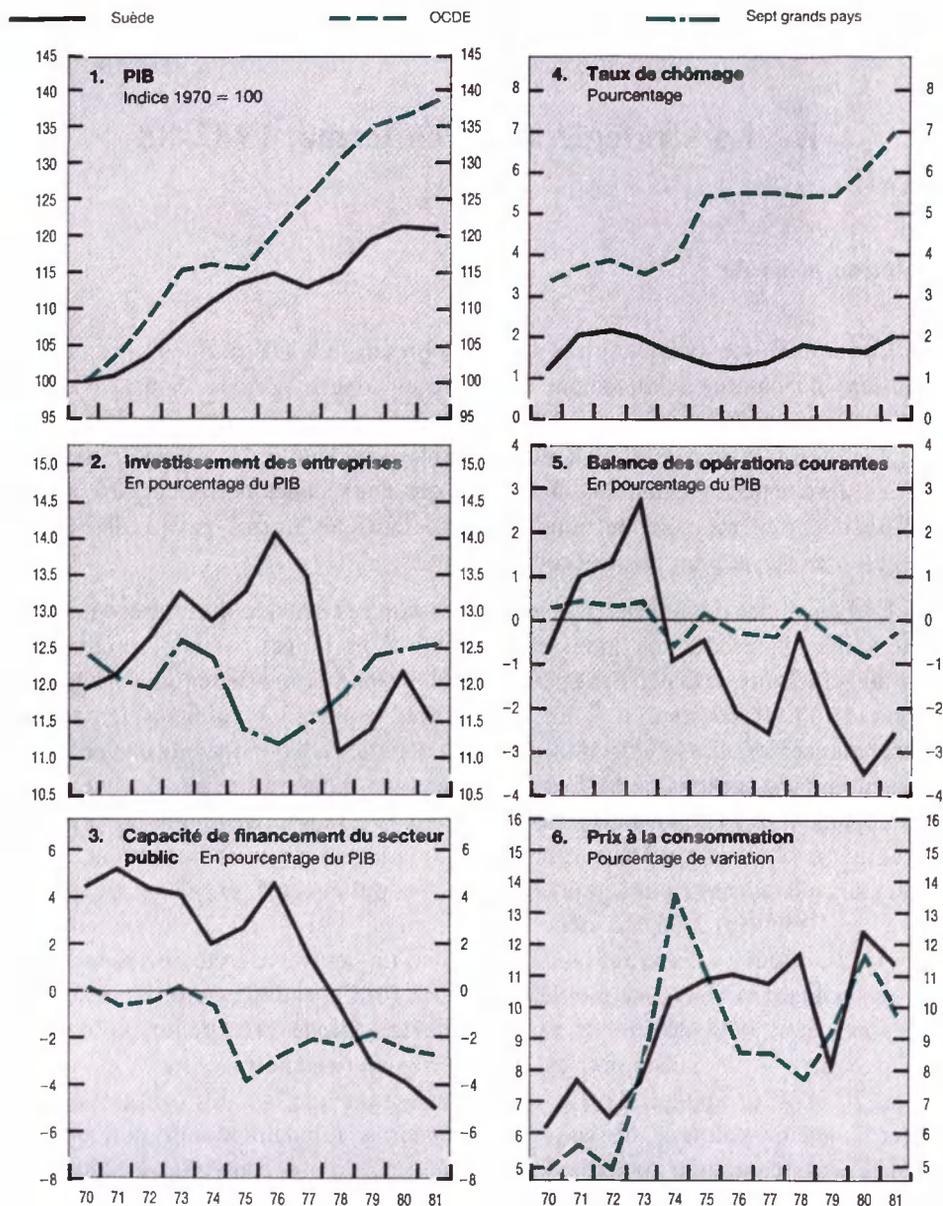
I. La stratégie à moyen terme, 1982-88

Evolution générale

En comparaison avec les autres pays Membres de l'OCDE, la Suède a connu une évolution économique relativement favorable en longue période. Sous l'effet des politiques qui ont été menées, son PNB par habitant est parmi les plus élevés de la zone, la répartition du revenu y est plus équitable qu'ailleurs et la protection sociale y est très développée. Néanmoins, à la suite des deux chocs pétroliers, un certain nombre de problèmes ont entraîné – comme dans les autres pays – de sérieux déséquilibres sur le plan macro-économique.

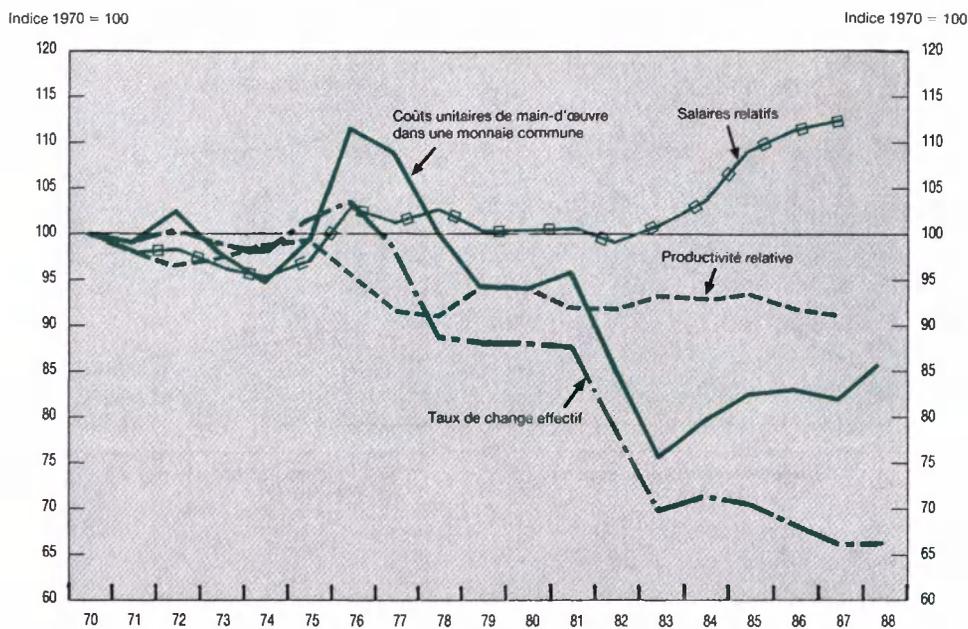
Entre le milieu des années 70 et le début des années 80, la croissance économique a été faible, la production industrielle a stagné et l'investissement productif a diminué, tandis que le déficit des opérations courantes augmentait et que le déficit du budget de l'Etat se creusait à un rythme très rapide, les autorités tentant de contrebalancer les effets du fléchissement de l'activité économique par une politique interventionniste (graphique 1). Les subventions aux industries en perte de vitesse, le développement de l'emploi dans le secteur public et les mesures qui ont été prises en faveur du marché du travail dans le but de contenir la montée du chômage sont autant de facteurs qui ont contribué à gonfler les dépenses publiques. L'expansion du secteur public et l'augmentation du déficit ont entraîné une éviction du secteur des entreprises, ce qui a encore aggravé la situation. La couronne a été dévaluée à trois reprises pendant la deuxième moitié des années 70. Cependant, étant donné que la situation s'était déjà détériorée au cours de la période précédente, la position concurrentielle de la Suède ne s'est que légèrement améliorée entre le début des années 70 et 80 (graphique 2). En 1982, considérant que, si elles continuaient de mener la même politique, la situation deviendrait rapidement insoutenable, les autorités ont adopté une approche radicalement différente, consistant à réduire les interventions et les subventions directes en faveur des entreprises et à renforcer la capacité concurrentielle de l'économie¹. Les objectifs de cette nouvelle stratégie

Graphique 1. INDICATEURS DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE, 1970-81



Source : Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 2. **COMPÉTITIVITÉ DES COÛTS, 1970-88**



Source : Secrétariat de l'OCDE.

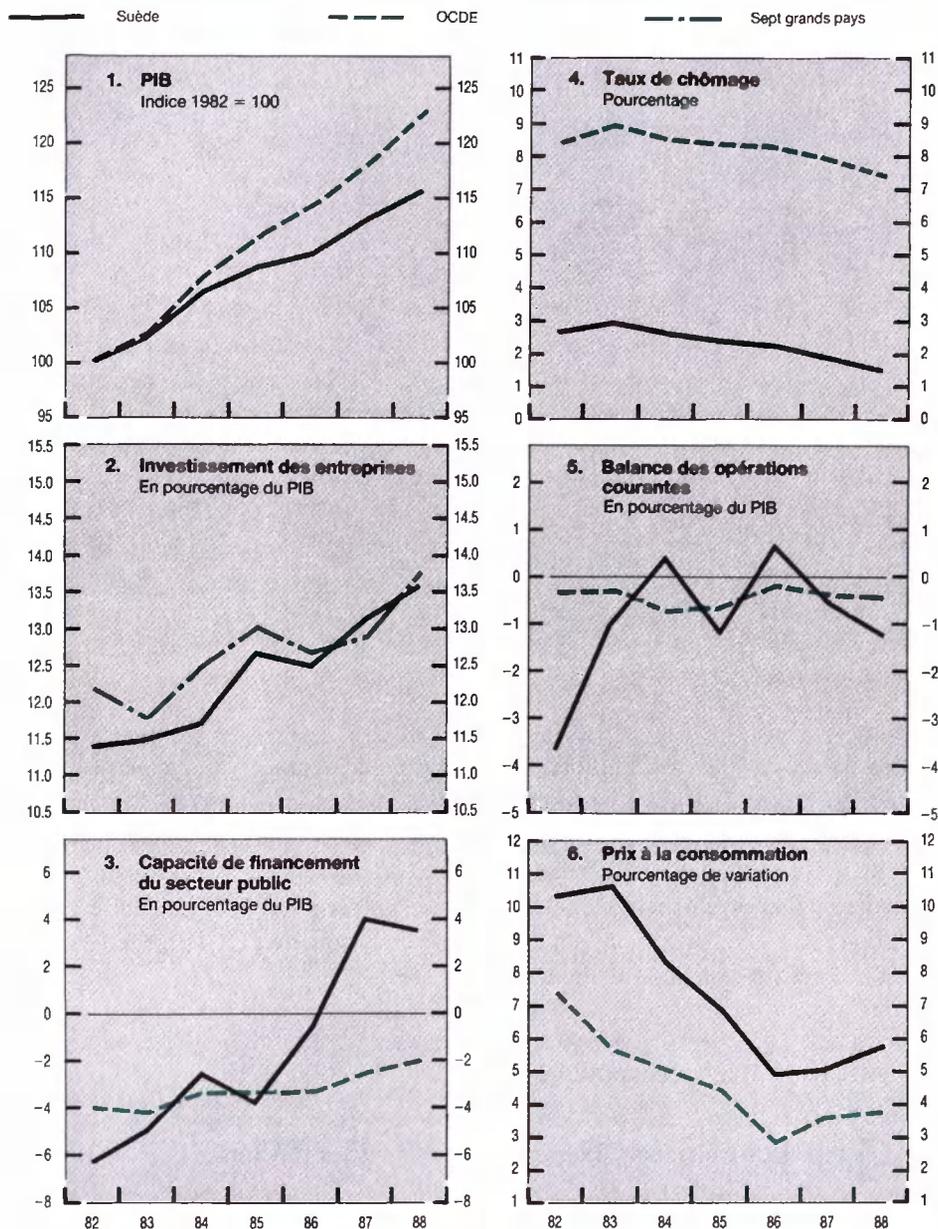
étaient de réduire les déséquilibres financiers et de relancer la croissance de la production et des revenus disponibles réels, tout en continuant de s'efforcer de maintenir le chômage à un faible niveau. De fait, des résultats encourageants ont été obtenus, grâce aussi, dans une certaine mesure, à des facteurs externes favorables. Le chômage a baissé et le déficit budgétaire a laissé la place à un excédent. En revanche, l'inflation est restée légèrement supérieure à la moyenne de l'OCDE, tandis que la croissance était plus lente qu'ailleurs (graphique 3).

La nouvelle stratégie économique

Les principaux éléments de la stratégie étaient les suivants :

- Adoption d'une orientation budgétaire plus restrictive afin de réduire les déséquilibres entre l'épargne et l'investissement, aussi bien sur le plan

Graphique 3. INDICATEURS DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE, 1982-88¹



1. Les chiffres relatifs à 1988 sont des estimations du Secrétariat.
Source : Secrétariat de l'OCDE.

intérieur que sur le plan extérieur. L'accent était mis sur la restriction des dépenses, de manière à permettre une augmentation du revenu disponible réel.

- Amélioration très sensible, mais ponctuelle, de la compétitivité, grâce à une dévaluation de 16 pour cent de la couronne. On espérait que l'amélioration de la rentabilité inciterait les entreprises des secteurs exportateurs à accroître leur production et leurs effectifs. De plus, un accroissement des bénéfices était considéré comme une condition préalable à une amélioration à plus long terme des capacités de production et de l'efficacité de la production.

Mise en œuvre et résultats de la stratégie

Sous l'effet des dévaluations intervenues en 1981 et 1982, le taux de change effectif et les coûts unitaires de main-d'œuvre relatifs ont diminué de 20 à 25 pour cent. Les prix relatifs à l'exportation ayant beaucoup moins baissé (10 pour cent environ), les marges de profit se sont accrues. Dans un premier temps, des gains importants de parts de marché ont été enregistrés (+6 pour cent dans le cas des exportations de produits manufacturés en 1983), mais cette tendance s'est inversée à partir de 1984, année depuis laquelle les résultats à l'exportation, dans le secteur des produits manufacturés, accusent un recul de 2½ pour cent par an en moyenne. Cette évolution est principalement imputable à la détérioration tendancielle de la compétitivité sur le plan des coûts ; en 1988, les coûts unitaires de main-d'œuvre relatifs avaient à peu près rattrapé leur niveau d'avant la dévaluation de 1982. Les fortes augmentations de salaires qui sont intervenues en Suède sont la cause principale de cette détérioration, qui n'a été que partiellement contrebalancée par une baisse progressive du taux de change effectif². Par ailleurs, la structure de l'industrie suédoise et, plus récemment, certaines contraintes de capacité dues notamment à la vigueur de la demande intérieure, ont contribué à une érosion des parts de marchés. Il apparaît donc que le redressement que les exportations manufacturières ont connu au cours des années 80 a été dû essentiellement à l'accélération de l'expansion des marchés extérieurs (tableau 1). Dans le cas des produits manufacturés, les marchés extérieurs ont connu une progression annuelle de 7½ pour cent entre 1983 et 1988, contre 5½ pour cent entre 1975 et 1982. Si l'on considère que la part marginale des importations dans la production est de 40 pour cent, les exportations nettes se sont donc accrues de l'équivalent de 1½ pour cent du PIB entre 1982 et 1988, sous l'effet de l'accélération de 2 points du rythme d'expansion des marchés de produits manufacturés.

Tableau 1. **Croissance des marchés extérieurs et résultats à l'exportation**
 Produits manufacturés. Taux annuel moyen de croissance
 Pourcentages

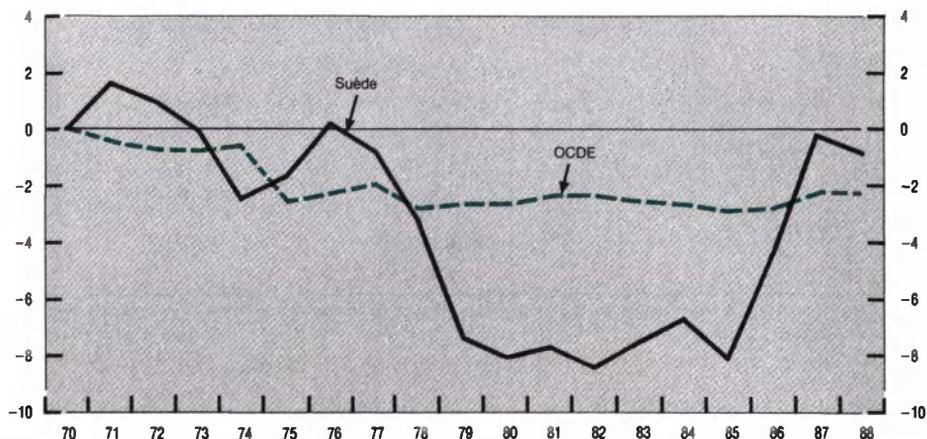
	1975-82	1983-88
Croissance des marchés d'exportation	5.4	7.4
Croissance des exportations de produits manufacturés	3.7	4.8
Résultats à l'exportation	-1.6	-2.4

Source : Secrétariat de l'OCDE.

L'amélioration de la rentabilité du secteur manufacturier a facilité le démantèlement de divers mécanismes de soutien sélectif et de subventions, et a stimulé l'investissement des entreprises. Cette évolution, jointe à une expansion plus soutenue des exportations, a contribué à accroître l'emploi, si bien qu'il a été possible également de réduire diverses mesures qui avaient été prises en faveur du marché du travail et d'alléger la charge supportée par le secteur public en tant qu'« employeur de dernier ressort ». La diminution des subventions et des dépenses consacrées aux mesures en faveur de l'emploi a donc contribué à rééquilibrer les comptes publics. La croissance relativement rapide de la consommation privée – 3½ pour cent en moyenne entre 1984 et 1988, contre ½ pour cent entre 1975 et 1983 – a aussi contribué à assainir les finances publiques. Le redressement de l'activité économique a influé directement sur la situation budgétaire, par le biais des stabilisateurs automatiques, tandis que de façon indirecte, les finances publiques se sont trouvées renforcées, la politique budgétaire ayant pu être resserrée sans compromettre le maintien du chômage à un faible niveau. Mesuré par le solde budgétaire corrigé des influences conjoncturelles, indicateur qui est établi par l'OCDE, le resserrement de la politique budgétaire a contribué pour 8½ points au total (graphique 4), et les stabilisateurs automatiques pour 1½ point, au redressement global de la capacité de financement des administrations publiques en proportion du PIB, entre 1982 et 1988. Les améliorations obtenues sur le plan des dépenses ont contribué pour 7 points à l'amélioration totale du solde budgétaire.

L'accélération de la croissance de la consommation privée a été le résultat d'une augmentation plus soutenue du revenu disponible réel par habitant ainsi que d'une baisse plus rapide du taux d'épargne des ménages (tableau 2). Ce dernier, qui avait fluctué entre 3 et 5 pour cent pendant la plus grande partie des années 70, est tombé à moins de 1 pour cent en 1982 ; à partir de 1985, il s'est encore réduit, au point de devenir négatif. La croissance du revenu disponible réel a été moins affectée par les transferts nets au secteur public que cela n'avait été le cas les années précédentes, et elle a, par ailleurs, été favorablement influencée par l'amélioration des termes de

Graphique 4. POLITIQUE BUDGÉTAIRE
 Évolution cumulée de la capacité de financement corrigée des
 fluctuations conjoncturelles depuis 1970, en pourcentage du PIB



Source : Secrétariat de l'OCDE.

l'échange (voir ci-après). Au début des années 80, la baisse du taux d'épargne s'était accompagnée d'une diminution du montant net des investissements en logements, de sorte que l'épargne financière des ménages était restée relativement constante ; à partir de 1985, en revanche, le recul du taux d'épargne a eu pour contrepartie une diminution de l'épargne financière, due probablement en partie à la déréglementation des marchés financiers intérieurs et aux effets de patrimoine liés à l'augmentation rapide des cours des valeurs mobilières³.

Sous l'effet du redressement du solde budgétaire, et malgré la baisse du taux d'épargne des ménages, l'épargne financière disponible pour les investissements des entreprises et les concours nets à l'étranger est passée de l'équivalent de $-6\frac{1}{2}$ pour cent du PIB en 1982 à 2 pour cent en 1988. L'épargne financière du secteur des entreprises est tombée de 3 à -3 pour cent du PIB en raison à la fois d'un accroissement des investissements et d'une diminution de l'épargne. L'épargne de ce secteur a diminué malgré une augmentation des profits dans le secteur exposé, car les impôts et les paiements de dividendes au secteur des ménages se sont accrus alors que les subventions et les autres transferts du secteur public ont été réduits. Il est probable que l'expansion des investissements a été encore plus marquée que ne le donne à penser l'accroissement de 2 points environ de l'investissement fixe des entreprises en

Tableau 2. **Décomposition de la croissance de la consommation privée**¹

Taux annuel moyen de croissance

Pourcentages

	Croissance de la consommation privée	Dont part imputable à			
		Emploi	Revenu réel par salarié	Impôts et transferts	Taux d'épargne
Suède					
1970-82	1.4	0.7	1.4	-1.0	0.3
1982-88	2.3	0.8	1.4	-0.3	0.5
Pays européens de l'OCDE					
1970-82	2.7	0.2	2.9	-0.6	0.2
1982-88	2.7	0.7	1.7	-0.2	0.6
Zone de l'OCDE					
1970-82	3.0	0.9	2.4	-0.4	0.1
1982-88	3.4	1.4	1.7	-0.1	0.5

1. Cette décomposition a été effectuée sur la base de la contribution de chacun des éléments de la formule suivante :

$$C = N * \frac{Y}{N} * \frac{YD}{Y} * \frac{C}{YD}$$

dans laquelle

C = volume de la consommation privée

N = emploi

Y = revenu réel des ménages

YD = revenu disponible réel des ménages.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

pourcentage du PIB. Les investissements immatériels ont progressé très rapidement ces dernières années ; dans le secteur manufacturier, les dépenses consacrées à la R&D et aux études de marché, etc., atteignent l'équivalent de 50 pour cent de la formation de capital. Par ailleurs, les investissements nets directs à l'étranger ont sensiblement augmenté, notamment, depuis quelques temps, dans la perspective de l'intégration du marché européen (tableau 3).

Le déficit de la balance extérieure courante (3 1/2 pour cent du PIB en 1982) s'est, lui aussi, résorbé rapidement. En 1984, un léger excédent a été dégagé, et depuis lors, la balance extérieure est presque équilibrée, avec un déficit de l'ordre de 1 pour cent en 1988. Les facteurs qui ont permis ce redressement de la balance extérieure sont notamment l'amélioration des termes de l'échange, la forte expansion des exportations mentionnée plus haut et la diminution des taux d'intérêt effectifs sur la dette extérieure. L'amélioration des termes de l'échange a surtout été due à la baisse des prix du pétrole et, plus récemment, au niveau élevé des cours mondiaux des produits forestiers. Par ailleurs, avec les taux élevés d'utilisation des capacités et la forte demande extérieure enregistrés récemment, les exportateurs de produits manufacturés semblent avoir relevé leurs prix. En proportion du PIB de 1988, l'amélioration

Tableau 3. Indicateurs de l'investissement des entreprises
Milliards de couronnes

	1981	1984	1987
Investissement fixe	91.3	125.1	167.6
Dépenses de R&D	8.5	14.4	21.7
Investissement direct à l'étranger (brut) ¹	4.0	8.3	19.8

1. Entreprises non financières.

Source : *Comptes nationaux*, Statistics Sweden ; *Statistical Yearbook*, divers numéros, Sveriges Riksbank ; *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, 1988.

des termes de l'échange a été de plus de 3 pour cent depuis 1983. Le taux d'intérêt implicite sur la dette extérieure est tombé de 12.2 pour cent en 1983 à 8.6 pour cent en 1987, ce qui équivaut à une amélioration du solde des opérations courantes de $\frac{3}{4}$ pour cent du PIB environ. Il convient toutefois de considérer cette amélioration dans le contexte de la baisse de l'inflation observée à l'échelle internationale, qui a pour effet de réduire les gains qu'un pays peut dégager au titre de sa dette extérieure. D'un autre côté, pour apprécier l'évolution de la balance des opérations courantes, il convient de rappeler qu'en Suède, le revenu des investissements directs à l'étranger n'est enregistré que lorsqu'il est effectivement rapatrié, et non sur la base du fait générateur, comme c'est le cas dans de nombreux pays.

L'inflation intérieure a sensiblement diminué à partir de 1983, et l'écart par rapport à la moyenne de l'OCDE est revenu aux alentours de 2 points en 1988. Le niveau relativement élevé de l'inflation s'explique essentiellement par la croissance rapide des salaires, attribuable dans une large mesure aux tensions sur le marché du travail (voir le chapitre IV). Cependant, la faiblesse relative des gains de productivité et la politique du gouvernement en matière de prix agricoles ont aussi contribué à l'inflation. L'écart persistant et important de taux d'inflation entre la Suède et les autres pays représente la principale menace qui pèse sur la stratégie de résorption du chômage.

Cet aperçu de l'évolution intervenue depuis 1982 incite à penser que l'amélioration des performances économiques qui a eu lieu au cours de la présente décennie est principalement attribuable à la réorientation de la politique économique, mais il est manifeste que des facteurs externes favorables y ont contribué également dans une large mesure. De fait, l'environnement extérieur propice a peut-être contribué à masquer certaines des déficiences structurelles fondamentales de l'économie suédoise, qui pourraient réapparaître si les circonstances devenaient moins favorables (voir le chapitre III).

II. Tendances actuelles, politique économique et prévisions à court terme

Orientation de la politique économique

Politique budgétaire

Après l'effort de rigueur qui avait caractérisé 1987, la politique budgétaire a eu une incidence à peu près neutre sur l'activité économique en 1988 (tableau 4). Les impôts directs, dont le poids s'est encore accru sous l'effet de l'alourdissement automatique de la pression fiscale, représentent maintenant 25 pour cent du PIB, soit 1 point de plus qu'en 1987. En revanche, les impôts indirects en pourcentage du PIB ont diminué – malgré le relèvement de certaines taxes spécifiques sur le tabac et le pétrole, notamment – car certaines cotisations sociales comptabilisées comme des impôts indirects ont été abaissées de manière à compenser l'augmentation des cotisations d'assurance-maladie et de retraite des travailleurs. Globalement, la pression fiscale (cotisations sociales comprises) s'est accrue d'un point ; néanmoins, les recettes totales de l'Etat ont été en retrait de 1½ point par rapport à l'année précédente, où elles avaient été gonflées par un prélèvement temporaire sur les avoirs des caisses de retraite et des compagnies d'assurance.

Les dépenses publiques en pourcentage du PIB ont diminué, principalement sous l'effet d'une modification des règles de comptabilisation des paiements d'intérêts sur la dette publique. La part de la consommation publique s'est réduite, les dépenses de consommation de l'administration centrale étant restées stationnaires en volume, tandis que celles des administrations locales augmentaient ; la progression des salaires est restée plus lente dans le secteur public que dans le secteur des entreprises. Pour la première fois, en 1988, un plafond a été fixé pour la masse salariale de l'administration centrale, limitant son augmentation globale à 4 pour cent. Cependant, à l'issue des négociations salariales annuelles, ce plafond a été porté à 5.6 pour cent. Les transferts aux ménages ont augmenté rapidement à la suite des

Tableau 4. Recettes et dépenses publiques et orientation budgétaire

	1988	1987		
	Milliards de couronnes	Pourcentage de variation		
Recettes	705.8	12.4	5.8	7.8
Impôts	453.4	13.4	8.2	7.4
Cotisations de sécurité sociale	156.1	10.3	13.7	9.8
Autres recettes	96.3	11.6	-13.1	6.1
Dépenses	671.8	4.5	7.3	8.9
Consommation	292.3	5.9	7.0	8.8
Transferts aux ménages	225.5	9.8	12.8	11.5
Autres transferts	61.7	-6.2	4.9	5.2
Intérêts	63.6	-5.1	-4.5	0.5
Investissement	28.6	4.2	4.4	15.0
Capacité de financement				
En milliards de couronnes		41.1	34.1	29.3
En pourcentage du PIB		4.1	3.1	2.5
Ajustement, en milliards de couronnes ³		-16.3	-5.0	-7.5
Capacité de financement tendancielle				
En milliards de couronnes		24.8	29.1	21.8
En pourcentage du PIB		2.5	2.6	1.9
Variation (en pourcentage du PIB) de				
Capacité de financement effective		4.7	-1.0	-0.6
Capacité de financement tendancielle		..	0.1	-0.7
Incidences conjoncturelles		..	0.2	-0.2
Capacité de financement tendancielle corrigée des incidences conjoncturelles ⁴		..	-0.1	-0.5
<i>Pour mémoire (en pourcentage du PIB) :</i>				
Taux d'imposition		55.3	55.6	55.5
Coefficient de dépense		62.3	61.3	61.7

1. Estimations.

2. Prévisions officielles.

3. Tient compte du prélèvement temporaire sur les compagnies d'assurance et les caisses de retraite en 1987 ainsi que de la modification des règles comptables applicables aux intérêts servis sur les bons du Trésor en 1988.

4. Concept découlant directement de celui de capacité de financement corrigée des incidences conjoncturelles utilisé dans *Perspectives économiques de l'OCDE*, compte tenu de l'ajustement au titre du prélèvement temporaire de 1987 et des règles applicables aux intérêts en 1988.

Source : *Preliminär nationalbudget, Januari 1989*, ministère des Finances, Stockholm, 1989 ; Secrétariat de l'OCDE.

changements apportés au régime d'assurance-maladie et en raison d'un accroissement des dépenses au titre des pensions des travailleurs. La capacité de financement des administrations publiques a représenté près de 3¼ pour cent du PIB, en retrait de près de 1 point par rapport à 1987. La dette nette des administrations publiques a rapidement diminué au cours des dernières années, et représentait environ 15 pour cent du PIB à la fin de 1988.

En 1989, la politique budgétaire devrait avoir une orientation modérément expansionniste. A supposer que les salaires augmentent de 7 pour cent en moyenne

comme le supposent les prévisions officielles, l'alourdissement automatique de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sera, sans doute, largement compensé par l'abaissement de 3 points des taux d'imposition marginaux qui, contrairement à ce qui était initialement prévu, n'aura pas pour contrepartie un relèvement des impôts indirects. En revanche, les cotisations sociales ont été relevées d'environ 1/2 point et les effets, en année pleine, des augmentations de certains impôts indirects intervenues en 1988 se feront sentir à partir de 1989. La pression fiscale devrait rester à peu près inchangée, à 56 pour cent du PIB. Les dépenses seront gonflées par une augmentation des transferts aux ménages due à un relèvement des pensions et des indemnités d'assurance-maladie, ainsi qu'à l'octroi de congés parentaux plus généreux. Sous l'effet de ces diverses influences, la capacité de financement des administrations publiques devrait diminuer de 1/2 point en pourcentage du PIB.

Politique structurelle

L'attention s'étant de plus en plus portée sur les rigidités persistantes qui affectent l'offre, plusieurs mesures ont été prises au cours des derniers mois dans le but de réduire la pression de la demande et l'inflation, d'accroître l'épargne des ménages et d'atténuer les pénuries de main-d'œuvre. Certaines de ces mesures visent à améliorer le fonctionnement des marchés et à faire jouer davantage les prix dans l'affectation des ressources, tandis que d'autres ont un caractère plus régulateur. Parmi les mesures axées sur les marchés, on peut citer l'augmentation des crédits budgétaires en faveur des programmes de formation dans des domaines de qualification où l'offre est insuffisante, ainsi que pour faciliter la mobilité géographique. Le gouvernement a également annoncé que les restrictions pesant sur les importations de textiles seront progressivement éliminées, à l'occasion de l'expiration, en 1991, de l'arrangement multifibres actuellement en vigueur. Les restrictions aux importations agricoles seront, elles aussi, assouplies, ce qui devrait entraîner une diminution des prix à la consommation. La réduction, en 1989, des taux de l'impôt sur le revenu doit également être considérée dans un contexte structurel. De plus, la réforme fiscale générale annoncée pour 1991 devrait commencer à avoir des effets importants sur l'offre (voir chapitre III). En ce qui concerne la déréglementation des marchés, les règles applicables au marché obligataire ont été pratiquement supprimées et les résidents peuvent désormais acheter librement des titres étrangers. Par ailleurs, les investissements directs à l'étranger, y compris les acquisitions d'actifs fixes, n'ont plus à être financés à partir de l'étranger. Au début de l'année, le gouvernement a indiqué son intention de supprimer les dernières mesures de contrôle

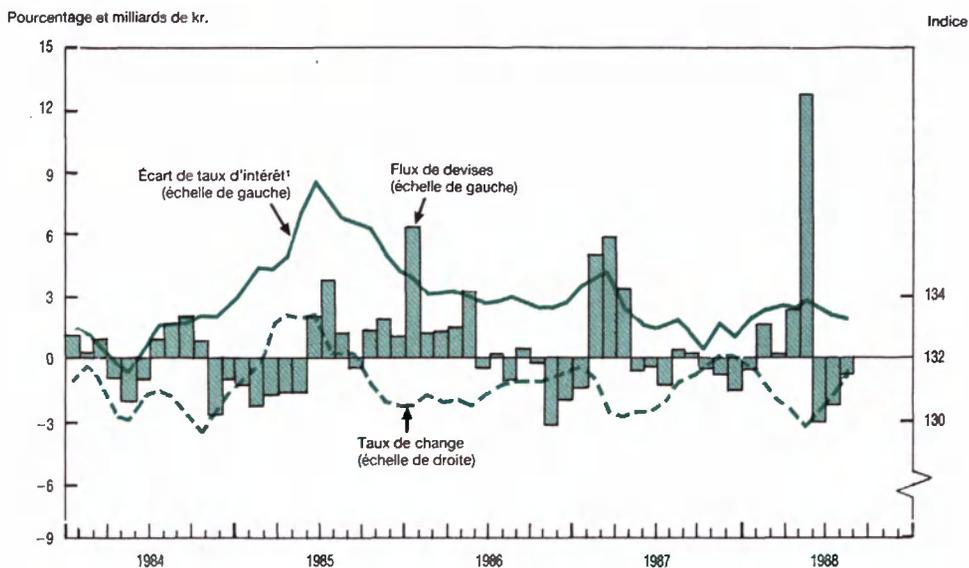
des changes à condition que les flux de capitaux puissent être convenablement enregistrés à des fins statistiques et fiscales.

Les mesures ayant un caractère plus réglementaire concernent, par exemple, le secteur de la construction, où elles ont pour objet d'éviter une surchauffe et la spéculation immobilière. L'investissement des entreprises sera donc à nouveau limité, notamment dans les zones urbaines. Les règles applicables à la location-vente ont également été rendues plus strictes, le montant du premier versement ayant été porté de 20 à 50 pour cent dans le cas des automobiles et à 40 pour cent dans le cas des autres biens de consommation. Le régime fiscal spécial destiné à favoriser l'épargne a été étendu en 1988 et un nouveau régime a été adopté afin d'encourager les jeunes à épargner en vue de l'achat d'un logement. Dans le but d'atténuer les revendications salariales et d'inciter les entreprises à y résister, un mécanisme spécial a été mis en place en 1988, obligeant les entreprises à déposer 15 pour cent de leurs bénéfices de 1987, au-delà d'un certain seuil, auprès de la Banque centrale, où ils resteront bloqués jusqu'au milieu de 1990. Par ailleurs, un impôt supplémentaire de 15 pour cent sur les bénéfices dépassant un certain seuil a été annoncé récemment. Cet impôt sera versé en 1990 sur la base des comptes de 1989. Enfin, on s'accorde généralement à penser que le nouvel impôt sur les transactions financières, en vigueur à partir du début de 1989, entraînera une réduction des ressources des marchés financiers et qu'il a déjà provoqué la fermeture des marchés nationaux à terme et d'options.

Politique monétaire

Dans le contexte, d'une part, de la politique de stabilité du taux de change et, d'autre part, d'une stricte réglementation des changes, la politique monétaire a, généralement, eu une orientation restrictive, en 1987 comme en 1988. A la suite de la crise boursière d'octobre 1987, les taux d'intérêt à court terme n'ont que légèrement baissé en Suède, mais la vigueur persistante de l'expansion intérieure et le risque d'inflation ont amené la Banque centrale à relever encore les taux jusqu'au milieu de 1988. En plus des opérations d'open-market, les coefficients de réserve ont été utilisés pour faire monter les taux d'intérêt à court terme. Cette orientation plus restrictive de la politique monétaire s'est traduite par une augmentation de l'écart entre les taux d'intérêt à court terme suédois et les taux étrangers (graphique 5). Afin de freiner les entrées de capitaux suscitées par cette augmentation des écarts de taux d'intérêt, les autorités ont laissé le taux de change monter jusqu'à sa limite supérieure jusqu'en mai 1988. Les mois suivants, les écarts de taux d'intérêt ont diminué à mesure que les taux étrangers augmentaient plus rapidement que les taux suédois, entraînant

Graphique 5. ÉCART DE TAUX D'INTÉRÊT, MOUVEMENTS DE CAPITAUX ET TAUX DE CHANGE



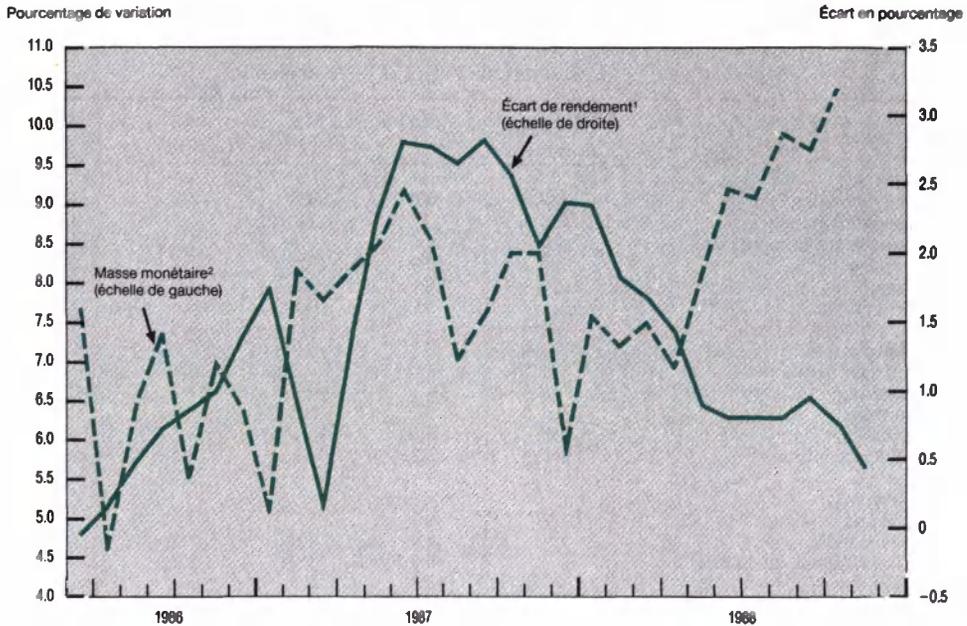
1. Écart entre le taux des certificats de dépôt à 3 mois/des bons du Trésor à 3 mois à intérêts précomptés et le taux des eurodollars à 3 mois.

Source : *Konjunkturläget, Høsten 1988*, Konjunkturinstitutet, Stockholm, 1988.

quelques sorties de capitaux, mais cette tendance s'est inversée vers la fin de 1988, les taux suédois recommençant à augmenter plus rapidement que les taux étrangers.

La courbe des rendements s'est aplatie en 1988, avec l'augmentation des taux d'intérêt à court terme et, en octobre, les autorités ayant laissé entendre que le contrôle des changes pourrait être supprimé avant 1991, la pente de cette courbe est devenue légèrement négative, les opérateurs ayant l'impression que la réglementation des changes était utilisée pour accroître les possibilités de resserrement monétaire. Cette impression a été renforcée, dans une certaine mesure, lorsque la Banque mondiale a lancé un emprunt libellé en couronnes suédoises, à un taux inférieur de 1/4 point environ à celui des titres publics suédois ayant une échéance comparable. Avec l'aplatissement de la courbe des rendements, la croissance monétaire s'est, à nouveau, accélérée à partir du milieu de 1988 (graphique 6).

Graphique 6. ÉCART DE RENDEMENT ET MASSE MONÉTAIRE



1. Écart entre le taux d'intérêt entre les obligations du secteur public à 5 ans et les bons du Trésor à 3 mois à intérêts précomptés.

2. M3 + bons d'épargne nationale + bons du Trésor.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Evolution récente

Demande intérieure et balance extérieure

En 1988, la consommation privée a progressé parallèlement au revenu disponible réel des ménages (tableau 5). Le ralentissement de la croissance de la consommation, observé entre le second semestre de 1987 et le milieu de 1988 environ, s'est interrompu et s'est légèrement inversé au second semestre de l'année. Les ventes d'automobiles, qui ont encore progressé de 10 pour cent après avoir augmenté de 17 pour cent en 1987, ont été l'une des composantes les plus dynamiques de la consommation privée. Bien que le taux d'épargne ait cessé de diminuer en 1988, il convient de noter que le patrimoine financier net des ménages a presque doublé par

rapport à leur revenu disponible dans les années 80, et qu'il semble aussi être plus liquide qu'auparavant⁴.

Tableau 5. L'équilibre de l'offre et de la demande

	Valeurs de 1985 en milliards de couronnes	Pourcentage de variation			
		1985	1986	1987	1988 ¹
Consommation privée	438.7	3.0	4.8	3.8	2.7
Consommation publique	239.6	2.1	1.2	1.3	1.4
Formation brute de capital fixe	164.3	6.0	-0.6	6.2	5.1
Entreprises	107.2	10.4	0.5	5.4	5.9
Logement	35.2	0.6	-3.5	12.9	4.3
Secteur public	21.9	-3.7	-0.8	-0.6	2.5
Demande intérieure finale	842.6	3.3	2.6	3.5	2.8
Variation des stocks ²	-1.4	0.6	-0.9	0.1	0.4
Demande intérieure totale	841.2	4.0	1.8	3.7	3.2
Solde extérieur ²	19.6	-1.7	-0.6	-1.2	-0.4
Exportations	303.5	2.2	3.3	2.5	4.2
Importations	283.9	8.0	5.5	6.3	5.5
Produit intérieur brut	860.9	2.1	1.1	2.4	2.8
<i>Pour mémoire :</i>					
Indice de prix implicite de la consommation privée		6.9	4.6	5.5	5.9
Indice de prix implicite du PIB		6.8	7.1	5.3	6.1
Taux de chômage		2.4	2.2	1.9	1.6

1. Estimations du Secrétariat.

2. La variation des stocks et le solde extérieur sont exprimés en pourcentage du PIB de l'année précédente.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

L'investissement fixe des entreprises a progressé rapidement au cours des deux dernières années (12 pour cent), l'investissement des entreprises manufacturières ayant augmenté de 13 pour cent en 1987 et de 10 pour cent en 1988. Il convient de noter que les investissements immatériels (R&D, études de marchés, etc.) ont, eux aussi, augmenté dans de fortes proportions et qu'ils sont sans doute maintenant à peu près équivalents aux investissements en actifs fixes. Les perspectives favorables de la demande, l'amélioration des bénéfices et les taux élevés d'utilisation des capacités ont notablement contribué à cette expansion de l'investissement. Avec 89.1 pour cent au deuxième trimestre de 1988, le taux d'utilisation des capacités dans l'industrie suédoise a atteint son plus haut niveau depuis 1980. En dehors des industries manufacturières, la formation de capital fixe a été moins soutenue. Les restrictions pesant sur les activités de construction non prioritaires dans les zones métropolitaines ont influé sur les investissements de construction des secteurs commerciaux et financiers notamment. Les investissements privés dans les secteurs des transports et

des communications ont diminué en 1988, en partie en raison de la réorganisation des chemins de fer d'Etat.

L'investissement en logements a progressé de 18 pour cent environ au cours des deux dernières années, sous l'effet d'une très forte expansion de la construction de nouveaux logements, tandis que la modernisation et la reconstruction de bâtiments anciens se sont ralenties à la suite des mesures prises en 1986 pour freiner cette activité. L'accroissement de la demande de logements tient notamment au dynamisme de l'activité économique, au niveau élevé des revenus réels et à une plus grande facilité d'accès au crédit, conjugués au traitement fiscal favorable des paiements d'intérêts. L'investissement public a augmenté de 2.5 pour cent en 1988, mais cette augmentation s'explique en partie par le fait que le gouvernement a pris à sa charge des dépenses qui étaient antérieurement supportées par la compagnie de chemins de fer d'Etat. La formation de stock a continué d'afficher un solde négatif, comme c'était le cas depuis le début de la décennie. Dans les secteurs des industries

Tableau 6. Demande intérieure, importations et parts de marché

1. Contributions à la croissance de la demande intérieure de

	Consom- mation privée	Consom- mation publique	Investis- sements des entreprises	Investis- sement en logement	Investis- sement public	Formation de stocks	Demande intérieure
	Points de pourcentage						Pourcentages
1982	0.7	0.3	0.0	-0.1	-0.1	0.0	0.8
1983	-0.9	0.3	0.4	-0.1	0.0	-0.4	-0.8
1984	0.7	0.7	0.7	0.3	-0.1	0.7	3.2
1985	1.5	0.6	1.4	0.0	-0.1	0.6	4.0
1986	2.4	0.4	0.1	-0.1	0.0	-0.9	1.8
1987	2.0	0.4	0.7	0.6	0.0	0.1	3.7
1988	1.4	0.3	0.8	0.5	0.1	0.2	3.3

2. Contributions à la croissance des importations de produits manufacturés¹

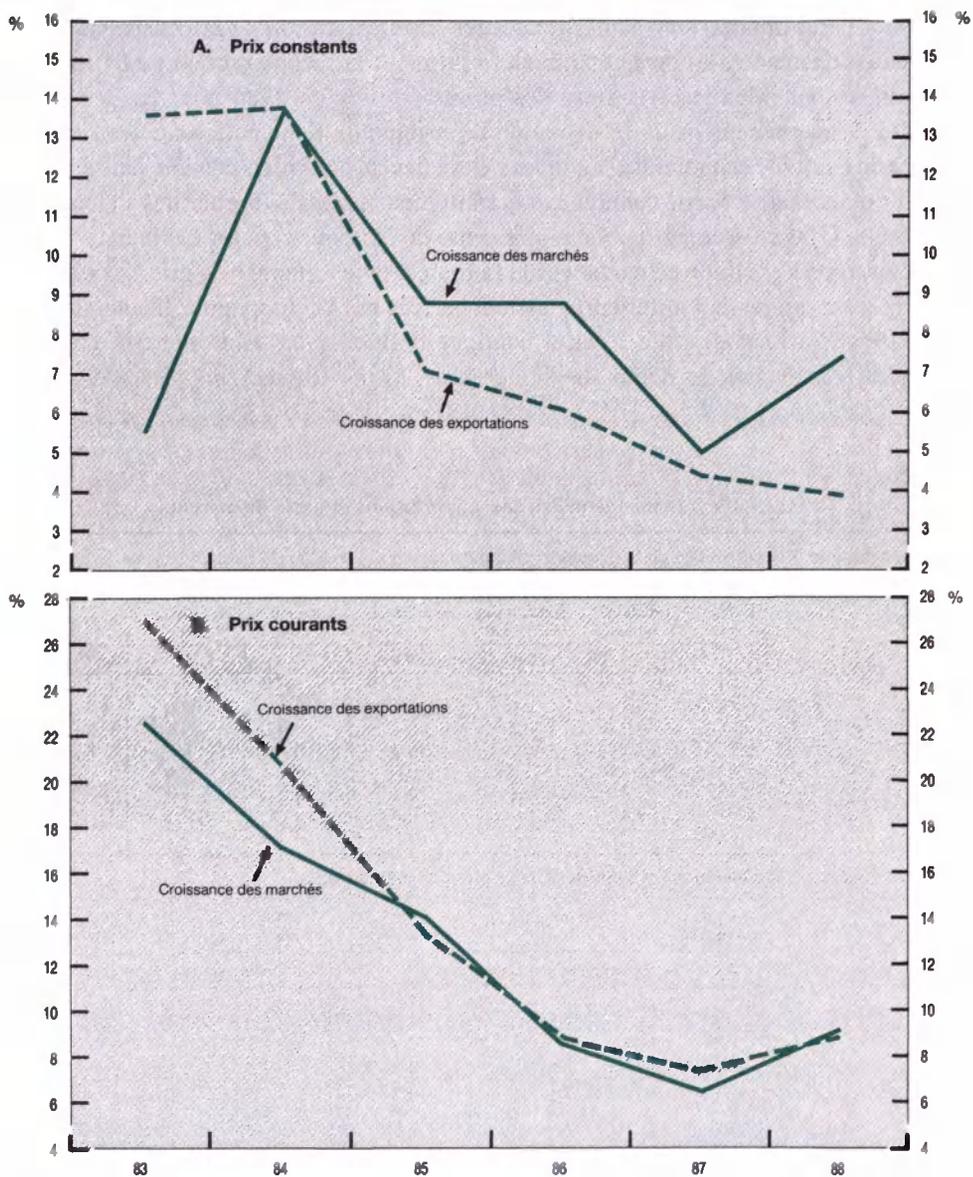
	Effet de la demande	Effet des prix relatifs	Effet résiduel	Croissance des importations	Variation des parts de marché (ensemble des biens et services) ²
	Points de pourcentage			Pourcentages	
1983	6.6	-1.5	-2.2	2.6	-3.3
1984	9.2	-0.3	0.9	9.9	-0.7
1985	6.8	1.6	2.0	10.7	4.1
1986	3.8	1.7	-2.4	3.0	3.3
1987	6.7	1.2	3.1	11.4	2.5
1988	7.3	1.1	-0.0	8.3	2.1

1. Telles qu'elles ressortent de l'équation $\ln(MMV) = -22.9 + 1.72 \ln(IWD) - 0.45 \ln(RP)$.

2. Ecart, en points de pourcentage, entre le taux de croissance des importations de produits manufacturés et les dépenses pondérées par le contenu en importations.

Source : Secrétariat de l'OCDE

Graphique 7. MARCHÉS D'EXPORTATION ET PARTS DE MARCHÉS
Produits manufacturés



Source : Secrétariat de l'OCDE.

extractives et des industries manufacturières, le rapport entre les stocks et la production, en valeur, est tombé de 51 pour cent à 34 pour cent entre 1980 et 1988 ; dans le secteur commercial, les stocks ont également diminué de façon continue.

Le rythme de progression de la demande intérieure totale (3.7 pour cent en 1987 et 3.2 pour cent en 1988) a été supérieur à celui de l'offre intérieure (2.4 et 2.8 pour cent respectivement) ; le solde extérieur a eu une incidence négative sur la croissance pour les troisième et quatrième années consécutives. L'expansion rapide des importations a été imputable à la vigueur de la croissance de la demande intérieure, conjuguée à une élasticité traditionnelle des importations par rapport à la demande (1.7 pour les produits manufacturés, selon les estimations de l'OCDE) (tableau 6). Par ailleurs, la moindre compétitivité des producteurs nationaux a contribué à une perte de parts de marché intérieur – mesurés dans une monnaie commune, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre ont augmenté de 4 à 5 pour cent environ en 1988.

Les facteurs qui ont contribué à des pertes de parts de marché intérieur ont également influé sur les résultats à l'exportation. De plus, plusieurs des principaux marchés d'exportation de la Suède, notamment ceux du Danemark et de la Norvège, ont peu progressé en 1988 malgré le très grand dynamisme général des échanges. Néanmoins, les exportations suédoises ont été favorisées par leur composition par produits, étant donné la forte demande étrangère d'acier et de produits forestiers. A prix courants, les pertes de parts de marché ont été moins sensibles, ce qui s'explique par une évolution favorable des prix des produits suédois sur les marchés mondiaux (graphique 7). Les prix relatifs des exportations de produits manufacturés ont augmenté de 5 pour cent environ entre 1986 et 1988, en raison à la fois de la part importante, dans les exportations suédoises, des produits forestiers dont les prix se sont accrus sur les marchés mondiaux, et d'une montée générale des prix, du fait des contraintes de capacité auxquelles se sont heurtées les entreprises.

Production et emploi

Le PIB s'est accru de 2¾ pour cent en 1988, soit à un rythme un peu plus soutenu qu'en 1987. Au début de l'année, la croissance a subi le contrecoup de conflits sociaux, mais cette dégradation a été compensée, dans une certaine mesure, par un redressement de la production agricole, qui avait baissé en 1987. Malgré les conflits sociaux, la production industrielle a progressé presque aussi vigoureusement que l'année précédente, et des gains ont été enregistrés dans la plupart des branches, notamment dans l'industrie chimique et dans l'industrie forestière (tableau 7). Le secteur des industries mécaniques, qui avait été sérieusement touché par la grève, a vu

sa production augmenter au même rythme que la production industrielle totale. La construction a marqué une vigoureuse expansion, sous l'effet de la croissance rapide des investissements en logements. Les services du secteur privé ont continué de progresser modérément, tandis que la croissance du secteur public est restée faible, encore que l'activité des administrations locales se soit quelque peu développée et que celle de l'administration centrale ait cessé de diminuer.

Tableau 7. **Production et emploi par secteur**

	Production			Emploi		
	1987 ¹	Croissance réelle		1986	Croissance	
	Milliards de couronnes	1987	1988 ²	Milliers de personnes	1987 ²	1988 ²
		Pourcentages			Pourcentages	
Agriculture, sylviculture, etc.	28.7	-3.5	1.8	192	-9.0	-4.0
Industries extractives et manufacturières	212.1	3.9	3.7	904	0.7	1.5
Electricité, gaz et eau	28.7	4.4	2.8	34	2.9	2.0
Construction	62.3	2.9	3.0	272	4.0	2.0
Services du secteur privé	338.8	4.2	2.6	1 454	2.2	2.2
Secteur public	157.6	0.5	0.6	1 406	0.5	0.4

1. Valeur ajoutée aux prix de référence.

2. Estimations du Secrétariat.

Source : *Comptes nationaux*, appendice 4, Statistics Sweden ; Secrétariat de l'OCDE.

La croissance de l'emploi s'est accentuée en 1987 et en 1988. C'est surtout dans le secteur de la construction et dans les services du secteur privé que l'emploi a progressé, son augmentation ayant été beaucoup moins prononcée dans les entreprises manufacturières. Dans l'administration centrale, l'emploi a diminué durant ces deux années, alors qu'il a continué de progresser au niveau des autorités locales, ce qui a contribué à augmenter encore leurs dépenses en salaires. En 1988, étant donné le faible taux de chômage, la situation du marché du travail a été caractérisée par une pénurie de main-d'œuvre généralisée (tableau 8). Globalement, la proportion des entreprises manufacturières faisant état d'une pénurie de travailleurs qualifiés a atteint 61 pour cent en juin 1988, mais la situation a été beaucoup plus tendue encore dans le secteur de la construction, dans l'industrie sidérurgique et dans les industries mécaniques, ainsi que dans le secteur des textiles, de l'habillement et du cuir. En dépit de la forte augmentation des taux d'activité et des réductions opérées dans les programmes en faveur du marché du travail, le taux de chômage est tombé à son plus bas niveau depuis de nombreuses années : 1.6 pour cent. Dans les zones métropolitaines, le nombre des offres d'emplois non satisfaites a été supérieur au nombre de chômeurs.

Tableau 8. Pénuries de main-d'œuvre dans les industries manufacturières et le secteur de la construction
 Pourcentage de réponses positives

	1987				1988			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Pénurie d'ouvriers qualifiés								
Industrie des textiles, de l'habillement et du cuir	46	56	63	35	55	64	59	50
Industrie du bois	43	54	51	55	61	57	62	62
Industrie des pâtes et papiers et de l'imprimerie	20	23	30	27	25	39	44	40
Ouvrages en fer et en acier	13	28	24	50	42	77	55	66
Industrie mécanique	44	57	59	58	58	70	73	67
Ensemble des industries	35	46	48	50	49	61	63	59
Pénurie d'agents techniques								
Industrie des textiles, de l'habillement et du cuir	13	12	27	26	21	17	29	6
Industrie du bois	26	18	17	20	18	19	23	26
Industrie des pâtes et papiers et de l'imprimerie	15	10	11	15	8	15	16	12
Ouvrages en fer et en acier	30	59	23	30	29	20	16	53
Industrie mécanique	30	36	36	35	40	40	32	47
Ensemble de l'industrie	23	27	27	26	29	30	26	34
Secteur du bâtiment et de la construction								
Cimentiers-bancheurs, coffreurs, ferrailleurs, etc.	45	62	63	70	57	75		
Charpentiers	42	60	68	62	64	82		
Maçons	42	56	54	54	34	65		
Agents techniques	19	19	29	37	44	54		

Source : *Konjunkturläget, Hösten 1988*, Konjunkturinstitutet, Stockholm, 1988.

La croissance de la productivité du travail s'est ralentie en 1988 ; dans les industries manufacturières, les gains sont restés de l'ordre de 2 à 2½ pour cent (sur une base horaire), tandis que dans les services du secteur privé, la productivité du travail a pratiquement stagné. Il convient toutefois de noter que ces résultats s'expliquent en partie par des effets de calendrier.

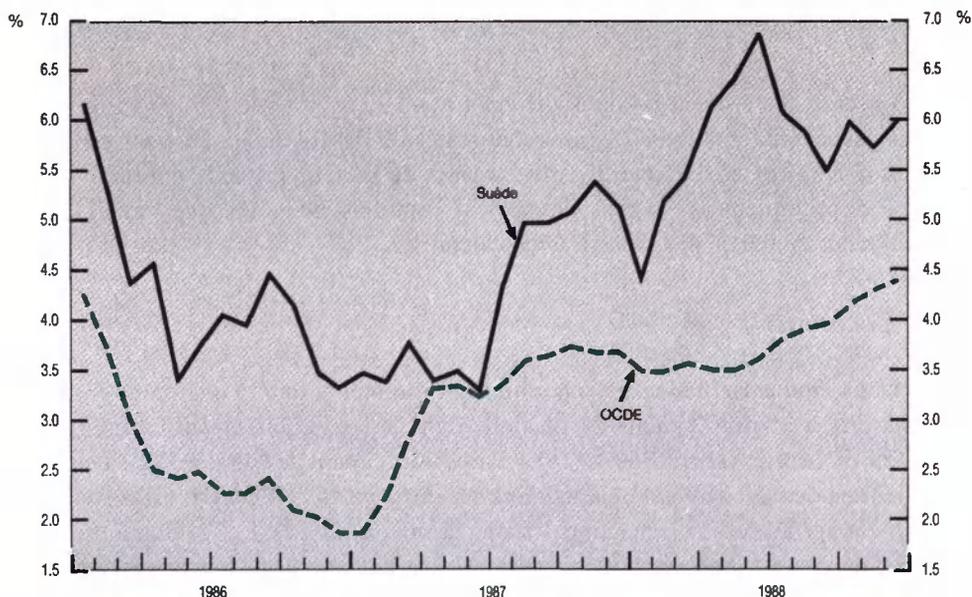
Coûts et prix

Dans l'industrie, les salaires horaires ont augmenté de 7.5 pour cent en 1988, c'est-à-dire d'environ 3 points de plus que dans les pays concurrents. Malgré une certaine modération entre 1985 et 1987, il est préoccupant de voir que l'écart entre la progression des salaires en Suède et dans les autres pays de l'OCDE est resté à peu près inchangé au cours de chacune des cinq dernières années. Les coûts unitaires de main-d'œuvre, exprimés en monnaie nationale, se sont accrus de 5 pour cent environ, et de 4 à 5 pour cent correction faite de l'évolution des taux de change. En 1988, les accords de salaire ont été conclus de façon plus décentralisée, à la suite des

mouvements sociaux qui ont notamment eu lieu dans le secteur des industries mécaniques. Si les augmentations de salaire ont été relativement modérées dans les industries manufacturières, les travailleurs du secteur des services – et notamment ceux des administrations locales – ont obtenu des hausses beaucoup plus importantes. C'est ainsi que les augmentations négociées se sont établies à 4.1 pour cent en moyenne pour 1988, mais le glissement des salaires ayant été particulièrement marqué du fait d'une plus grande décentralisation, les hausses ont en définitive été près de deux fois plus élevées que celles qui avaient été négociées. Une fois encore, ce sont les travailleurs du secteur de la construction qui ont bénéficié des augmentations les plus importantes. Les cotisations de sécurité sociale sont restées inchangées mais, en raison des effets de calendrier sur le nombre d'heures ouvrées, la rémunération totale par salarié a progressé de près d'un point de plus que les gains horaires.

La hausse des prix à la consommation, de 5.8 pour cent par rapport à l'année précédente, a dépassé la moyenne de l'OCDE de 2 points en 1988 (graphique 8). Il

Graphique 8. ÉVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION



Source : Secrétariat de l'OCDE.

convient de noter qu'un sixième seulement de cette augmentation est attribuable à la hausse des prix à l'importation et à l'évolution des coûts unitaires dans les secteurs exposés. Les impôts indirects ont aussi contribué quelque peu à l'inflation, mais celle-ci a été due pour l'essentiel (4 points environ) aux évolutions intervenues sur le plan des « autres facteurs influant sur les coûts intérieurs ». En dehors des effets de l'accord sur les revenus agricoles (0.5 point) et de l'augmentation du taux d'escompte (0.2 point), ces facteurs correspondent à l'augmentation des coûts et des marges dans le secteur abrité de l'économie. Par conséquent, l'écart d'inflation par rapport aux autres pays a été dû, dans une large mesure, à la politique de prix menée par le secteur intérieur. Cette évolution amène à s'interroger sur la capacité d'adaptation des salaires et des prix suédois face à une situation caractérisée par une faible inflation à l'échelle internationale et par une forte pression de la demande (voir chapitre IV).

Balance des paiements

Compte tenu de la détérioration de la compétitivité des coûts et de la relativement forte élasticité des importations par rapport à la demande, ainsi que de la vigueur de la demande, la balance commerciale est restée relativement ferme (tableau 9). Mesuré en prix constants de 1980 (avec les importations calculées sur la base caf), le solde commercial est devenu déficitaire au second semestre de 1987 (graphique 9) mais, à prix courants, l'excédent commercial est resté pratiquement

Tableau 9. **Balance des paiements**
Milliards de couronnes

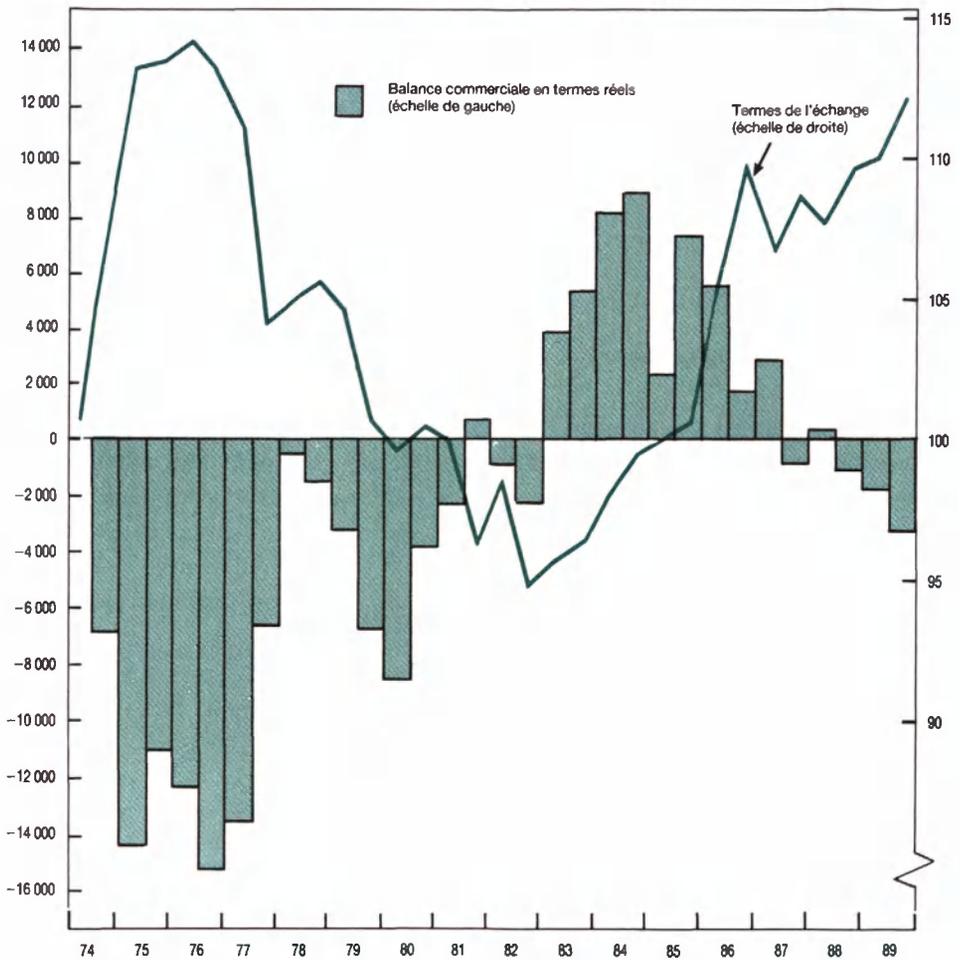
	1986	1987	1988
Exportations, chiffres BdP	262.0	278.9	301.3
Importations, chiffres BdP	225.6	238.5	262.4
Balance commerciale	36.4	40.4	38.9
En pourcentage du PIB	3.9	4.0	3.5
Balance des invisibles	-2.9	-19.9	-23.3
Dont : Tourisme	-9.0	-11.1	-13.4
En pourcentage du PIB	-0.3	-2.0	-2.1
Revenu net des investissements	-18.1	-17.1	-17.4
En pourcentage du PIB	-1.9	-1.7	-1.6
Balance des opérations courantes	5.3	-6.7	-13.6
En pourcentage du PIB	0.6	-0.6	-1.2

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 9. BALANCE COMMERCIALE¹ ET TERMES DE L'ÉCHANGE

Données semestrielles désaisonnalisées,
aux prix de 1980
Millions de Kr.

Indice 1980 = 100



1. Exportations moins importations, en volume, à l'exclusion des navires.
Source : Konjunkturinstitutet, *op. cit.*

inchangé, grâce à l'amélioration de 10 pour cent environ des termes de l'échange depuis 1985. Cependant, le déficit de la balance des services a continué de se creuser, en raison surtout de la fermeté persistante des dépenses touristiques à l'étranger. Les paiements nets d'intérêts ont augmenté légèrement, la hausse des taux d'intérêt ayant été partiellement compensée par la dépréciation du dollar, monnaie dans laquelle une part importante de la dette extérieure est libellée. De ce fait, le déficit de la balance des opérations courantes, qui était de 6.7 milliards de couronnes en 1987, a doublé en 1988 (1¼ pour cent du PIB).

Prévisions à court terme pour 1989 et 1990

La situation se caractérise actuellement par une forte pression de la demande, des taux élevés d'utilisation des capacités et de sérieuses pénuries de main-d'œuvre. L'investissement est soutenu, mais les gains de productivité sont faibles. Les perspectives de croissance dépendent donc, dans une large mesure, de l'évolution de l'offre qui, malgré un certain ralentissement de la demande intérieure, continuera sans doute d'exercer une influence prédominante pendant la plus grande partie des deux années à venir. Si aucune modification n'est apportée à l'orientation de la politique économique, il semble pratiquement impossible d'envisager des progrès sensibles, à court terme, dans la voie de la résolution des problèmes les plus aigus – forte hausse des salaires et des prix à la consommation – et les présentes prévisions risquent donc d'être en deçà de la réalité à cet égard.

La politique budgétaire devrait avoir une orientation légèrement expansionniste en 1989, et un peu restrictive en 1990. La politique monétaire semble devoir rester relativement restrictive. Le déficit de la balance des opérations courantes et les anticipations inflationnistes continueront d'exercer des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt nominaux. Les prévisions impliquent une légère accentuation de la pente de la courbe des rendements qui, pour des raisons temporaires, s'était aplatie en 1988. L'écart entre les taux d'intérêt à court terme intérieurs et internationaux restera sans doute à peu près inchangé. Toutefois, la suppression annoncée des mesures de contrôle des changes, dont on ne sait pas encore à quelle date elle interviendra, pourrait déboucher sur des taux d'intérêt moins élevés que prévu, ce qui tendrait à accroître la demande intérieure, dans la mesure où la baisse attendue des taux d'intérêt n'est pas encore prise en compte. Dans l'ensemble, on s'attend à ce que les taux d'intérêt réels demeurent élevés. Comme à l'accoutumée, les prévisions sont fondées sur les hypothèses techniques habituelles de l'OCDE concernant le prix du pétrole et le taux de change. On a supposé que le prix du pétrole s'établira à 14 dollars

le baril au premier semestre de 1989 et restera ensuite à peu près inchangé en termes réels. Pour ce qui est du taux de change, l'hypothèse retenue est de 6.17 couronnes pour un dollar, pour la période 1988-90.

Le niveau de la consommation privée restera sans doute supérieur, pendant la période sous revue, à la tendance observée au cours des vingt dernières années, encore que son taux de croissance puisse se ralentir (tableau 10). On s'attend à un fléchissement de la croissance de la consommation car l'épargne des ménages devrait se redresser du fait de la maturation du cycle des achats de biens de consommation durables, et aussi parce que les effets temporairement négatifs de la libéralisation des marchés financiers sur l'épargne devraient s'estomper. Du fait des contraintes de capacité et du niveau élevé des profits, l'investissement des entreprises restera relativement soutenu cette année, mais il se ralentira sans doute vers la fin de la période sous revue à mesure que la pression de la demande s'atténuera. On s'attend également à ce que les investissements en logements neufs, très soutenus actuellement, se ralentissent en 1990. La demande du secteur public devrait être limitée et

Tableau 10. Perspectives à court terme

	1987	1988	1989 ¹	1990 ¹
	Pourcentages de variation			
Consommation privée	3.8	2.7	2.0	1.7
Consommation publique	1.3	1.4	1.0	1.0
Formation brute de capital fixe	6.2	5.1	4.8	1.9
Entreprises	5.4	5.9	4.0	2.0
Logement	12.9	4.3	7.0	2.0
Secteur public	-0.6	2.5	5.0	1.0
Demande intérieure finale	3.5	2.8	2.3	1.6
Variation des stocks ²	0.1	0.4	0.2	0.2
Demande intérieure totale	3.7	3.2	2.5	1.7
Solde extérieur ²	-1.2	-0.4	-0.6	-0.3
Exportations	2.5	4.2	3.1	3.3
Importations	6.3	5.5	4.9	4.1
Produit intérieur brut	2.4	2.8	1.8	1.4
Indice de prix implicite de la consommation privée	5.5	5.9	6.0	5.0
Indice de prix implicite du PIB	5.3	6.1	6.5	5.2
Termes de l'échange	-0.7	0.8	0.7	-0.1
Taux de chômage, niveau	1.9	1.6	1.6	1.9
	Milliards de couronnes			
Solde commercial (chiffres BdP)	40.4	38.9	38.5	38.0
Solde des opérations invisibles	-47.1	-52.5	-55.8	-59.5
Solde des opérations courantes	-6.7	-13.6	-17.3	-21.5

1. Prévisions du Secrétariat.

2. La variation des stocks et le solde extérieur sont exprimés en pourcentage du PIB de l'année précédente.

Source : Statistics Sweden, Secrétariat de l'OCDE.

n'apporter qu'une faible contribution à la croissance de la demande intérieure. En volume, la demande intérieure semble devoir s'accroître de 2½ pour cent en 1989 et un peu moins en 1990.

En raison de pénuries de capital et de main-d'œuvre, les industries exportatrices ne seront toujours pas en mesure de tirer pleinement parti de la croissance des marchés extérieurs. L'expansion rapide qu'a connue l'investissement au cours des dernières années devrait contribuer à atténuer les problèmes de capacités au bout d'un certain temps, mais l'évolution défavorable de la compétitivité des coûts pourrait faire obstacle à une amélioration des résultats à l'exportation. De même, le ralentissement de la demande intérieure pondérée par le contenu en importations devrait freiner la croissance des importations, mais le niveau élevé de l'inflation intérieure favorisera les concurrents étrangers. L'incidence du solde extérieur sur la croissance du PIB réel devrait rester négative pendant la période sous revue. L'évolution des termes de l'échange pourrait continuer de soutenir la balance commerciale cette année mais, en raison d'une détérioration de la balance des services et d'une augmentation des paiements d'intérêts, la balance des opérations courantes se dégradera encore au cours des dix-huit mois à deux ans à venir. Il convient toutefois de souligner que la balance extérieure de la Suède est très sensible aux variations des prix qui, comme ceux des produits forestiers et du pétrole, ont accusé de fortes fluctuations dans le passé. On peut dire qu'approximativement le solde commercial se détériore d'un milliard de couronnes environ pour chaque augmentation de 1 dollar du prix du pétrole.

Sur le marché du travail, les tensions resteront fortes, malgré les mesures prises pour éviter une surchauffe dans le secteur de la construction et pour accroître la flexibilité du marché du travail. Ces tensions continueront d'exercer des pressions à la hausse sur les prix, notamment si, comme on le suppose, les gains de productivité restent faibles.

III. Développer le potentiel de croissance

Comme l'a montré la brève analyse faite au chapitre I, la situation économique suédoise s'est améliorée au cours des années 80 sous l'effet d'un changement d'orientation de la politique à moyen terme ; cette amélioration s'est reflétée notamment dans le solde budgétaire du secteur public et dans la balance des opérations courantes, mais la croissance économique a été inférieure à la moyenne de la zone de l'OCDE – même si on la calcule par habitant. Les caractéristiques structurelles de l'économie suédoise semblent être à l'origine de cette croissance relativement lente, d'où la nécessité de mesures supplémentaires pour faciliter l'ajustement structurel. Les problèmes structurels retiennent davantage l'attention depuis quelque temps, comme en témoignent les mesures proposées par le gouvernement en octobre 1988 (voir chapitre II) et l'annonce d'une réforme fiscale de grande envergure pour 1991. La nécessité d'accélérer le rythme du changement structurel apparaît d'autant plus nettement que l'on prévoit une stagnation puis une diminution de la population en âge de travailler, ainsi qu'un ralentissement des gains de productivité. Si aucune mesure n'est prise pour y remédier ou pour les contrebalancer, ces évolutions affaibliront encore le potentiel de croissance de la production et compromettront dans l'avenir l'élévation du niveau général de protection sociale. Après avoir analysé des facteurs qui font obstacle à la croissance du potentiel de production, on examinera brièvement, dans les paragraphes qui suivent, les grandes lignes de la réforme fiscale générale qui est envisagée et qui jouera un rôle majeur à cet égard.

Obstacles à la croissance du potentiel économique

Par définition, la croissance économique est égale à la somme de la contribution à la croissance des facteurs de production et à celle de la productivité totale des facteurs. Au cours des vingt à trente dernières années, la contribution du capital fixe s'est progressivement ralentie et la contribution du travail (mesurée en heures) est

actuellement à son niveau du milieu des années 60. En même temps, les gains de productivité ont diminué. Dans l'Etude à moyen terme de 1987⁵, les autorités suédoises se fondent sur l'hypothèse que l'utilisation de facteurs ainsi que la productivité continueront de s'accroître au rythme assez lent observé depuis le milieu des années 70 (tableau 11). La question se pose de savoir si cette hypothèse est valable et, dans l'affirmative, quelles sont les mesures à prendre pour redresser cette tendance.

Tableau 11. **Production, facteurs de production et productivité à moyen terme**
Taux moyen de croissance

	1964-74	1974-84	1984-95 ¹
Ensemble de l'économie			
Emploi (heures ouvrées)	-0.7	0.1	0.5
PIB	3.5	1.6	2.2
Productivité du travail	4.2	1.5	1.7
Secteur des entreprises			
Emploi (heures ouvrées)	-1.8	-0.8	0.4
Capital	4.1	2.2	-
Valeur ajoutée	3.0	1.4	2.6
PTF	3.1	1.4	-
Productivité du travail	4.9	2.2	2.3

1. Compte tenu des hypothèses retenues dans l'étude à moyen terme de 1987.

Source : Note du ministère des Finances ; *The 1987 Medium-Term Survey of the Swedish Economy*, ministère des Finances, Stockholm, 1987.

Offre de main-d'œuvre

La population continuera d'augmenter, quoiqu'à un rythme très lent, jusqu'à la fin du siècle (tableau 12). Le vieillissement de la population – déjà relativement avancé – étant très progressif en Suède, la population en âge de travailler restera sans doute relativement stable. Cependant, les migrations, qui ont largement contribué, ces dernières années, à la croissance de la population d'âge actif, pourraient modifier la situation. En effet, avec le taux net de migration que l'on observe actuellement, la population active pourrait s'accroître, durant les années 90, au même rythme qu'au cours des années 80. Plus incertaine est l'évolution future des taux d'activité et de la durée du travail – et c'est sur ce plan que l'action gouvernementale a davantage de chances d'opérer des changements. La Suède est l'un des pays de la zone de l'OCDE où le taux d'activité global est le plus élevé du fait de l'entrée massive des femmes dans la population active au cours de ces vingt dernières années. Les taux d'activité des hommes diminuent légèrement – en raison principalement de l'abaissement de

Tableau 12. Evolution de l'offre de main-d'œuvre et de l'emploi
Taux annuel moyen de croissance

	1970-1980	1980-1990 ¹	1990-2000 ¹
Croissance démographique	0.3		0.1
Structure par âge ²	0.0	0.3	-0.1
Taux d'activité	0.7	0.3	0.4
Offre de main-d'œuvre	1.0	0.6	0.3
Fréquence de l'emploi	-0.1	0.0	0.0
Emploi	0.9	0.6	0.4
Ecart statistique ³	-0.1	0.0	-0.1
Heures ouvrées par salarié	-1.3	0.4	-0.4
Nombre total d'heures ouvrées	-0.5	1.0	-0.1

1. Les chiffres de 1989 et 1990 proviennent de *Sweden's Economy - Official Forecast 1989*, ministère des Finances, Stockholm, 1989.
2. Part de la population de 16 à 74 ans.
3. Ecart entre les chiffres découlant des enquêtes sur le marché du travail et les données de comptabilité nationale.
Sources : "Sveriges arbetskraft - Prognos till år 2000", *Information om arbetsmarknaden 1986* :7, Statistics Sweden, Stockholm, 1986; Secrétariat de l'OCDE.

l'âge de la retraite, et du fait, aussi, de l'augmentation des effectifs de travailleurs prenant une retraite anticipée. Les taux d'activité des jeunes de 16 à 20 ans sont en baisse par suite de l'allongement de la durée des études. Avec l'augmentation du nombre de femmes qui travaillent, la différence entre les taux d'activité masculins et féminins dans le « groupe central » actuel (25-54 ans) est devenue très faible – environ 89 pour cent pour les femmes et 95 pour cent pour les hommes. Les prévisions officielles concernant la population active sont fondées sur l'hypothèse qu'à la fin du siècle le taux d'activité des femmes dans ce groupe sera égal à celui des hommes. De même, on suppose que pour le groupe d'âge allant de 55 à 64 ans, le taux d'activité des hommes ne diminuera que légèrement par rapport à son niveau actuel de 76 pour cent, tandis que celui des femmes, de 60 pour cent aujourd'hui, rattrapera pratiquement celui des hommes. Au-delà de cet âge, le taux d'activité deviendra sans doute insignifiant. Au total, on prévoit donc encore une légère augmentation du taux d'activité global, mais le processus sera relativement lent.

L'évolution des taux d'activité dépend d'un certain nombre de facteurs économiques et autres, qui ne sont pas tous entièrement expliqués. Certaines mesures gouvernementales pourraient avoir des effets positifs directs sur l'activité et, partant, sur le potentiel de production à moyen terme – par exemple, l'abaissement de l'âge de la scolarisation, le relèvement de l'âge réglementaire de perception des pensions de retraite et la réduction du nombre de personnes en pré-retraite – mais le recours à ces

mesures pourrait être limité par des considérations politiques. Cependant, du point de vue de leur incidence sur l'offre de main-d'œuvre, elles figurent sans doute parmi les plus efficaces et parmi celles dont les effets sont les plus prévisibles. Les autres mesures prendraient plutôt la forme d'incitations économiques. Tandis que le niveau élevé de l'impôt sur le revenu en Suède ne semble pas avoir constitué une contre-incitation au travail dans les groupes d'âge «centraux»⁶ – encore qu'il ait sans doute eu une influence sur le nombre d'heures ouvrées – les interactions entre le système fiscal et les transferts sociaux, ainsi que ces derniers en eux-mêmes, ont probablement eu une influence sur les taux d'activité dans les groupes plus âgés. Les mesures prises dans le cadre du budget de cette année afin de réduire les taux marginaux d'imposition cumulés sur les revenus complémentaires des personnes bénéficiant d'une pension publique n'y changeront probablement pas grand-chose.

La faible durée hebdomadaire moyenne du travail, qui est de 31¼ heures, s'explique dans une certaine mesure par le niveau élevé du taux d'activité. De plus, le haut niveau des prestations, liées aux revenus, du système de sécurité sociale (assurance-maladie, par exemple), ainsi que la générosité des dispositions concernant les congés parentaux et d'éducation, ont entraîné un absentéisme important. La durée contractuelle du travail est de 37¼ heures par semaine en moyenne. La tendance à une diminution du nombre d'heures ouvrées par salarié s'est inversée en 1981, date à partir de laquelle le nombre annuel d'heures travaillées et la durée moyenne du travail hebdomadaire se sont accrus. L'évolution de la durée du travail reflète sans doute des changements dans la conjoncture économique ainsi que dans le système fiscal. On estime généralement que l'abaissement des taux marginaux d'imposition à partir de 1983 n'y a pas été étranger. De fait, des estimations empiriques semblent indiquer une forte élasticité entre les taux marginaux d'imposition et l'offre de main-d'œuvre (tableau 13). Etant donné que le potentiel d'accroissement de la durée du travail est élevé chez les femmes qui occupent actuellement des emplois à temps

Tableau 13. **Semi-élasticités de l'offre de main-d'œuvre par rapport aux taux marginaux d'imposition¹**

	Femmes mariées	Hommes mariés
Offre de main-d'œuvre (nombre de personnes)	-0.6	-.2
Offre de main-d'œuvre (nb d'heures ouvrées par personne)	-2.0	-1.0
Offre totale, en heures	2.6	-.2

1. Variation induite par un relèvement d'un point du taux des impôts locaux et du taux d'imposition marginal maximum.

2. L'échantillon ne contient pas assez d'observations pour permettre une estimation.

Source : *The 1987 Medium-Term Survey of the Swedish Economy*, ministère des Finances, Stockholm, 1987.

partiel, il y a lieu de penser que si l'on veut qu'une réforme de l'impôt marginal accroisse effectivement l'offre de main-d'œuvre, ce n'est pas seulement les taux marginaux les plus élevés de l'impôt sur les revenus qu'il faudra réduire⁷.

L'absence d'incitations suffisantes pour améliorer le capital humain est sans doute un problème important. Selon une estimation des fonctions de salaire pour un échantillon de salariés, l'avantage marginal dont bénéficient ceux qui ont suivi un enseignement supérieur n'est pas très marqué du fait du caractère égalitariste des négociations salariales (voir chapitre IV)⁸ ; le problème se trouve compliqué par le niveau élevé des taux marginaux d'imposition. Par conséquent, les entreprises recourent de plus en plus à des moyens moins traditionnels pour avantager les travailleurs qui sont les plus consciencieux et qui améliorent leurs qualifications. L'une des méthodes employées consiste à autoriser les salariés à souscrire des titres convertibles émis par leur entreprise, titres dont le taux de conversion en parts de capital social est favorable, d'autant plus que la plus-value en capital qui en résulte est moins lourdement imposée. Au milieu de 1988, plus de la moitié des 152 entreprises inscrites à la Bourse de Stockholm avaient émis des titres convertibles pour un montant nominal de 9 milliards de couronnes mais d'une valeur en actions estimée à quelque 15 milliards de couronnes⁹.

Capital et épargne nationale

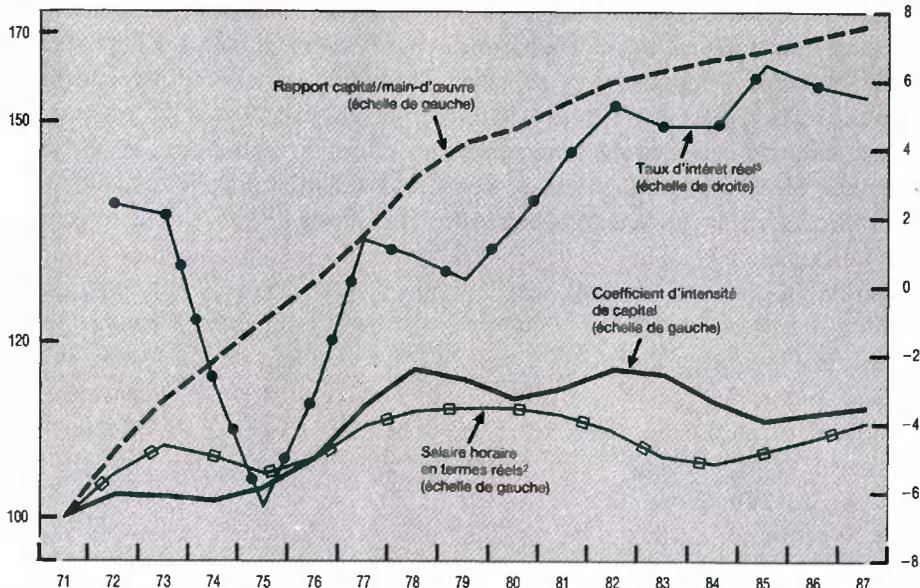
L'expansion du stock de capital accroît le potentiel de production à la fois par ses effets immédiats sur la capacité de production et l'intensité de capital et par ses effets sur la productivité totale des facteurs¹⁰. Or, comparée à celle des années 60 et du début des années 70, la croissance du stock de capital dans le secteur des entreprises demeure relativement faible depuis le début des années 80. Le coefficient de capital est resté à peu près stable durant ces dix dernières années, tandis que la croissance du coefficient d'intensité de capital s'est ralentie (graphique 10). Cela peut provenir de l'évolution des prix relatifs des facteurs, à savoir l'augmentation des taux d'intérêt réels depuis la fin des années 70, et la baisse des taux de salaires réels en termes de biens produits, du fait de la politique de dévaluation¹¹.

La législation régissant la fiscalité des entreprises, notamment les déductions au titre des réserves pour investissement, les «réserves pour formation de stocks» et l'association d'un régime d'amortissement généreux et d'un système de déductibilité intégrale des versements d'intérêts ont pour effet d'abaisser le taux de rendement requis de l'investissement. Mais ce n'est pas en faussant le coût du capital que l'on stimulera la croissance de l'investissement. Il serait plus efficace, pour ce faire, de réduire les taux d'intérêt réels et de supprimer les obstacles structurels à la croissance

Graphique 10. **INTENSITÉ DE CAPITAL ET RAPPORT CAPITAL/MAIN-D'ŒUVRE
DU SECTEUR DES ENTREPRISES ET PRIX RELATIFS DES FACTEURS¹**

Indice 1970-71 = 100
Échelle semi-logarithmique

Points de pourcentage



1. Tous les chiffres sont donnés par la moyenne des observations de l'année en cours de l'année précédente.
2. Coûts salariaux horaires du secteur manufacturier déflatés par l'indice des prix de la valeur ajoutée du secteur des entreprises.
3. Taux des obligations des sociétés industrielles corrigé de l'évolution de l'indice des prix de la valeur ajoutée du secteur des entreprises.

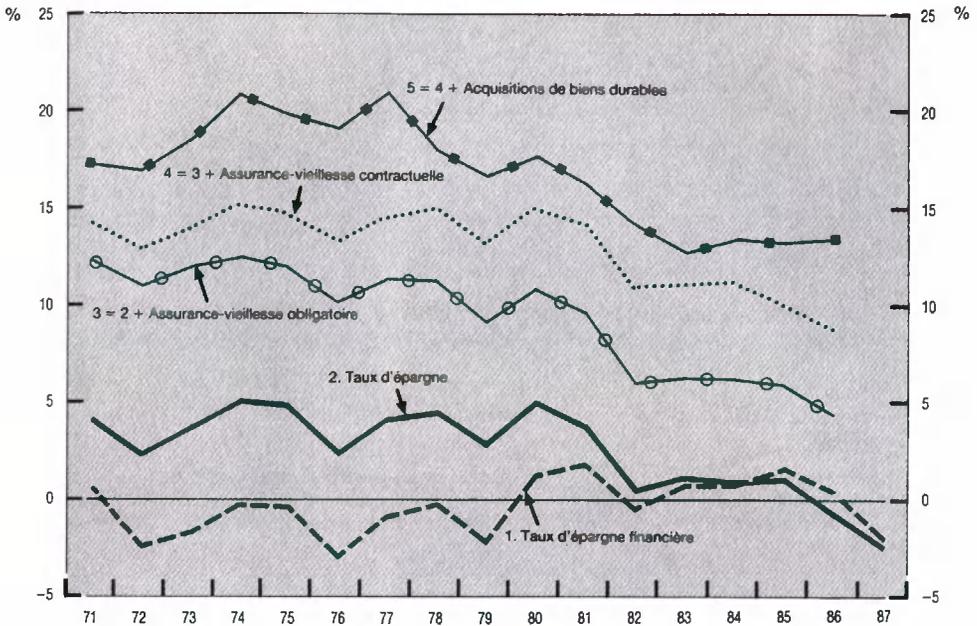
Source : Note du ministère des Finances ; Secrétariat de l'OCDE.

de la production. Il convient de noter que les taux d'intérêt suédois comportent toujours une certaine prime par rapport aux taux étrangers. Pour la courbe des rendements à court terme, cela résulte peut-être simplement de l'effet conjugué des réglementations de change actuellement en vigueur et de l'orientation de la politique monétaire, mais dans le cas des taux longs, la différence semble refléter aussi l'écart d'inflation persistant entre la Suède et les autres pays. Pour faire baisser les taux d'intérêt à long terme et accélérer la croissance du stock de capital il faudrait donc, semble-t-il, associer des mesures permettant à la fois d'améliorer les perspectives de croissance en général, de calmer les anticipations inflationnistes et de redresser la balance extérieure.

Accroître le taux d'expansion du stock de capital nécessiterait, au départ du moins, une augmentation de la part des investissements fixes dans le PIB. Pour soutenir une telle évolution sans compromettre l'équilibre extérieur, il faudrait accroître le taux d'épargne intérieur – d'autant plus que la faible croissance actuelle du stock de capital a dû être financée par l'épargne étrangère. Il faudrait, par conséquent, des mesures visant à supprimer les obstacles structurels à l'épargne. En ce qui concerne l'épargne des ménages, la faiblesse des chiffres enregistrés récemment s'explique peut-être par des circonstances exceptionnelles telles que la déréglementation des marchés financiers, les effets de patrimoine et les cycles d'achats de biens de consommation durables, mais il semble y avoir aussi des causes plus profondes, car la tendance à la baisse de l'épargne en longue période remonte au début des années 60. Celle-ci reflète peut-être simplement des facteurs tels que la diminution du besoin de constituer une épargne de précaution du fait de l'augmentation des transferts sociaux, ou l'interaction entre le régime fiscal applicable aux versements d'intérêts et l'inflation. Cette tendance semble rester constante même si l'on tient compte de l'épargne qui influe sur le comportement des ménages mais qui, techniquement, n'est pas enregistrée comme telle (graphique 11). A partir du début des années 70, la tendance à la baisse du taux d'épargne des ménages s'est accompagnée d'une diminution de l'épargne collective obligatoire dans le cadre du régime d'assurance-vieillesse, qui est considérée comme de l'épargne du secteur public. La diminution de cette dernière forme d'épargne s'explique par l'arrivée à plein régime du système national de retraite complémentaire (ATP) ; en fait, les ressources accumulées par cette caisse diminueront sans doute au cours des années 90. Si l'on considère l'épargne totale, le fait que ce système ne soit pas financé intégralement explique peut-être que ses effets négatifs sur l'épargne des ménages aient été plus importants que ses effets positifs sur l'épargne du secteur public. S'il est vrai que l'assurance-vieillesse contractuelle – qui est enregistrée comme épargne du secteur des entreprises – s'est développée, cela n'est pas suffisant pour modifier la tendance du taux d'épargne des ménages. Un facteur important de la récente baisse du taux d'épargne des ménages telle qu'elle apparaît dans les statistiques officielles est la progression des achats de biens de consommation durables, qui sont comptés comme consommation privée bien que la durée de vie des appareils ménagers, des voitures, etc., s'étende sur plusieurs années.

L'épargne des particuliers aussi bien que celle des régimes privés de retraite complémentaire resteront sans doute à un niveau relativement bas et stable si l'on en croit l'Etude officielle à moyen terme (graphique 12). Cependant, étant donné que les prestations maximales versées par le régime de pensions ATP sont indexées sur les prix et non sur les salaires, le taux de remplacement baissera probablement dans

Graphique 11. **LES DIFFÉRENTES DÉFINITIONS DU TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES**
En pourcentage du revenu disponible

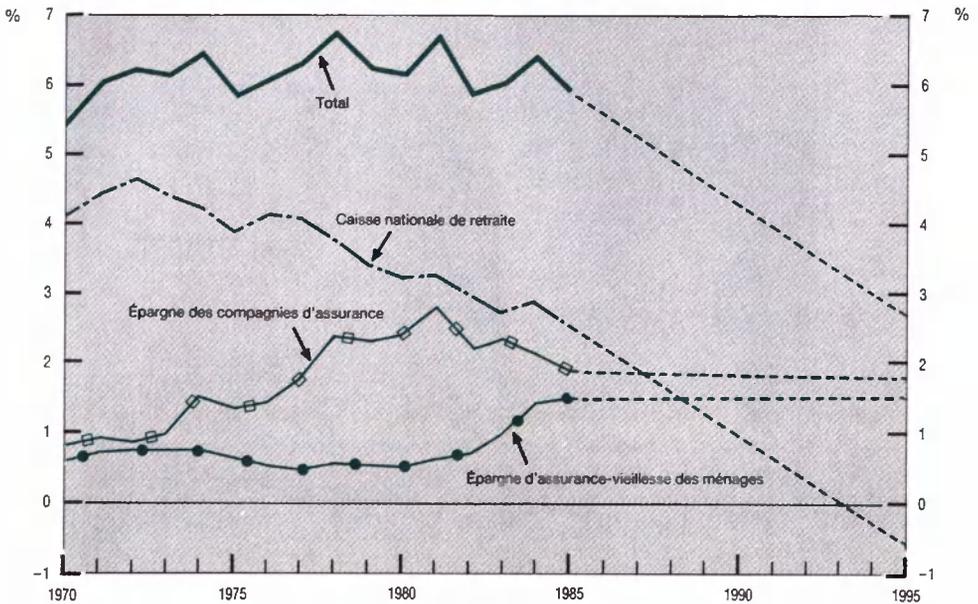


Source : Note du ministère des Finances.

l'avenir, ce qui pourrait constituer pour les régimes privés de retraite une incitation supplémentaire à l'épargne. Les formules spéciales d'épargne bénéficiant d'un régime fiscal favorable, mises en place en 1984 et prorogées à plusieurs reprises, ne semblent guère avoir eu d'effet sur l'épargne des ménages.

En l'absence d'une modification en profondeur du système d'épargne en vue de la retraite et du niveau des pensions du secteur public, une réforme du système fiscal serait peut-être le moyen le plus efficace d'accroître l'épargne des ménages. Actuellement, les versements d'intérêts sont déductibles de l'impôt à hauteur de 50 pour cent. Une majoration du taux d'intérêt après impôt renforcerait l'incitation à substituer à la consommation immédiate la consommation future, encore que les effets sur le revenu œuvreraient en sens opposé. Les prix de l'immobilier tendraient toutefois à baisser par suite d'une hausse des taux d'intérêt après impôt. Beaucoup de

Graphique 12. **ÉPARGNE FINANCIÈRE AU TITRE DES RÉGIMES DE PENSIONS, 1970-95**
En pourcentage du PIB



Source : Note du ministère des Finances.

Suédois étant propriétaires de leur logement, l'effet de patrimoine sur l'épargne pourrait être important.

A moyen terme, l'épargne du secteur public aura tendance à diminuer en raison de l'accroissement des déficits du régime de pensions ATP à partir du milieu des années 90¹². Cependant, un relèvement des taux des cotisations risque d'avoir des conséquences négatives pour la compétitivité de la Suède sur le plan des coûts. Dans une certaine mesure, l'évolution du régime de pensions ATP réduirait sans doute les dépenses de l'administration centrale au titre du système de pensions de base, étant donné que la prestation versée à ce titre est inversement proportionnelle à l'importance des prestations offertes par le régime ATP. Néanmoins, les dépenses au titre des pensions de base seront aussi gonflées par l'évolution démographique. Ainsi, comme le souligne l'Etude à moyen terme, il apparaît indispensable de contrôler strictement la croissance des dépenses qui ne sont pas liées aux pensions. Cela

pourrait, par ailleurs, aider à réduire la forte proportion de l'offre de main-d'œuvre disponible qu'absorbe le secteur public.

Efficienc e et affectation des facteurs de production

Une plus forte croissance des apports de facteurs améliorerait évidemment le potentiel d'expansion économique, mais il pourrait également être fort avantageux de chercher à rendre plus efficiente l'affectation de ces facteurs. Comme dans les autres pays, une multitude de distorsions touchant des secteurs très divers ont entraîné une relative inefficienc e dans l'utilisation des facteurs de production, d'où un ralentissement des gains de productivité et une hausse des coûts des facteurs (tableau 14). Il n'est pas dans l'objet de la présente étude de faire un tour d'horizon complet de ces distorsions, mais les paragraphes qui suivent examinent les symptômes de ces problèmes ainsi que plusieurs domaines dans lesquels l'affectation des ressources paraît particulièrement déficiente.

Tableau 14. **Evolution des coûts/revenus dans les secteurs où le marché est faussé**

Secteur	Hausse moyenne de l'indice des prix de la valeur ajoutée ¹ sur la période 1984-87, en pourcentage
Agriculture, sylviculture, pêcheries	8.3
Construction	9.5
Commerce, hôtellerie, restauration	9.4
<i>Pour mémoire :</i>	
Ensemble du secteur des entreprises	5.7

1. Au coût des facteurs.
Source : Comptes nationaux, Statistics Sweden.

Les gains de productivité, qu'il s'agisse de la productivité totale des facteurs ou de la productivité du travail, sont restés faibles dans l'ensemble du secteur des entreprises au cours des années 80 (tableau 15). Par contre, la productivité s'est redressée dans les entreprises manufacturières, même si son rythme de progression reste inférieur à celui qui avait été atteint avant le premier choc pétrolier. La faiblesse des gains de productivité totaux semble donc imputable à la médiocrité des résultats obtenus dans les secteurs non manufacturiers ainsi qu'à leur importance croissante dans l'économie. Il convient toutefois de signaler que, dans de nombreuses branches des services, il est intrinsèquement difficile de mesurer l'évolution de la productivité.

Tableau 15. **Production, facteurs de production et productivité**
 Secteur des entreprises. Taux annuel moyen de croissance
 En pourcentage

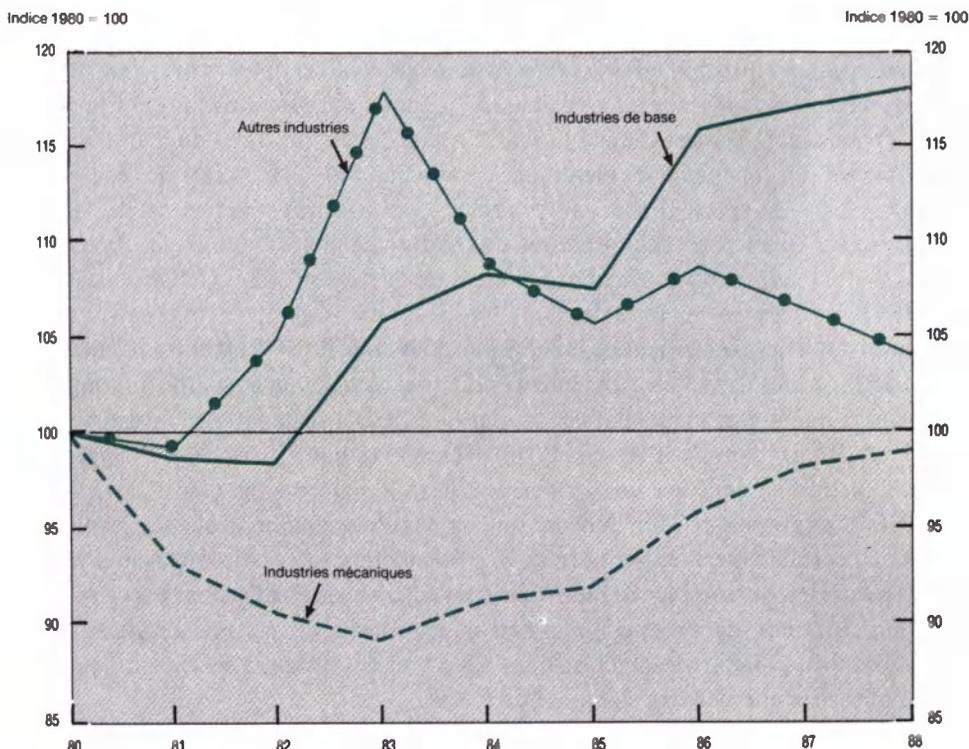
	1963-73	1973-81	1981-87
Production	3.5	0.9	2.5
PTF	3.5	1.0	1.4
Facteurs de production	-0.0	-0.1	1.1
Dont : Part du			
Travail	-1.2	-0.9	0.5
Capital	1.2	0.7	0.6
Apports en travail	-1.8	-1.2	0.8
Apports en capital	3.7	2.7	1.9
PTF, industries extractives et manufacturières	5.3	1.1	3.5

Source : Note du ministère des Finances.

Comme on l'a noté plus haut, le ralentissement de la croissance du coefficient d'intensité de capital, dû à l'évolution des prix relatifs des facteurs de production, a sans doute aussi contribué au fléchissement des gains de productivité. Par ailleurs, la croissance de la productivité a probablement été freinée par la faiblesse relative de la croissance de la production, qui a réduit les gains dynamiques pouvant être tirés des économies d'échelle et des flux de ressources entre secteurs et entreprises.

La structure industrielle reflète les imperfections qui se sont introduites dans l'affectation des ressources au fil des années, ainsi que les mesures macro-économiques, telles que les fréquentes dévaluations, qui ont été mises en œuvre en vue de corriger l'inefficacité de l'affectation des facteurs. Dans les années 80, des éléments externes – tels que l'évolution des termes de l'échange et des marchés mondiaux, ainsi que les dévaluations monétaires de 1981-82 – ont sans doute été particulièrement favorables aux industries de base, notamment l'industrie forestière, les industries extractives et la sidérurgie. On en a pour preuve le fait que la part de la Suède sur le marché mondial des produits industriels de base s'est accrue notablement au cours de la dernière décennie (graphique 13). A moyen terme, cependant, les marchés de ces produits connaissent généralement une croissance relativement lente, à laquelle s'ajoutent des fluctuations de prix extrêmement fortes qui provoquent d'amples variations des termes de l'échange. Par contre, dans les industries mécaniques, où les entreprises suédoises ont généralement davantage d'influence sur le marché qu'elles n'en ont dans les industries de base, il n'a pas été aussi facile de mettre à profit les dévaluations pour accroître la production. La croissance de la part de la Suède sur les marchés mondiaux des produits des industries mécaniques depuis 1982 s'explique plus par une répartition géographique favorable

Graphique 13. PART DES DIFFÉRENTES INDUSTRIES SUR LES MARCHÉS D'EXPORTATION



Source : *Sweden's Competitiveness 1988*, Statens Industriverk, Stockholm, 1988.

des exportations que par une amélioration de la compétitivité. La composition par produit des exportations a été très favorable aux industries de base, mais n'a joué qu'un rôle mineur pour les industries mécaniques. Il est donc possible que, bien qu'une politique d'ajustement de la compétitivité-coûts visant à accroître les parts de marché soit peut-être nécessaire pour transférer des ressources du secteur abrité vers le secteur exposé de l'économie et pour préserver l'équilibre général de l'économie, elle entraîne aussi certains coûts en favorisant les industries de base relativement peu dynamiques par rapport aux industries mécaniques et aux autres secteurs de pointe. D'où l'avantage d'une affectation efficiente des ressources qui réduirait les contraintes au niveau de la compétitivité des coûts.

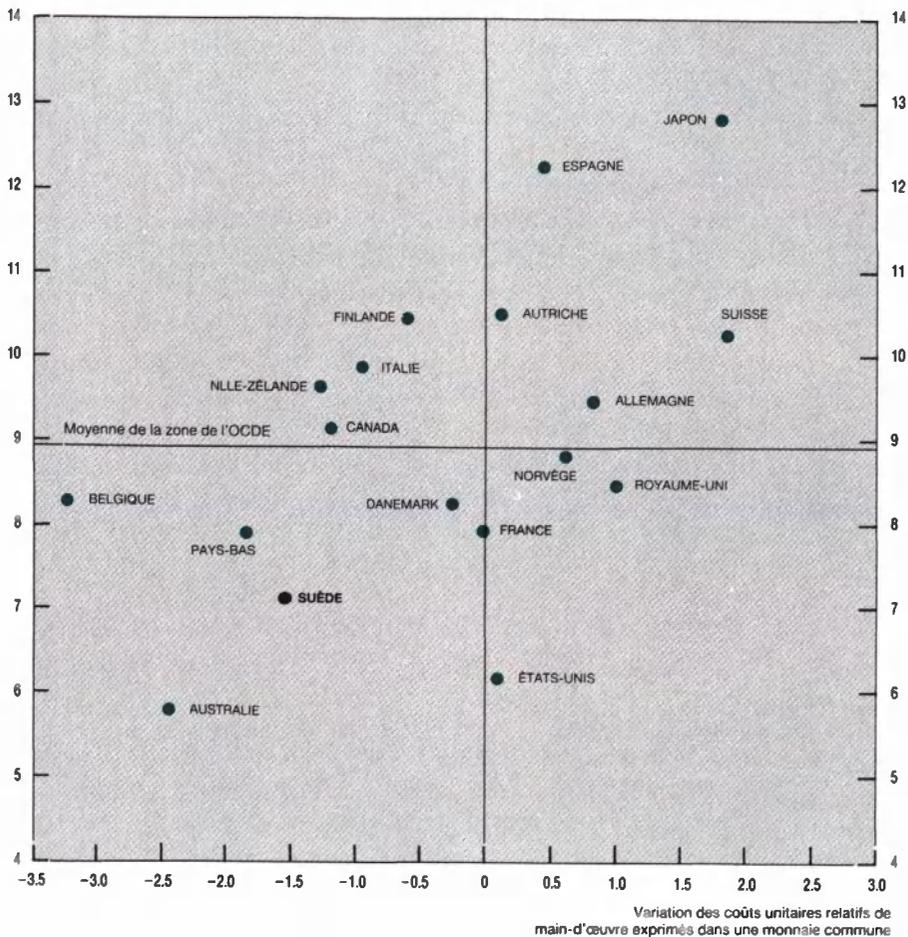
Du fait de la position de force dont jouissent les industries de base, les exportations suédoises de produits manufacturés ont eu tendance, en moyenne période, à s'accroître plus lentement que les marchés. Entre 1975 et 1987, période durant laquelle la compétitivité-coûts de la Suède s'est améliorée en moyenne de 1½ pour cent par an sous l'effet des dévaluations successives opérées jusqu'en 1982, la performance moyenne des exportations de produits manufacturés a été décevante (- 1½ pour cent). Si l'on examine la valeur totale des exportations de marchandises, on observe un phénomène identique (graphique 14). Du point de vue de la composition des exportations par produits, l'on pourrait s'inquiéter de la part relativement restreinte des produits de haute technologie dans la production industrielle (environ 90 pour cent seulement de la moyenne de l'OCDE entre 1983 et 1985). La part de ces produits dans les exportations est particulièrement faible (environ deux tiers seulement de la moyenne de la zone de l'OCDE). En revanche, la part de la R&D dans l'investissement industriel total était d'environ un quart en 1987, et la Suède est l'un des pays de la zone de l'OCDE où la part de l'investissement total en R&D dans le PIB est la plus élevée (3 pour cent). On s'empêchera difficilement d'en conclure que l'efficacité de la R&D est sans doute particulièrement faible (graphique 15)¹³, encore que ce paradoxe apparent puisse s'expliquer, dans une certaine mesure, par la relative prépondérance des entreprises multinationales suédoises, qui semblent concentrer leurs activités de R&D dans la société-mère et leurs activités de production à l'étranger, ainsi que par les résultats assez satisfaisants de l'industrie suédoise dans le secteur des produits spécialisés, qui peut aussi absorber une part considérable de R&D.

La Suède, comme les autres pays de l'OCDE, est attachée au principe du libre-échange. Cependant, certains secteurs intérieurs sont traditionnellement protégés de la concurrence étrangère. Ce sont aussi les secteurs qui ont connu d'importantes hausses de prix et de coûts. Le secteur agricole en est un excellent exemple¹⁴. Il est vrai que l'aide budgétaire à l'agriculture a diminué au fil des années du fait de la suppression progressive des subventions directes aux prix, tandis que le soutien direct des revenus des agriculteurs était peu important. L'équivalent-subvention à la production est imputable en majeure partie aux systèmes de détermination des prix par l'Etat et prend la forme d'un transfert à la charge des consommateurs. En 1986, le secteur agricole a tiré 54 pour cent de ses recettes totales (valeur de la production plus paiements nets du secteur public) de l'aide directe ou indirecte. Il va sans dire qu'une réduction des prix des produits agricoles atténuerait aussi, pour un temps, l'inflation intérieure. Le gouvernement a annoncé son intention de suivre cette ligne d'action, en la complétant, au besoin, par des mesures visant à soulager les agriculteurs les plus durement touchés par la baisse des revenus. Dans cet

Graphique 14. CROISSANCE DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES EN VALEUR ET COMPÉTITIVITÉ DES COÛTS
Moyenne sur la période 1975-86

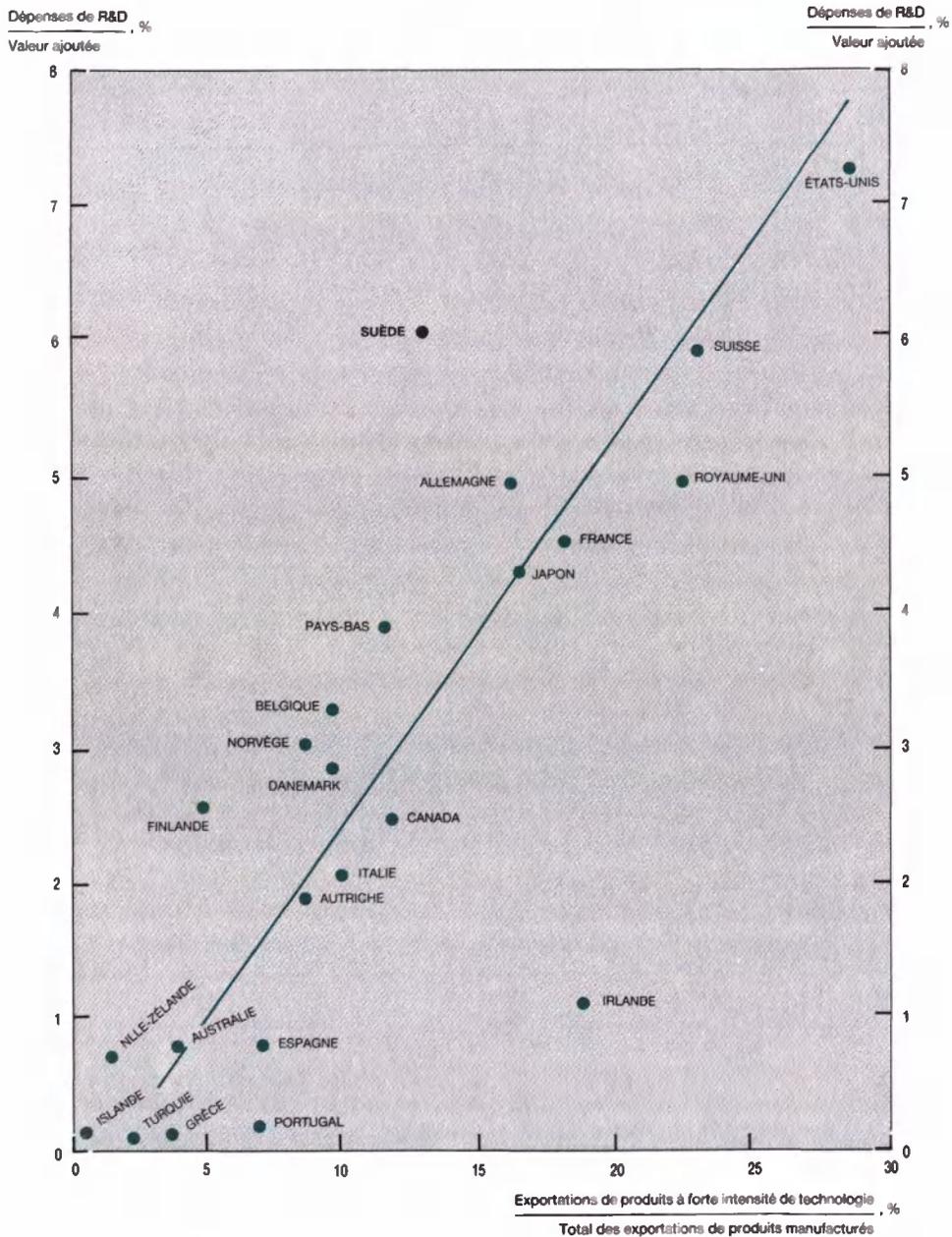
Croissance en valeur des exportations,
en \$ des États-Unis

Croissance en valeur des exportations,
en \$ des États-Unis



Source : Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 15. INTENSITÉ DE R&D DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER ET PART DES EXPORTATIONS DE PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE 1982



Source : L. Lundberg, *op. cit.*

ordre d'idée, il est à noter que l'aide directe de l'Etat à l'agriculture peut prendre différentes formes, avec des conséquences diverses pour les prix des terrains, la mobilité de la main-d'œuvre et les régions. En général, le soutien direct des revenus tend à retenir la main-d'œuvre dans le secteur agricole et peut facilement être capitalisé dans le prix de la terre. Par contre, l'aide destinée à compenser les pertes en capital résultant d'une baisse des prix agricoles tend à dévaluer la terre et entraîne donc des départs de travailleurs (et l'abandon de terres), qui peuvent trouver un nouvel emploi dans d'autres secteurs. Cette solution risque toutefois, aussi, de provoquer des déséquilibres économiques régionaux.

Dans certains autres secteurs, la concurrence étrangère est aussi limitée, soit en raison de la nature de la production, soit en raison des règles strictes qui régissent l'investissement direct étranger. Les banques étrangères ne sont autorisées à opérer que par l'intermédiaire de filiales, ce qui, étant donné la forte concentration du système bancaire suédois, limite l'influence qu'elles peuvent prendre sur le marché. Il est toutefois prévu de libéraliser encore les règles afin de permettre aux banques étrangères de concurrencer les banques suédoises à armes égales. Comme celles des banques, les activités des compagnies d'assurances étrangères en Suède sont restreintes. Les autres secteurs dans lesquels la concurrence étrangère est plus ou moins absente – et qui connaissent des hausses de coûts supérieures à la moyenne – sont le commerce et la construction. Dans le but de favoriser la construction de logements aux dépens de la construction industrielle, le gouvernement a introduit des restrictions à la construction de bâtiments dans le secteur des entreprises (voir chapitre II). Cependant, dans une optique à plus long terme, il semblerait plus efficace de prendre des mesures en vue de faciliter l'accès des entreprises étrangères au marché suédois, surtout dans le cas des projets d'investissement du secteur public.

L'une des principales distorsions qui faussent l'affectation des facteurs est le système de subventions directes et indirectes en faveur du logement. En général, ces subventions ont pour effet d'accroître la demande de logements, de stimuler l'activité de construction et de provoquer des hausses de salaires et de prix dans ce secteur. Elles ont aussi pour conséquence de faire monter les prix des biens immobiliers, qui constituent un élément important du patrimoine des consommateurs et qui peuvent servir de garantie pour les crédits à la consommation. Il est cependant difficile d'évaluer globalement l'effet de l'ensemble des subventions au logement sur l'affectation des facteurs¹⁵.

A la différence des aides à l'agriculture, les subventions en faveur du logement grèvent lourdement le budget de l'Etat (tableau 16). En ce qui concerne le secteur

Tableau 16. **Quelques subventions au logement ayant une incidence sur le budget de l'Etat**
Milliards de couronnes

	1981	1984	1986	1988
Allocations de logement	6.0	6.9	7.2	8.3
Bonifications d'intérêt	7.2	10.5	14.5	15.6
Déductions fiscales opérées par les propriétaires	9.9	10.7	13.2	16.3
Total	23.1	28.1	34.9	40.2
En pourcentage du PIB	4.0	3.6	3.7	3.7

Source : The Swedish Budget 1988-89, ministère des Finances, Stockholm, 1988.

locatif, les subventions prennent la forme de bonifications d'intérêts pour les organisations gestionnaires de logements et d'indemnités de logement pour les locataires. De plus, les loyers sont réglementés. Les propriétaires-occupants bénéficient, quant à eux, de bonifications d'intérêts pour les prêts à la construction et à la modernisation. Selon la réglementation actuelle, la valeur actualisée de ces bonifications d'intérêts représente 30 à 40 pour cent de la dépense initiale en capital¹⁶. Une autre forme de subvention est le faible niveau du loyer fictif pris comme base d'imposition des logements occupés par leur propriétaire. Cet avantage est en partie compensé par l'impôt sur les biens immobiliers. Cependant, les plus-values réalisées à l'occasion de la vente d'un bien immobilier sont faiblement taxées ou exonérées d'impôt. Dernier élément, et non des moindres, la déductibilité des versements d'intérêts (à concurrence d'une valeur fiscale maximale de 50 pour cent) représente une subvention importante en faveur des logements occupés par leur propriétaire puisqu'elle transforme les taux d'intérêt réels à long terme, qui sont actuellement de l'ordre de 5 à 6 pour cent, en taux après impôt pratiquement nuls pour la plupart des contribuables.

Indépendamment des subventions au logement, le secteur de la construction (et donc, dans une certaine mesure aussi, le logement) bénéficie d'une fiscalité indirecte favorable, de même que certains secteurs de services. L'assiette de la TVA est relativement restreinte : cette taxe s'applique actuellement à 70 pour cent environ de la consommation privée, dont à peu près 10 points correspondent en fait à un taux nul. De plus, environ 5 points du pourcentage de consommation soumis à la TVA bénéficient d'un taux inférieur au taux normal (12.9 pour cent au lieu de 23.5 pour cent). Ne sont pas assujettis à la TVA certains services tels que les assurances, les services financiers, les professions libérales et le transport de voyageurs. L'Etat ne prélève pas de TVA sur les loyers, mais la construction y est assujettie. Les navires, les avions, les journaux ainsi que les combustibles et l'électricité bénéficient du taux nul.

Le taux réduit de TVA s'applique à la construction de logements, à l'hôtellerie et à la restauration – secteurs, il convient de le signaler, où les prix ont augmenté particulièrement vite.

La structure actuelle de l'industrie, qui se caractérise par la prépondérance de grandes entreprises opérant dans des branches d'activité traditionnelles, résulte peut-être, dans une certaine mesure, des distorsions provoquées par la fiscalité des entreprises. La législation fiscale en vigueur semble s'opposer à la mobilité du capital et favoriser les entreprises anciennes aux dépens des nouvelles. La double imposition des dividendes favorise la rétention des bénéfices et réduit la demande de participations au capital comme forme de placement financier privé. De même, bien que leur effet soit moins important, les règles qui régissent actuellement les « réserves pour investissement » limitent la mobilité du capital entre les entreprises et peuvent retarder l'investissement étant donné que ces dernières préfèrent financer leurs investissements de capacité à l'aide de bénéfices non distribués. Les taux de rendement requis varient notablement selon les types d'investissement et les sources de financement (tableau 17). De plus, le choix optimal de la source de financement

Tableau 17. Coût de l'investissement des sociétés selon la catégorie d'investissement, la source de financement et la composition du capital social¹
Pourcentages

Investisseur : Particulier dont le taux marginal d'imposition est de 60 pour cent			
Catégorie d'investissement	Coût réel du capital en cas de financement par		
	Emprunt	Emission d'actions	Bénéfices non distribués
Machines	2.4	8.1	3.2
Bâtiments	2.3	8.8	3.1
Stocks	7.3	14.1	8.3
Taux de rendement réel après impôt : -2.3			
Investisseur : Entité exonérée d'impôt			
Catégorie d'investissement	Coût réel du capital en cas de financement par		
	Emprunt	Emission d'actions	Bénéfices non distribués
Machines	2.4	8.1	11.6
Bâtiments	2.3	8.8	11.8
Stocks	7.3	14.1	17.7
Taux de rendement réel après impôt : 8.0			

1. Le taux réel de rendement avant impôt doit être tel que l'investisseur obtienne le même taux de rendement réel après impôt que si la société avait investi dans des actifs financiers. Le taux d'intérêt nominal est supposé être de 13 pour cent et le taux d'inflation de 5 pour cent.

Source : *Program for reformerad foretagsbeskatning*, Fédération des industries, Stockholm, 1987.

diffère aussi selon les catégories de propriétaires (étant donné que les plus-values réalisées sur les actions par suite de la rétention des bénéfices sont imposées moins lourdement que les dividendes, alors qu'il n'y a pas de différence à cet égard pour les organismes exonérées d'impôt). En général, le financement par l'emprunt paraît plus avantageux que le financement sur fonds propres du fait que l'élément inflation des taux d'intérêt est entièrement déductible. Cependant, les nouvelles entreprises n'ont souvent qu'un accès limité au financement par l'emprunt du fait qu'au début leurs bénéfices sont généralement peu élevés et leurs garanties limitées.

La forte progression de l'emploi dans le secteur public au cours des vingt dernières années a été en partie à l'origine de la formation des goulets d'étranglement qui existent actuellement sur le marché du travail. La part de l'emploi dans le secteur public s'est accrue de façon considérable, passant de 21 pour cent de l'emploi total en 1970 à 32 pour cent en 1987. L'Etude à moyen terme effectuée par les autorités suédoises est fondée sur l'hypothèse que cette part s'accroîtra encore légèrement (d'environ 0.6 pour cent en moyenne de 1986 à 1995) malgré la faible croissance de la consommation publique. Il va de soi qu'il est de la plus haute importance de contenir l'expansion de l'emploi dans le secteur public à moyen et à long terme si l'on veut réaliser les économies nécessaires et satisfaire la demande de main-d'œuvre du secteur privé sans alimenter l'inflation. Dans ce contexte, l'évolution de la productivité dans le secteur public jouera un rôle déterminant. Compte tenu de la nature des services publics, il est difficile d'en mesurer la productivité. On a tenté récemment d'établir des indicateurs de l'efficacité des différents services publics par rapport à leur coût en rapportant les indicateurs de la production aux coûts corrigés à l'aide des indices de coûts ou de prix disponibles. S'il est vrai que ces calculs n'ont évidemment qu'un caractère indicatif, leurs résultats présentent néanmoins de l'importance dans le contexte de l'analyse ci-dessus (tableau 18). Si la productivité du secteur public a effectivement baissé de 1.5 pour cent par an au cours des années 70, comme l'indiquent ces calculs, le taux de croissance annuel moyen du PIB n'a pas été de l'ordre de 2 pour cent comme le font apparaître les comptes nationaux, mais d'environ 1½ pour cent seulement. Il est à noter aussi que, dans les cas où l'on dispose de chiffres comparables pour les autres pays nordiques, l'efficacité du secteur public suédois par rapport à son coût paraît particulièrement faible¹⁷.

Des mesures visant à accroître la productivité et à contenir l'expansion des dépenses dans les services publics pourraient avoir des effets sensibles sur le potentiel de croissance. Dans une étude financée par le Groupe d'experts sur les finances publiques, placé sous l'égide du ministère des finances, il a été proposé récemment que les autorités réfléchissent à certaines réformes structurelles telles que la séparation des fonctions du secteur public en tant que producteur, d'une part, et

Tableau 18. Indicateurs de la productivité du secteur public¹

Pourcentage de croissance annuelle moyenne

	1960-65	1965-70	1970-80
Relations extérieures		-3.7	-0.6
Justice, police		-2.7	-1.6
Défense			-0.6
Education	-3.2	-6.3	-1.5
Services sanitaires	-3.6	-3.7	-1.8
Sécurité sociale	-0.4	-2.6	-2.5
Services sociaux			-1.6
Logement et aménagement du territoire			-4.5
Culture et loisirs	-5.4	+6.4	-2.4
Aide au commerce et à l'industrie	+1.5	+2.1	+0.2
Ensemble du secteur public			-1.5

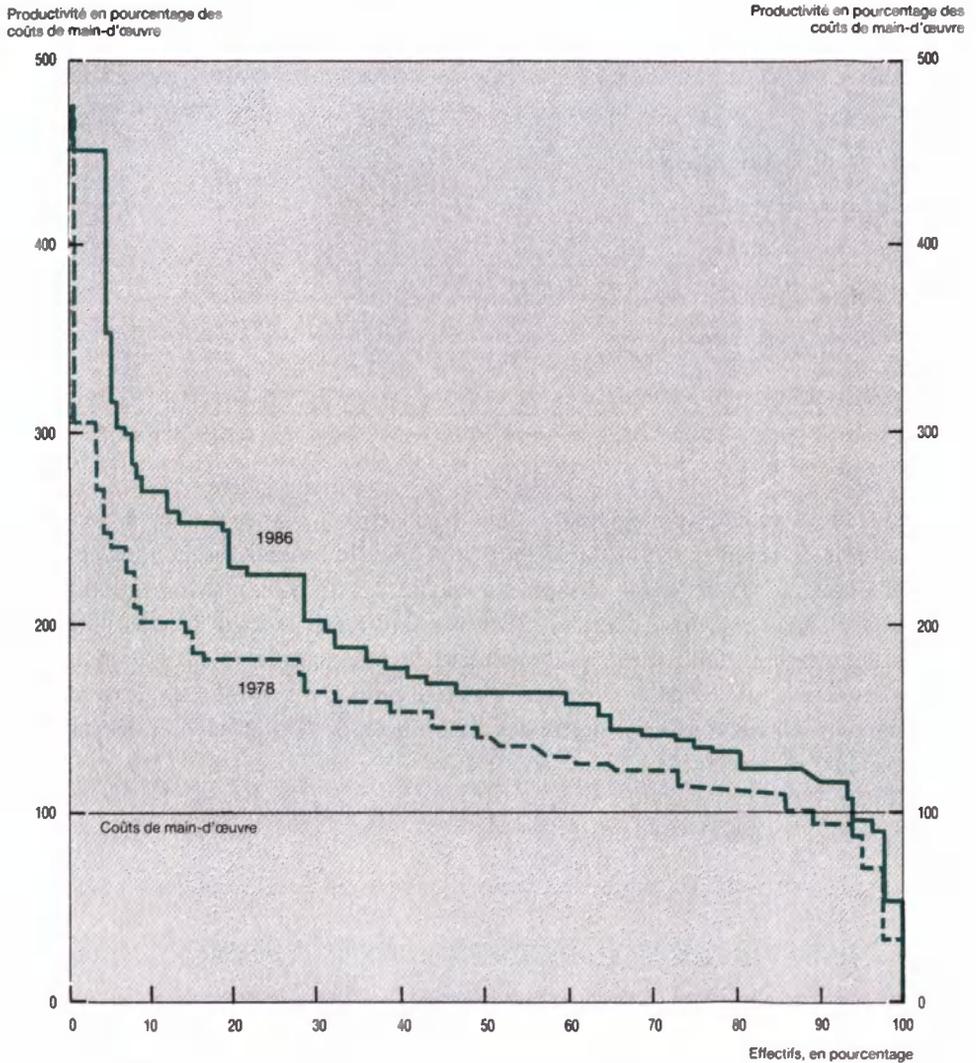
1. Ces chiffres ont été calculés à l'aide d'indicateurs de performance se rapportant à un certain nombre de domaines particuliers : élèves-heures, nombre d'enfants inscrits dans les crèches, nombre d'heures de services fournis à domicile, etc. En général, les coûts unitaires sont utilisés comme coefficients de pondération lorsqu'on fait la somme de ces indicateurs pour un ou plusieurs services publics. Autant que possible, il est tenu compte des changements qualitatifs. Pour obtenir les indicateurs de productivité, une relation est établie entre les indicateurs de performance et les coûts des services mesurés à prix constants.

Source : *Den offentliga sektorn - produktivitet och effektivitet*, Bilaga 21 til Långtidsutredningen 1987, Stockholm, 1987.

acheteur de services, d'autre part. Cela permettrait, par exemple, à tous les producteurs de services – tant du secteur privé que du secteur public – de se faire concurrence en offrant leurs services au moindre prix. On pourrait aussi avoir avantageusement recours à d'autres mesures visant à renforcer la productivité et à limiter les dépenses, telles que le plafonnement des dépenses en valeur nominale, qui lie les hausses de salaire et l'emploi dans le secteur public, à condition que les plafonds ne soient pas relevés afin de permettre des majorations de salaire élevées, comme cela s'est produit récemment.

Si la vue d'ensemble présentée ci-dessus fait surtout ressortir des facteurs structurels négatifs, il convient de signaler également un certain nombre d'évolutions structurelles positives. Dans le secteur manufacturier, la part des emplois ayant une productivité inférieure ou légèrement supérieure seulement aux coûts salariaux a diminué de façon très sensible depuis la fin des années 70 (graphique 16). On observe aussi une amélioration du taux de liquidité et du rapport des capitaux d'emprunt aux fonds propres des entreprises industrielles. Le rapport des fonds propres à l'endettement total des entreprises est passé de 28 pour cent en 1980 à 33 pour cent environ en 1987, tandis que leur taux de liquidité a plus que triplé à prix courants malgré la forte expansion de l'investissement industriel. Les entreprises suédoises se sont aussi rapidement internationalisées, soit en implantant des unités de production à l'étranger, soit en utilisant leurs bénéfices non distribués pour prendre des participations dans des sociétés concurrentes ou pour les racheter. Cela a peut-être

Graphique 16. **COURBES DE SALTER¹, 1978 ET 1986**
Industries mécaniques



1. Chaque point de la courbe indique la part des effectifs totaux du secteur des industries mécaniques qui est employée par des entreprises dont le niveau normalisé de productivité (valeur ajoutée par salarié en pourcentage des coûts de main-d'œuvre par salarié) est égal ou supérieur au chiffre porté sur l'axe vertical. Ainsi, en 1978, environ 85 pour cent des salariés travaillaient dans des entreprises où la productivité de la main-d'œuvre était supérieure aux coûts de main-d'œuvre, et qui, donc, dégageaient des bénéfices bruts. En 1986, ce chiffre était passé à 94 pour cent.

Source : A. Lindbeck, *Swedish industry: In a national and an international perspective*, Skandinaviska Enskilda Banken, Revue trimestrielle, 3, Stockholm, 1988.

rendu les entreprises – mais, évidemment, pas nécessairement la production en Suède – un peu moins sensibles à l'évolution des coûts intérieurs.

Ainsi, tandis que la performance de l'économie suédoise s'est améliorée notablement par rapport au début des années 80, il apparaît qu'un certain nombre de problèmes structurels importants ne sont pas encore résolus. Leur solution réside moins, semble-t-il, dans des dévaluations périodiques de la monnaie, accompagnées d'une érosion des niveaux de vie – comme cela a été le cas dans le passé – que dans des mesures appropriées sur le plan de l'offre, notamment la poursuite du processus de déréglementation et la mise en place d'une politique réaliste des salaires et du marché du travail. Le programme annoncé par le gouvernement en octobre 1988 est nettement orienté dans cette direction.

La future réforme fiscale

Comme on l'a vu en examinant les obstacles structurels à la croissance économique, les distorsions provoquées par le système fiscal figurent parmi les plus importantes. D'une manière générale, les problèmes tiennent au niveau élevé des taux d'imposition, à l'étroitesse de l'assiette des impôts et – en particulier dans le cas du revenu du capital – à des asymétries très marquées des taux d'imposition selon l'origine du revenu et la catégorie de contribuables. En octobre 1988, le ministre des finances a annoncé que le gouvernement social-démocrate avait l'intention d'entreprendre en 1991 une réforme fiscale générale. Les détails de cette réforme ne sont pas encore connus mais, d'après ce que les autorités ont laissé entendre jusqu'à présent, elle devrait avoir des effets positifs très sensibles sur l'offre de facteurs, leur affectation et sur l'inflation. La réforme se traduira par une révision d'une gamme étendue d'impôts, tant directs qu'indirects. Les taux marginaux de l'impôt sur le revenu baisseront de façon substantielle. De fait, selon des indications provisoires, 90 pour cent des salariés ne seraient plus assujettis à l'impôt de l'Etat et seraient soumis uniquement à l'impôt sur le revenu prélevé par les collectivités locales, à un taux uniforme de 30 pour cent en moyenne, selon la situation locale. Le taux marginal d'imposition maximum pourrait être ramené de 75 pour cent à 50-60 pour cent environ. Cette mesure sera financée en partie par un élargissement de l'assiette fiscale et un alourdissement des impôts sur les plus-values. Le gouvernement a, par ailleurs, l'intention d'étendre l'assiette de la TVA et de majorer les taxes sur l'énergie.

On ne dispose guère de détails sur les modifications qui seront apportées à la fiscalité des entreprises, mais les autorités semblent favorables à un abaissement des

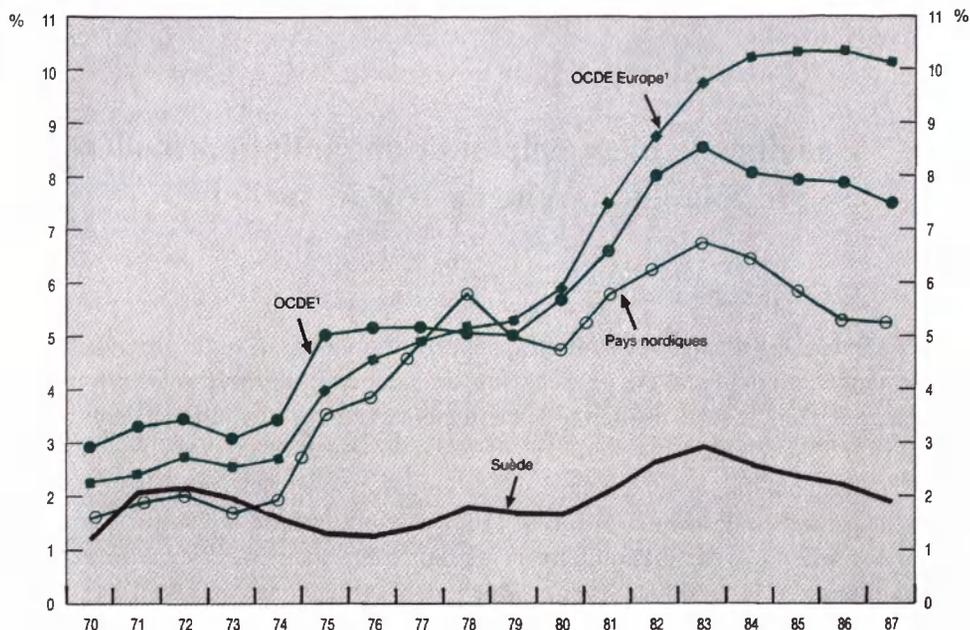
taux et à un élargissement de l'assiette des impôts, principalement par la suppression d'exonérations mais aussi par l'imposition d'organismes tels que les caisses de retraite, etc. qui, pour l'instant, sont exonérées d'impôt. On ne sait pas encore non plus si la réforme aboutira un allègement ou à la suppression de la double imposition des dividendes. De toute évidence, l'alourdissement prévu de l'impôt sur les plus-values incitera encore moins les ménages à effectuer des placements en actions.

IV. Concilier le plein emploi et une inflation modérée : le rôle du marché du travail suédois

En Suède, la principale contrainte ayant pesé, dans le passé, sur la progression de la demande intérieure a été la nécessité de maintenir durablement l'équilibre extérieur. Parfois, le souci de limiter l'endettement extérieur a abouti à des politiques ayant pour effet de maintenir la croissance économique en deçà de son taux potentiel. Bien que la mobilité accrue des capitaux et l'innovation sur les marchés financiers puissent permettre de mieux faire face à des déséquilibres extérieurs un peu plus importants que par le passé, l'équilibre de la balance des paiements reste, à terme, une contrainte pour la politique économique ; par conséquent, le maintien d'une compétitivité suffisante des coûts constitue une condition essentielle qui dépend, elle-même, de la croissance des salaires et de l'évolution de la productivité. Il est donc essentiel que le marché du travail soit en mesure de concilier un faible taux d'inflation avec un faible taux de chômage et d'assurer une répartition efficace de la main-d'œuvre.

En Suède, la situation du marché du travail et la politique menée à l'égard de ce marché diffèrent nettement, à de nombreux égards, de ce que l'on peut observer dans d'autres pays de l'OCDE. L'objectif de plein emploi s'est vu attribuer une priorité élevée et plusieurs indicateurs témoignent de la flexibilité considérable des marchés suédois de la main-d'œuvre. De ce fait, les taux de chômage n'ont pas fortement augmenté à la suite des deux chocs pétroliers, à la différence de l'évolution observée dans la plupart des autres pays de l'OCDE (graphique 17). En outre, contrairement à ce que l'on peut constater ailleurs, les taux de chômage sont aussi faibles pour la main-d'œuvre masculine que pour la main-d'œuvre féminine (moins de 2 pour cent dans les deux cas). La proportion de chômeurs de longue durée (plus de douze mois) est relativement faible en Suède, puisqu'elle ne représente que 8 pour cent du chômage total et le chômage des jeunes est nettement inférieur à la moyenne de la zone de l'OCDE.

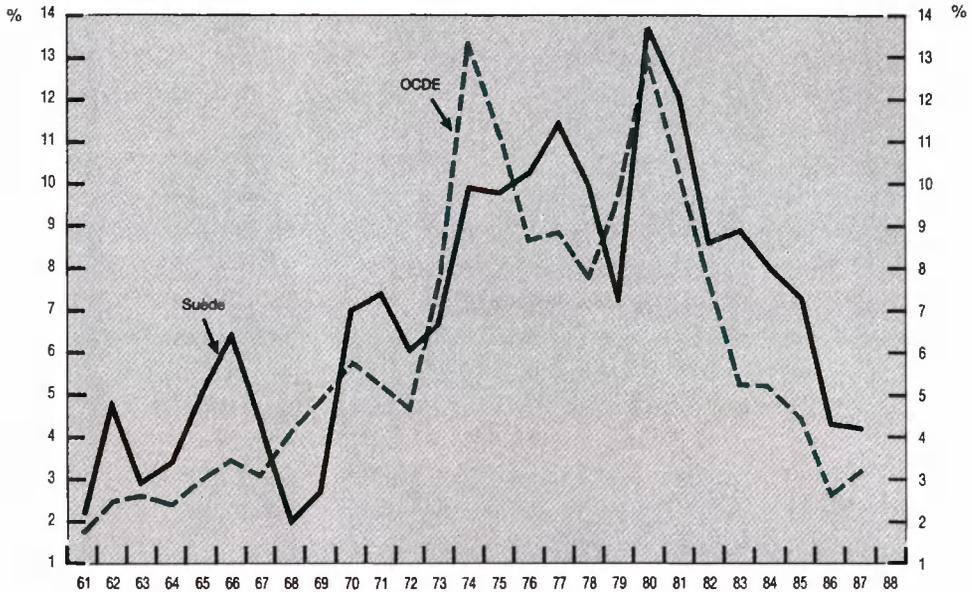
Graphique 17. TAUX DE CHÔMAGE, 1970-87



1. A l'exclusion de la Turquie.
Source : Secrétariat de l'OCDE.

Un faible chômage est une source de tension sur le marché du travail et s'accompagne généralement de fortes pressions sur les prix. Il est de fait qu'en Suède, le taux d'inflation est depuis un certain temps supérieur à la moyenne observée dans les pays de l'OCDE (graphique 18). Toutefois, cela n'est pas dû à un déplacement vers le haut de la courbe de Phillips. Cette courbe, qui représente la relation inverse entre le chômage et l'inflation, s'est déplacée vers le haut au début des années 70, mais, depuis lors, elle est restée stable, contrairement à l'évolution observée dans la plupart des autres pays de l'OCDE (graphique 19). Cela s'explique peut-être en partie par les politiques suivies, qui ont empêché le chômage d'augmenter et les phénomènes d'hystérésis de se développer¹⁸. De plus, au cours des dernières années, une croissance économique relativement rapide a eu pour effet de réduire les taux de chômage et comme – jusqu'à une date récente – l'inflation se ralentissait en même temps, la relation entre le chômage et l'inflation a plutôt eu tendance à s'améliorer.

Graphique 18. HAUSSE DES PRIX A LA CONSOMMATION EN SUÈDE ET DANS LA ZONE DE L'OCDE

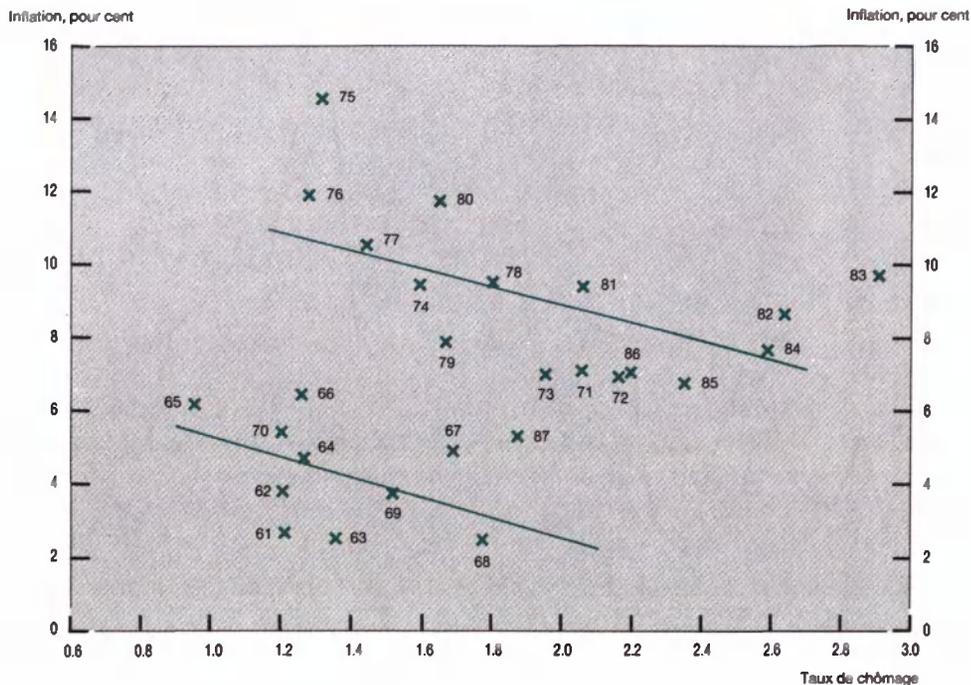


Source : Secrétariat de l'OCDE.

Offre et demande de main-d'œuvre

La persistance d'un faible niveau de chômage tout au long des années 70 ne peut s'expliquer par la faible progression de l'offre de main-d'œuvre, qui a évolué parallèlement à celle des autres pays européens de l'OCDE. Toutefois, au cours des années 80, le flux des nouveaux arrivants sur le marché du travail s'est ralenti, ce qui explique en partie les meilleurs résultats enregistrés par la Suède en matière d'emploi. Le ralentissement de la croissance de la population active a été dû à une moindre progression des taux d'activité féminins, qui avaient augmenté très rapidement auparavant, et qui sont, désormais, proches des taux d'activité masculins (environ 80 pour cent pour les tranches d'âge comprises entre 15 et 64 ans, contre 84 pour cent) (graphique 20). L'abaissement de l'âge de la retraite et l'allongement de la scolarité ont également contribué au ralentissement de la croissance de la population active au cours des années 80. Malgré l'accroissement de l'offre de main-d'œuvre et le

Graphique 19. APPLICATION DE LA COURBE DE PHILLIPS A LA SUÈDE¹



1. Établie sur la base de l'indice implicite du prix du PIB et du taux de chômage.

Les droites sont définies par les équations suivantes :

$$Y = 7.9 - 2.7 X \quad \text{pour la période 1961-70}$$

(3.1) (1.4)

$$Y = 13.9 - 2.5 X \quad \text{pour la période 1971-87}$$

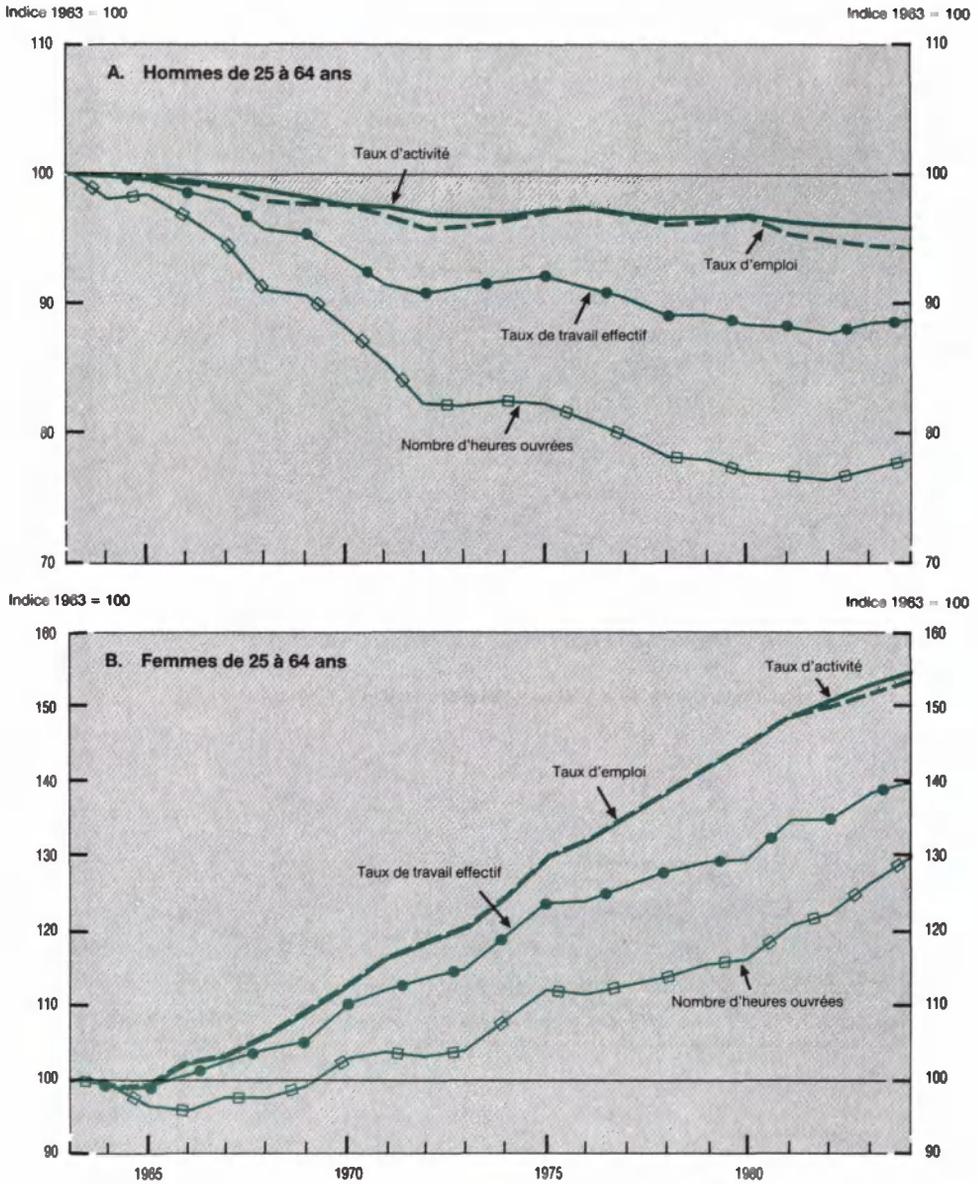
(14.7) (28.5)

Le t est fourni entre parenthèses.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

maintien du chômage à un niveau assez faible, le nombre total d'heures ouvrées a eu tendance à diminuer jusqu'en 1981, surtout à cause d'une préférence des femmes pour le travail à temps partiel, mais aussi en raison de l'allongement de la durée des vacances et de l'amélioration des dispositions relatives aux congés de maladie et aux congés pour garde d'enfant. Depuis lors, la tendance à la diminution de la durée du travail s'est inversée, ce qui s'explique probablement par le renforcement de la demande de main-d'œuvre à la suite des importantes dévaluations de 1981-82, ainsi que par la réduction des taux marginaux de l'impôt sur le revenu en 1983.

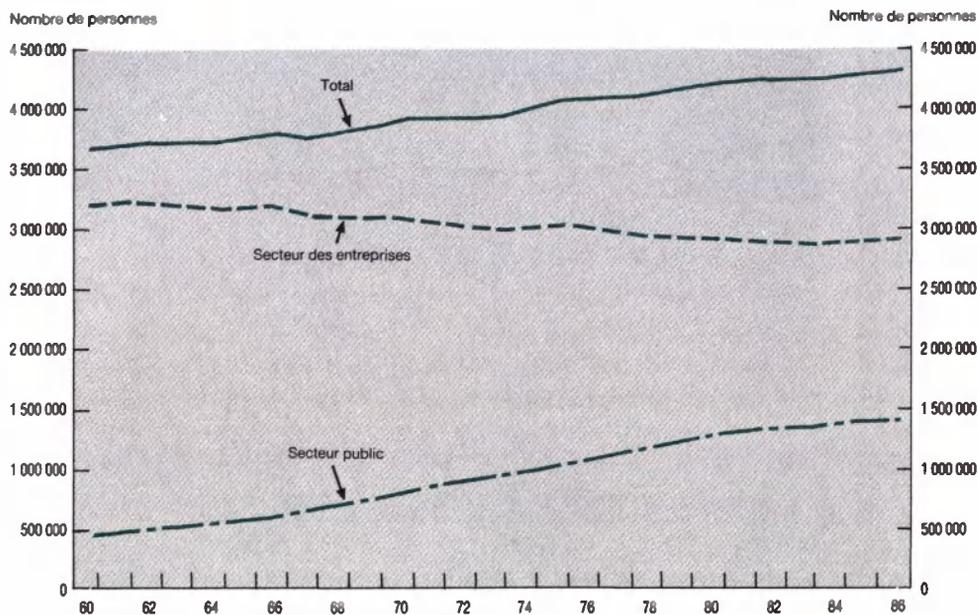
Graphique 20. ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE



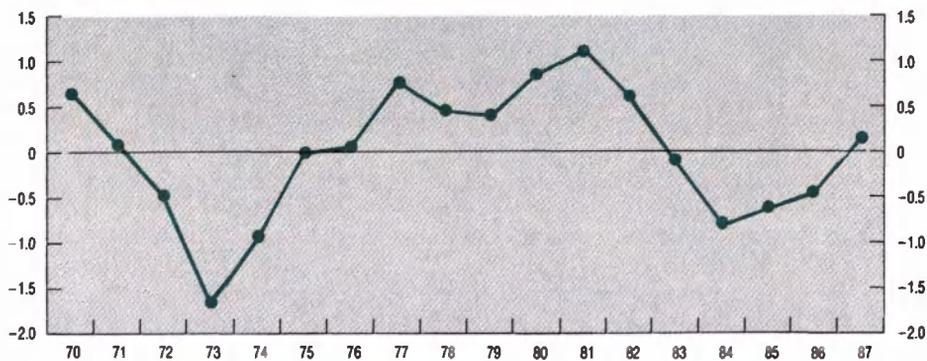
Source : G. Burtless, *Taxes, Transfers and Swedish Labour Supply*, dans B.B. Bosworth et A.M. Rivlin (éd.), *The Swedish Economy*, Washington, 1987.

Graphique 21. ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

A. Emploi : secteur des entreprises et secteur public



B. Écarts à la tendance de la relation emploi-production¹



1. Résidus de l'équation estimée

$$\ln(ET) = 4.5 + 0.4 \ln(PIB)$$

(8.8) (20.9)

où ET représente l'emploi total et PIB la production en termes réels ; équation estimée sur la période comprise entre le 1^{er} semestre 1970 et le 2^e semestre 1987 ; le t est fourni entre parenthèses.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

A la suite de la récession internationale provoquée par le premier choc pétrolier, l'accroissement de l'emploi a été surtout attribuable au secteur public. En fait, du milieu des années 70 au début des années 80, le secteur public a été à l'origine de presque toutes les créations d'emplois. De 1973 à 1979, l'augmentation annuelle de l'emploi dans ce secteur a été proche de 5 pour cent, au lieu de 2 pour cent dans les autres pays de l'OCDE. L'emploi s'est surtout accru dans les services sociaux, dont les effectifs sont essentiellement composée de femmes travaillant souvent à temps partiel. Au cours de la même période, l'emploi a diminué de 0.4 pour cent en moyenne dans le secteur des entreprises. Cette évolution s'est modifiée à partir du début des années 80. La progression de l'emploi dans le secteur public s'est ralentie sous l'effet de politiques budgétaires plus restrictives, tandis que l'on observait une augmentation dans le secteur des entreprises à la suite de la dévaluation de la monnaie et du redressement de la conjoncture internationale. La relation entre la croissance économique et l'emploi se rapproche désormais d'une élasticité de l'emploi par rapport à la croissance du PNB d'environ 0.4 en longue période (graphique 21).

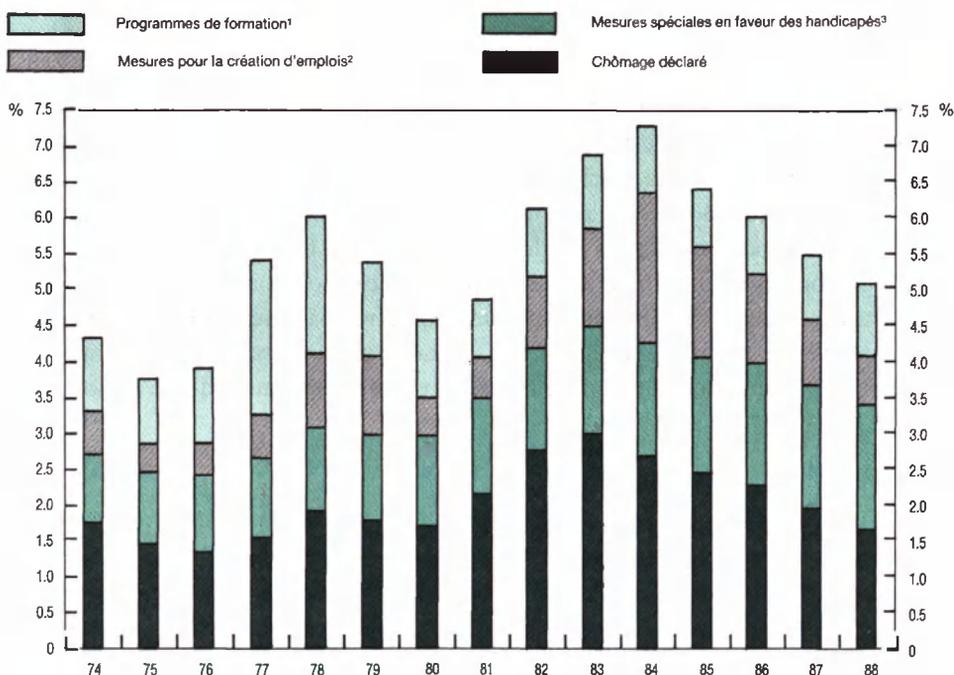
Cette évolution soulève un certain nombre de questions. Bien que la Suède soit parvenue, dans une large mesure, à éviter la perte de production et l'abaissement du niveau de vie qu'entraîne un chômage élevé, il est évident que l'expansion continue du secteur public n'est pas une solution viable à long terme. L'expansion a peut-être entraîné une mobilisation de réserves cachées de main-d'œuvre, mais il n'en reste pas moins que l'activité du secteur privé a connu un phénomène d'éviction. Lorsque cette approche a été abandonnée, elle a fait place à une autre méthode, consistant à améliorer la compétitivité au moyen de dévaluations. Il y a lieu de se demander si les solutions adoptées pour maintenir un haut niveau d'emploi n'ont pas dissimulé, dans une certaine mesure, des tendances qui dans d'autres pays se manifestent par des niveaux élevés de chômage déclaré. Dans ce contexte, le processus d'ajustement de l'offre et de la demande sur le marché du travail est désormais d'une importance décisive.

Les rigidités du marché du travail

Le faible taux de chômage enregistré en Suède témoigne d'un taux élevé d'utilisation des ressources totales en main-d'œuvre. Toutefois, la population active, telle qu'elle est définie statistiquement, est sans doute un indicateur insuffisant de la quantité de personnes qui pourraient éventuellement être mobilisées pour répondre à la demande de main-d'œuvre. Pour apprécier la situation sur le marché du travail, il convient donc de comparer la demande de main-d'œuvre non seulement avec le

niveau effectif mais aussi avec le niveau potentiel de la population active. Par exemple, en Suède comme dans d'autres pays, les statistiques relatives au chômage excluent les travailleurs qui bénéficient de programmes spéciaux en faveur de l'emploi. Si ces personnes étaient considérées comme sans travail, le taux de chômage apparaîtrait nettement plus élevé (5.0 pour cent au lieu de 1.6 pour cent) (graphique 22) tout en restant inférieur au taux moyen de chômage déclaré de l'ensemble de la zone de l'OCDE. Cependant, il faut reconnaître qu'actuellement plus de la moitié de ces programmes consistent en des mesures de réadaptation ou en versements d'allocations à des travailleurs handicapés, qui, de toute façon, ne pourraient plus

Graphique 22. **SOUS-UTILISATION DES RESSOURCES EN MAIN-D'ŒUVRE**
En pourcentage de la population active



1. Programmes de formation, y compris la formation interne, et les mesures spéciales pour éviter les licenciements et les renvois.

2. Travaux d'utilité collective, aides en faveur de l'emploi des jeunes et systèmes de soutien en faveur du recrutement.

3. Organismes d'évaluation des possibilités d'emploi, emplois subventionnés et entreprises communales.

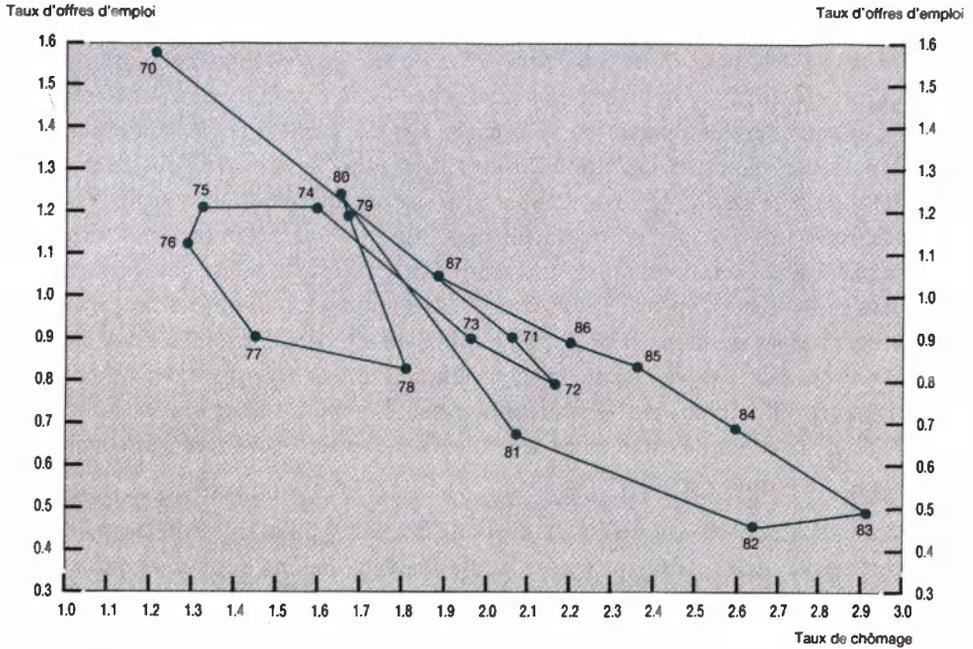
Source : Note du ministère des Finances ; Secrétariat de l'OCDE.

trouver d'emploi. La population active ne comprend pas non plus les titulaires de retraites anticipées (environ 3½ pour cent de la population active en 1984). Les «travailleurs découragés», qui renoncent à rechercher un emploi en période de récession mais qui pourraient revenir sur le marché du travail lorsque la demande de main-d'œuvre est plus forte, constituent un autre groupe non couvert par les statistiques. De plus, l'emploi à temps partiel peut être considéré dans une certaine mesure comme un indicateur du chômage. On a estimé que la main-d'œuvre sous-employée, selon une définition large, représentait environ 14 pour cent de la population active en 1984¹⁹. Au cours des dernières années, la sous-utilisation du potentiel de main-d'œuvre semble avoir diminué plus que ne le laisse à penser le chômage déclaré. Le rapport entre les travailleurs découragés et les chômeurs semble avoir été ramené de 40 pour cent environ à 20 pour cent. Le nombre de personnes concernées par les mesures en faveur du marché du travail était tombé à 152 000 en 1988, soit environ 3.4 pour cent de la population active (contre 4.6 pour cent en 1984). Le travail à temps partiel a aussi régressé. Il apparaît donc que la croissance économique au cours des années 80 a permis la mobilisation de réserves «cachées» sans faire apparaître de graves rigidités.

Un indicateur souvent utilisé du degré de flexibilité du marché du travail est la courbe de Beveridge qui fait apparaître la relation entre le taux de chômage et le taux de vacances d'emplois (graphique 23). Un déplacement vers le haut de la courbe traduit une inadéquation croissante entre la demande (le taux de vacances d'emplois) et l'offre de main-d'œuvre (le taux de chômage). Dans la plupart des pays européens de l'OCDE, la courbe de Beveridge s'est déplacée vers le haut au cours des deux dernières décennies, ce qui dénote une inadéquation croissante entre la demande et l'offre de main-d'œuvre. En Suède, cette relation est restée à peu près inchangée pendant près de vingt ans après s'être déplacée vers le haut à la fin des années 60, à la suite de changements structurels rapides sur le plan de l'emploi, mais aussi de dispositions réglementaires telles que de nouvelles limitations du droit de licenciement et l'extension des allocations de chômage.

D'autres indicateurs (tableau 19) tendent à confirmer qu'en Suède les marchés du travail sont restés très flexibles, comme le donne à penser la stabilité de la courbe de Beveridge. Par exemple, dans presque tous les autres pays de l'OCDE à l'exception des Etats-Unis et de la Finlande, le niveau de chômage actuel est supérieur à celui observé au cours du précédent «pic» conjoncturel. Le cloisonnement du marché du travail apparaît faible dans l'ensemble et il aurait plutôt diminué au cours des années 80. De plus, la part importante de l'emploi à temps partiel tient, dans une large mesure, à un choix délibéré et, en tant que telle, peut être interprétée comme un signe de flexibilité bien qu'elle puisse aussi s'expliquer par les conditions de la

Graphique 23. LA COURBE DE BEVERIDGE



Source : Secrétariat de l'OCDE.

demande et par les effets de la fiscalité (voir chapitre III). Si le taux de chômage des jeunes est faible, le rapport entre le chômage des jeunes et celui des adultes – 2.5 en 1985 – était supérieur à celui observé, par exemple, en Allemagne, au Japon, au Canada, aux Etats-Unis et en Finlande. En fait, les pressions généralement fortes qui s'exercent sur le marché du travail et les mesures particulières prises en faveur de l'emploi des jeunes pourraient avoir tendance à dissimuler les problèmes structurels que pose l'emploi des jeunes.

Dans l'ensemble, les données relatives à la mobilité de la main-d'œuvre paraissent aussi assez favorables. Ainsi, les déséquilibres régionaux sont moins graves en Suède qu'ailleurs, tandis que les taux de départs volontaires et de licenciements ne semblent pas avoir baissé plus que dans d'autres pays. De plus, bien que le taux de départs volontaires soit relativement faible, cela peut s'expliquer par un moindre niveau des offres d'emploi non satisfaites, par une ancienneté moyenne dans l'emploi

Tableau 19. Indicateurs de flexibilité du marché du travail

	Début des années 70	Milieu des années 70	Début des années 80	Aux environs de 1986	Par rapport aux autres pays	Flexibilité (+) ou rigidité (-)
Equilibre de l'offre et de la demande						
Taux de chômage		1.3	2.7	2.2	Faible	+
Variation depuis le dernier "pic"					Sans changement	+
Taux de chômage non accélérateur de l'inflation				1.8	Faible	+
Catégories						
Chômage de longue durée ¹	..	..	8.4	8.0	Faible	+
Taux de chômage des jeunes	..	..	7.6	5.6	Faible	+
Travailleurs découragés ²	..	67.0	38.5	20.7	Moyen	
Retraites anticipées ³	..	..	2½	—	—	
Emploi à temps partiel ⁴	..	..	24.8	23.5	Fort	+
Programmes en faveur du marché du travail ⁵	..	2.4	3.2	..	Fort	
Mobilité						
Déséquilibre régional ⁶	..	0.79	0.94	0.95	Faible	+
Déséquilibre sectoriel ⁷	0.19	..	0.33	..	Fort	-
Pénurie de main-d'œuvre qualifiée ⁸	50	..	30	60	Forte	-
Taux de départ volontaire ⁹	1.9	..	1.3	..	—	
Taux de licenciement ¹⁰	2.3	..	1.6	..	—	
Mesures directes de la rigidité						
Dispersion des salaires ¹¹	11.2		10.0		Faible	-
Rigidité des salaires réels ¹²		Moyenne 1965-86 : 0.12			Faible	+
Rigidité de l'emploi ¹³		Moyenne 1965-86 : 0.81			Moyenne	-

1. En pourcentage du chômage total, personnes au chômage depuis au moins 12 mois.

2. En pourcentage du chômage total.

3. En pourcentage de la population active.

4. En pourcentage de l'emploi total.

5. En pourcentage de la population active.

6. Mesuré par l'écart type des taux de chômage régionaux.

7. Indice dont le mode de calcul est indiqué dans R.J. Flanagan "Labour Market Behaviour and European Economic Growth", dans : R. Lawrence and C. Schultze (éd.), "Barriers to European Growth", Washington, 1987.

8. Part des sociétés industrielles souffrant de pénurie de main-d'œuvre.

9. Voir R.J. Flanagan, *op. cit.*

10. Voir R.J. Flanagan, *op. cit.*

11. Coefficient de variation des écarts intersectoriels de salaires (ouvriers) en 1972 et 1982.

12. Voir tableau 21.

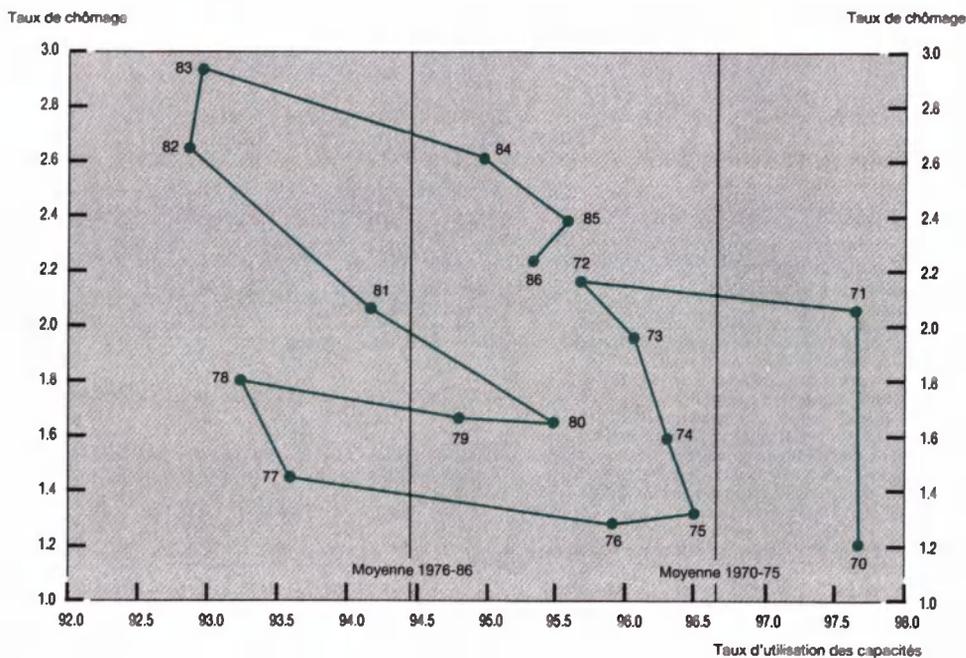
13. Mesuré par le coefficient b dans l'équation $q = a + bg + cg_{t-1}$, où q représente la croissance de la productivité et g celle du PIB.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

plus élevée et par une augmentation progressive de la taille des usines²⁰. Un problème plus grave semble être posé par les inadéquations entre l'offre et la demande dans certains secteurs et certaines professions. Il semblerait que, dans les années 70 et au début des années 80, l'offre de main-d'œuvre ait eu du mal à s'adapter à l'expansion de la demande dans certains secteurs²¹. Mais la situation s'est sans doute modifiée avec la réduction des aides de l'Etat aux industries en difficulté.

La relation entre l'emploi et l'utilisation des capacités (la courbe d'Okun) montre aussi que les déséquilibres du marché du travail ont été moins importants et ont eu un caractère moins structurel que dans d'autres pays de la zone de l'OCDE, bien qu'une certaine détérioration soit effectivement intervenue²² (graphique 24). De plus, il faut tenir compte du fait que le nombre de travailleurs concernés par les mesures en faveur du marché du travail a généralement varié en fonction du chômage déclaré.

Graphique 24. LA COURBE D'OKUN



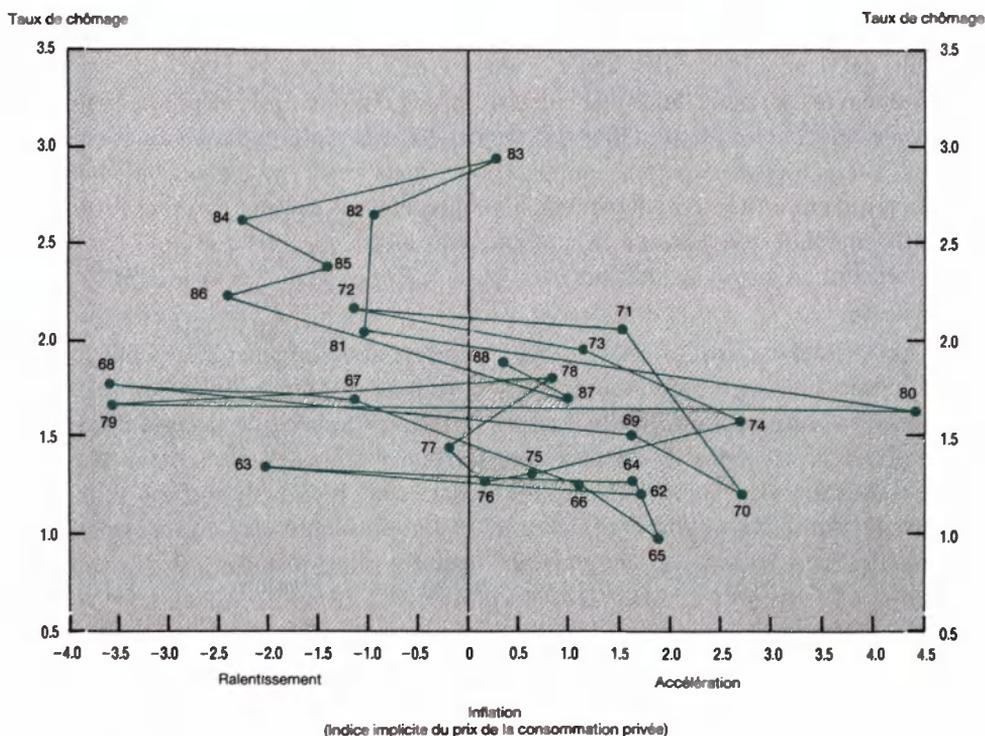
Source : Secrétariat de l'OCDE.

Les coûts de la stratégie de haut niveau d'emploi

Une forte flexibilité du marché du travail signifie-t-elle que la Suède soit parvenue à réaliser la «quadrature du cercle» et à concilier des niveaux d'emploi élevés et de faibles taux de chômage avec un risque relativement limité d'accélération

de l'inflation ? A première vue, les chiffres enregistrés depuis 1982 – où la nouvelle stratégie économique a été annoncée – semblent confirmer cette hypothèse. La hausse des prix à la consommation, bien que supérieure aux niveaux observés dans les autres pays de la zone de l'OCDE, s'est ralentie jusqu'en 1987. Toutefois, cela s'explique aussi par la chute des prix du pétrole et par le fléchissement du cours du dollar des Etats-Unis. Au cours des dernières années, le chômage est tombé en dessous du taux non accélérateur d'inflation calculé à partir de l'équation de salaire du modèle Interlink de l'OCDE. La progression des gains horaires moyens a commencé à s'accélérer à partir du printemps 1986 et les prix ont fait de même l'an dernier. Par conséquent, il semble bien – pour des raisons empiriques et théoriques – que, compte tenu des procédures actuelles de fixation des salaires, la stratégie de haut niveau d'emploi et de faible niveau de chômage ne soit pas compatible avec une progression durable des salaires (graphique 25).

Graphique 25. LE CHÔMAGE ET LA STABILITÉ DE L'INFLATION



Source : Secrétariat de l'OCDE.

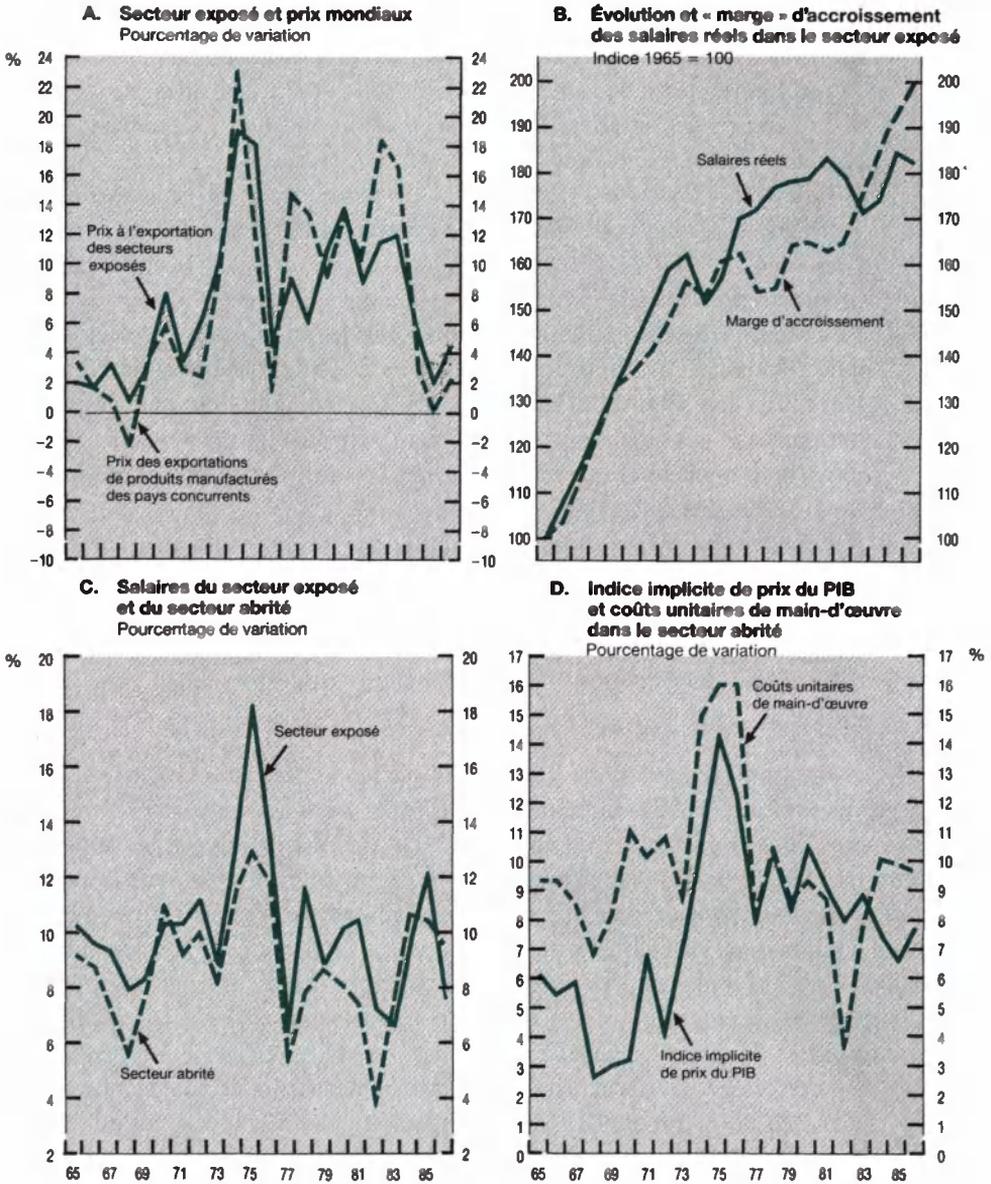
Dans le passé, le processus de détermination des salaires en Suède était, à juste titre, désigné sous le nom de « modèle scandinave ». Suivant ce processus, les salaires d'une économie de petite dimension ouverte sur l'extérieur comme celle de la Suède étaient déterminés d'après ceux de l'étranger, le secteur exposé étant un preneur de prix ; dans l'hypothèse d'une répartition inchangée des revenus, les salaires étaient donc déterminés par les prix sur le marché mondial et par la croissance de la productivité ; dans ce modèle, les salaires du secteur abrité suivaient ceux du secteur exposé. Les prix intérieurs étaient déterminés par l'application d'une marge aux coûts de production. Comme la croissance de la productivité a été plus faible dans le secteur abrité, les prix relatifs ont eu tendance à évoluer dans un sens favorable à ce secteur.

Le graphique 26 montre que le modèle reflète très bien l'évolution effectivement observée. Les prix des exportations de produits manufacturés ont suivi de près les prix du marché mondial au cours des vingt dernières années. Dans le secteur exposé, les augmentations de salaires sont restées nettement en deçà des limites imposées par les prix à la production et par la croissance de la productivité jusqu'au milieu des années 70. Au cours de la période où la politique mise en œuvre a été qualifiée de « stratégie de relais »²³, les salaires ont augmenté beaucoup plus vite, ce qui s'est traduit par une avance des coûts réels totaux de main-d'œuvre (les coûts de main-d'œuvre corrigés à l'aide de l'indice de la valeur ajoutée) sur la productivité. Cet écart n'a été comblé qu'au début des années 80, à la suite de la dévaluation de la monnaie. Les analystes ont eu tendance à expliquer cette avance par l'attitude des salariés, qui ont refusé l'alignement de la progression des salaires réels sur le brusque ralentissement de la croissance de la productivité du travail – celle-ci étant tombée de 4.6 pour cent en moyenne au cours de la période 1967-74 à 2.4 pour cent entre 1975 et 1982²⁴.

Le Secrétariat s'est efforcé d'affiner l'analyse afin de rechercher si l'hypothèse d'un mécanisme auto-régulateur entre les salaires et leur « marge admissible de progression » résultant du niveau des prix à l'exportation et de la productivité est encore valable. L'approche adoptée consiste à introduire les effets de la demande dans le modèle ainsi qu'à faire apparaître les effets de l'évolution des termes de l'échange entre les différents secteurs et les différents pays (annexe I). Les principales conclusions de cet exercice peuvent être résumées de la manière suivante :

- Les prix dans le secteur exposé semblent être déterminés essentiellement par les prix du marché mondial et les conditions de la demande internationale ; l'évolution des coûts intérieurs a moins d'influence sur les prix à l'exportation ;

Graphique 26. LE MODÈLE SCANDINAVE DES SALAIRES ET DE L'INFLATION



Source : Secrétariat de l'OCDE.

- Les augmentations de salaires dans le secteur exposé sont conformes, dans l'ensemble, à leur taux de progression justifiée (prix à la production du secteur exposé plus productivité), sans toutefois réagir intégralement aux variations de la croissance de la productivité. Les salaires peuvent s'écarter du niveau justifié selon la situation du marché du travail. Si l'on modifie la formule permettant de déterminer les prix à la production du secteur exposé, la croissance des salaires dans ce secteur dépend de l'inflation intérieure corrigée des variations intérieures²⁵ et extérieures des termes de l'échange ainsi que des caractéristiques de la demande et de la croissance de la productivité. Selon cette formule, la réaction aux variations des termes de l'échange vis-à-vis de l'étranger, qui constitue l'un des déterminants de la progression justifiée des salaires, est moindre que prévu ;
- Le processus de formation des salaires dans le secteur abrité ne réagit que partiellement à l'évolution intervenue dans le secteur ouvert sur l'extérieur²⁶. De plus, les conditions générales de la demande sont un important déterminant des salaires. Contrairement aux postulats du modèle scandinave, le comportement en matière de fixation des prix dans le secteur abrité est très sensible à la pression de la demande ;
- Par conséquent, si la situation de désinflation internationale qui a caractérisé les années 80 a influé sur le niveau des salaires des secteurs exposés, celui de secteurs abrités n'a pas connu la même modération. L'inflation intérieure est donc restée plus forte, donnant au secteur abrité un rôle moteur en matière d'évolution des salaires, ce qui contraste avec le modèle scandinave initial.

Les estimations tendent donc à confirmer que le ralentissement de la croissance de la productivité est l'un des facteurs explicatifs de l'élargissement de l'«avance des salaires réels» observé au milieu des années 70. De plus, il apparaît que les salaires du secteur exposé n'ont pas suffisamment réagi à la détérioration des termes de l'échange. La progression rapide des subventions accordées à l'industrie, qui n'est pas prise en compte dans les estimations, pourrait aussi s'être traduite par une moindre discipline en matière de salaires au cours de cette période. L'utilisation du modèle développé pour décomposer la hausse des prix à la consommation – en calculant la contribution des variables exogènes à l'inflation – montre que l'accélération observée après 1974 a été due à l'accentuation de l'inflation internationale, au ralentissement de la croissance de la productivité, à l'augmentation des impôts indirects et au renforcement de la pression de la demande (tableau 20). De même, le ralentissement de l'inflation après 1982 peut être rattaché à la faible progression des prix à l'importation et à la stabilité de la pression de la fiscalité indirecte, qui a plus que

Tableau 20. Contributions à la hausse des prix à la consommation
Pourcentages

Moyenne sur la période	Hausse des prix à la consommation	Facteurs internationaux	Situation de la demande	Productivité	Fiscalité indirecte	Autres facteurs
1967-1974	6.1	5.3	5.7	-3.9	-0.1	-1.0
1975-1982	10.7	8.2	6.3	-2.5	1.5	-2.7
1983-1986	7.7	3.7	6.4	-1.3	0.1	-1.2

Source : Secrétariat de l'OCDE.

compensé la moindre croissance de la productivité. Si l'on examine la part prise par les différents secteurs nationaux dans la hausse des prix, on constate que le secteur abrité a joué un rôle croissant au cours des dernières années en raison de la forte sensibilité des prix et des salaires aux pressions de la demande dans ce secteur, et que la modération des salaires du secteur exposé n'a été que partiellement suivie.

L'analyse ci-dessus traite les effets des impôts sur les salaires d'une manière simplifiée en supposant implicitement que, dans le secteur exposé, ils influent sur les marges bénéficiaires, tandis que dans le secteur abrité ils influent à la fois sur les marges bénéficiaires et sur les prix. De plus, le pouvoir d'achat des salaires (c'est-à-dire les salaires corrigés en fonction de la hausse des prix à la consommation) et les coûts réels de main-d'œuvre ont évolué différemment. L'apparition, au milieu des années 70, d'une importante avance des salaires réels sur la productivité s'est accompagnée d'une augmentation du pouvoir d'achat des salaires après impôt ainsi que d'un « coin fiscal » de plus en plus important (tableau 21). Ce dernier s'explique essentiellement par l'augmentation des impôts sur les salaires, cependant le renforcement de la pression de l'impôt sur le revenu y a aussi contribué. Les prix à la production ont plus augmenté dans le secteur exposé que dans le secteur abrité, et, de ce fait, le ralentissement de la croissance des coûts réels totaux de main-d'œuvre a été plus fort dans les industries manufacturières que dans l'ensemble du secteur privé. Entre 1977 et 1985, les prix à la production ont progressé moins vite que les prix à la consommation, mais l'avance des salaires réels s'est néanmoins réduite, le pouvoir d'achat des salaires ayant diminué, tandis que les impôts sur les salaires et sur le revenu faisaient apparaître une progression moindre et que la croissance de la productivité s'accélérait légèrement.

L'ajustement au premier choc pétrolier peut être résumé de la manière suivante : dans le secteur exposé, la croissance des coûts réels totaux de main-d'œuvre s'est ajustée en baisse – bien que dans des proportions insuffisantes – alors que dans le

Tableau 21. Composantes de la variation des coûts réels totaux de main-d'œuvre

Variation	Industries manufacturières			Secteur privé		
	1965-73	1974-76	1977-85	1965-73	1974-76	1977-85
Salaires nominaux	9.6	14.8	9.2	9.1	14.0	9.5
Impôts sur le revenu	-1.5	-1.2	0.2	-1.5	-1.2	0.2
Prix à la consommation	5.3	10.0	9.7	5.3	10.0	9.6
Pouvoir d'achat des salaires après impôt	2.5	3.1	-0.3	2.1	2.4	-0.3
Coin fiscal ¹	4.7	2.3	2.1	3.2	3.6	1.6
Dont :						
Prix relatifs ¹	2.0	-2.8	1.4	0.6	-1.5	1.0
Impôts sur les salaires (1 + s)	1.1	3.9	0.8	1.1	3.9	0.8
Impôts sur le revenu (1 + t)	-1.5	-1.2	0.2	-1.5	-1.2	0.2
Coûts réels totaux de main-d'œuvre	7.4	5.6	1.8	5.4	6.1	1.6
Productivité du travail	6.5	2.4	3.4	4.4	1.7	2.8
Avance des salaires réels	0.8	3.1	-1.5	1.0	4.3	-1.2

1. $\Theta = Pr + (1 + s) - (1 - t)$,

où Θ = coin fiscal, P_c = indice des prix à la consommation, P = prix à la production, $Pr = P_c/P$ = rapport entre les prix à la consommation et à la production, s = taux d'impôts sur les salaires et t = taux de l'impôt sur le revenu.

Source : Remise en forme du tableau 1 de l'ouvrage de L. Calmfors et A. Forslund, *op. cit.*

secteur abrité elle est restée inchangée ou s'est même légèrement accentuée. Si l'on considère l'écart des salaires réels qui est apparu – comme l'ont fait observer Calmfors et Forslund²⁷ – ni les salariés ni le secteur public ne se sont adaptés au ralentissement de la croissance de la productivité entre 1974 et 1976. Les impôts sur les salaires et le pouvoir d'achat des salaires ont augmenté rapidement. L'ajustement à la faible croissance de la productivité à la fin des années 70 et au cours de la première moitié des années 80 s'explique par la persistance d'une hausse des prix inchangée malgré la modération des salaires nominaux ; les variables fiscales ont aussi réagi au ralentissement de la croissance de la productivité, mais elles ont néanmoins continué à exercer un effet positif sur l'avance des salaires réels. Par conséquent, si les insuffisances du mécanisme de formation des prix ont contribué à expliquer la lenteur de l'ajustement des coûts réels de main-d'œuvre, la politique budgétaire en a aussi été en partie responsable.

L'importance accordée aux facteurs extérieurs au processus de formation des salaires proprement dit s'explique par le fait que, d'après les comparaisons internationales, la Suède fait partie du groupe des pays où les salaires réels sont relativement flexibles (tableau 22). La rigidité des salaires réels, calculée sur la base des équations de la courbe de Phillips qui figurent dans le modèle Interlink de l'OCDE, est très faible. Les salaires nominaux ont tendance à faire preuve d'une

Tableau 22. Flexibilité des salaires réels

	Taux de chômage	Elasticité des salaires nominaux par rapport à ¹			Flexibilité à court terme des salaires réels		Pour mémoire Coefficient de variation des	
		Prix à court terme	Taux de chômage	Productivité	Sans incidence de la productivité	Avec incidence de la productivité	Salaires intersectoriels ⁴	Coûts de main-d'œuvre intersectoriels ⁵
Etats-Unis	indifférent	0.14	-0.61	0.18	-	0.18	24.7	32.9
Canada	indifférent	0.18	-0.51	-	0.35	-	23.6	23.2
Japon	1.9	0.66	-1.87	0.40	0.27	0.29	26.0	25.5
France	indifférent	0.50	-0.29	-	1.52	-	15.1	53.8
Allemagne	3.6	0.75	-0.11	0.30	-	1.80	14.2	20.6
Italie	7.2	0.60	-0.39	1.54	1.09	-	16.4	44.2
Royaume Uni	indifférent	0.33	-0.15	-	2.01	-	16.5	43.7
Royaume Uni ²	indifférent	0.33	-0.44	-	-	-	-	-
Autriche	1.9	0.27	-0.87	-	0.50	-	..	..
Belgique	indifférent	0.25	-0.25	0.04	-	0.86	18.7	..
Danemark	5.6	0.25	-0.10	0.12	-	1.13	..	20.9
Finlande	indifférent	0.33	-0.54	0.44	-	0.34	..	12.8
Pays-Bas	6.5	0.50	-0.27	-	1.85	-	..	..
Espagne	7.6	0.25	-0.20	0.26	-	0.54	..	..
Suède	1.9	0.25	-2.17	-	0.12	-	12.3	17.7
Suisse ³	indifférent	0.50	-0.28	0.26	-	0.92	16.1	..
Australie	indifférent	0.50	-0.39	-	1.28	-	..	..

1. Ces élasticités sont tirées de la nouvelle estimation qui a été faite récemment des équations de salaires du modèle Interlink. L'élasticité par rapport aux prix à court terme indique l'ampleur de la réaction des salaires au cours des six premiers mois. La semi-élasticité par rapport au chômage montre l'incidence négative sur la croissance des salaires (exprimée en taux semestriel) d'un accroissement d'un point du taux de chômage. Il y a certains pays pour lesquels la courbe de Phillips n'est pas linéaire et où cette élasticité par rapport au chômage est donc fonction du niveau de départ du chômage. Dans ce cas, l'élasticité a été calculée sur la base du taux moyen de chômage observé pendant la période étudiée (taux qui est mentionné dans la première colonne). Si on avait utilisé le taux de chômage (plus élevé) d'une période plus récente, on aurait obtenu des élasticités, et donc une flexibilité, plus faibles.
2. Coefficients découlant de l'équation du taux de chômage incorporant l'hypothèse d'hystérésis.
3. On a utilisé un taux d'emploi et non le taux de chômage comme indicateur du déséquilibre du marché du travail. Voir *Etude économique de la Suisse*, décembre 1985, annexe 1.
4. Ce calcul repose sur les salaires horaires versés dans les industries manufacturières au cours de la période 1965 à 1985, sauf dans le cas du Japon pour lequel on ne dispose que des coûts totaux de main-d'œuvre. Dans le cas de la France, les séries débutent en 1967, dans celui des Pays-Bas en 1972 et dans ceux de la Belgique et de la Suisse en 1975.
5. Les grands secteurs économiques retenus sont les suivants : agriculture, industries extractives, industries manufacturières, électricité et gaz, construction, commerce et hôtellerie, transports et communications, services aux entreprises et affaires immobilières, autres services non gouvernementaux, services publics et autres producteurs (personnel domestique et autres institutions sans but lucratif).

Source : *Economies in Transition - Structural Adjustment Experience in OECD Countries*, OCDE, à paraître.

certaine inertie à court terme ; à plus long terme, les modifications de la situation sur le marché du travail ont une forte incidence sur les salaires. La rigidité des salaires nominaux signifie que les salaires réels tendent à s'adapter rapidement à des chocs d'origine extérieure sur les prix et, de ce fait, l'ajustement est opéré progressivement. Une forte réaction aux variations du taux de chômage signifie que les salaires reflètent le niveau de la demande, atténuant ainsi les variations de la rentabilité, de l'emploi et de la production.

Selon le modèle Interlink, une augmentation d'un point du taux de chômage par rapport à son niveau actuel se traduit par un ralentissement de la hausse des salaires de près de 2 pour cent, résultat qui est tout à fait conforme aux conclusions d'autres études portant sur le marché du travail suédois, et notamment du modèle développé présenté ci-dessus²⁸. A supposer que les prix se répercutent intégralement sur les salaires et que l'effet des salaires sur les prix soit de 0.6, la suppression du différentiel d'inflation actuel entre la Suède et la moyenne de la zone de l'OCDE impliquerait, en longue période, un taux de chômage déclaré d'environ 2½ pour cent.

La nécessité d'une modération générale des salaires

Il se pourrait que l'objectif à moyen terme d'équilibre approximatif de la balance extérieure ne soit pas compatible avec le taux actuel de progression des salaires. Un certain nombre de facteurs ont une incidence sur l'importance des hausses de salaires qui peuvent être acceptées sans mettre en danger la balance extérieure dans un régime de taux de change stable. Parmi les éléments positifs, l'amélioration des conditions de l'offre dans l'économie, qui est examinée au chapitre III, renforce la croissance de la productivité et, par conséquent, les possibilités de hausses de salaires. Une meilleure affectation des facteurs de production permettrait d'infléchir – ou même d'inverser – la tendance à la réduction des parts de marché qui est observée, même en l'absence d'une amélioration de la compétitivité des coûts. De plus, des réformes de structure conduisant à abaisser les coûts et une concurrence accrue tendraient à atténuer la hausse des prix, rendant ainsi moins nécessaires les augmentations des salaires nominaux. Enfin, la suppression des distorsions affectant l'équilibre de l'offre et de la demande, ainsi qu'une flexibilité accrue de l'affectation des facteurs de production, pourraient permettre d'atténuer les fortes pressions exercées dans certains secteurs par la demande, qui tendent à influencer sur les revendications salariales. Toutefois, il faudra du temps pour que tous ces ajustements – si nécessaires qu'ils paraissent – soient mis en œuvre et fassent sentir leurs effets. Les salaires sont le seul facteur qui puisse être modifié à court terme.

La nécessité de limiter davantage la progression des salaires en Suède deviendra d'autant plus pressante dans un proche avenir que, comme on l'a noté ci-dessus, le système national de retraite complémentaire (ATP) devrait devenir déficitaire au milieu des années 90, tandis que le système de retraite de base, qui est aussi financé par un impôt sur les salaires, subira, dans une certaine mesure, les effets de l'augmentation du nombre de retraités. Une croissance plus rapide de la productivité contribuerait à résoudre ce problème, à condition que les versements effectués au titre des pensions de retraite restent indexés sur les prix et non sur les salaires. Cependant, si la croissance de la productivité devait rester faible et si des mesures ne sont pas prises pour freiner la progression des dépenses effectuées dans le cadre de ces systèmes, une augmentation des taux des cotisations serait inévitable, ce qui réduirait les possibilités de hausses des salaires (tableau 23).

Tableau 23. Versements de retraite¹ effectués au titre des régimes publics en pourcentage de la masse salariale²

	Croissance des salaires réels			
	1 pour cent	2 pour cent		3 pour cent
	Législation actuelle	Législation actuelle	Système ATP avec plafond indexé sur les salaires	Législation actuelle
1990	22.8	22.5	22.5	21.9
2005	27.2	23.4	23.4	20.2
2025	36.3	22.8	27.5	14.6
2035	37.9	21.8	29.0	12.5

1. Régime national de retraite complémentaire (ATP) et régime de pensions de base.

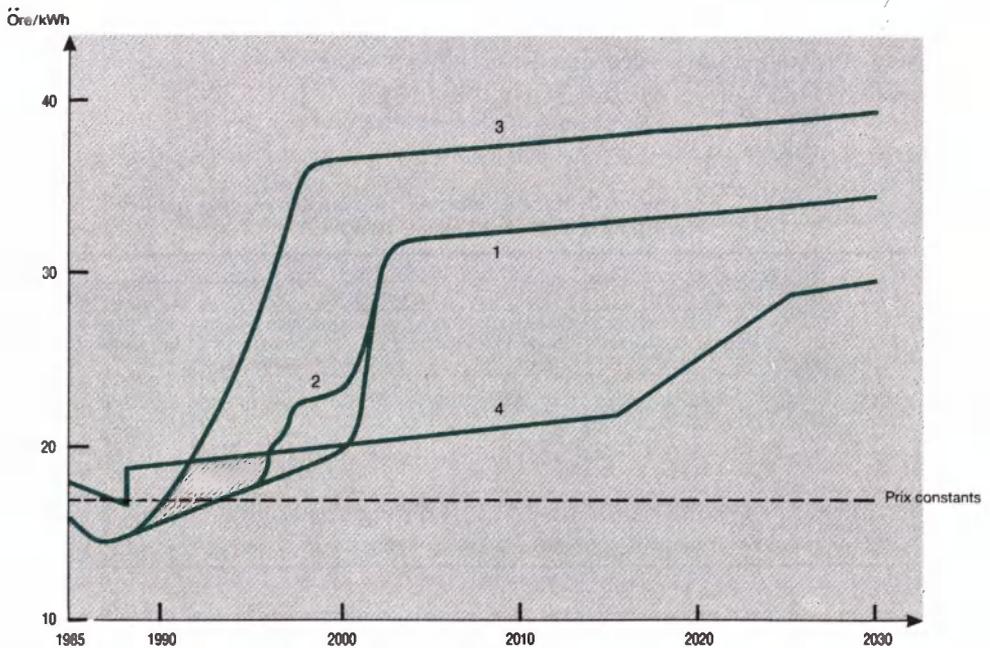
2. Hors impôts sur les salaires.

Source : Note du ministère des Finances.

Les possibilités d'augmentation des salaires pourraient aussi être réduites à l'avenir par des hausses des prix de l'énergie, étant donné la part importante des activités de production grosses consommatrices d'énergie. La décision de mettre fin à l'exploitation des centrales nucléaires – qui assurent actuellement la moitié de l'approvisionnement total en électricité – d'ici l'an 2010 pourrait aboutir à une hausse des prix de l'électricité. Actuellement, le coût de l'énergie est inférieur de 35 pour cent à la moyenne observée dans les pays de l'AIE²⁹. Dans une certaine mesure, le faible niveau des prix de l'électricité reflète des capacités de production excédentaires. Toutefois, le gouvernement a annoncé son intention d'exiger un taux de rendement plus élevé du principal producteur public d'énergie, ce qui aboutira à des hausses des prix de l'électricité. Si l'on ne peut connaître avec certitude tous les effets

de l'abandon de l'énergie nucléaire sur les prix de l'électricité, il est probable qu'ils seront beaucoup plus importants que ceux de la récente décision du gouvernement (graphique 27). De plus, les effets de l'augmentation des prix de l'électricité seront très variables d'un secteur à l'autre, selon l'intensité énergétique des activités de production. Pour d'importantes industries de base telles que les industries extractives

Graphique 27. SCÉNARIOS D'ÉVOLUTION DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ



Note : Prix de l'électricité pour les industries grosses consommatrices d'énergie (valeur 1986).

- Courbe 1. Abandon de l'énergie nucléaire entre 2000 et 2010. Les prix de l'électricité sont ajustés sur les coûts marginaux croissants du fait de l'augmentation de la demande. A partir de l'an 2000, le prix de l'électricité est égal au coût marginal sur courte et sur longue période.
- Courbe 2. Fermeture de deux centrales nucléaires d'ici 1997 et des dix autres entre 2001 et 2010. Les prix de l'électricité sont ajustés sur les coûts marginaux croissants. Ils sont, pendant quelques temps, plus élevés que ceux qui ressortent du scénario 1.
- Courbe 3. Limite supérieure estimée des prix de l'électricité – obtenue sur la base d'une tarification au coût marginal et d'un niveau élevé de la demande. Les prix du pétrole et du charbon sont supposés être relativement élevés et les autorités n'autorisent aucun nouvel investissement dans les régions où les coûts de production sont faibles.
- Courbe 4. Limite inférieure estimée des prix de l'électricité – obtenue sur la base d'une tarification au coût moyen et d'un faible niveau de la demande. Les prix du pétrole et du charbon sont supposés être relativement bas et l'énergie nucléaire continue d'être utilisée jusqu'en 2010. La hausse des prix observée avant 1990 tient à la décision des autorités d'accroître le taux de rendement de la centrale publique de Vattenfall.

Source : Direction de l'Énergie.

et les industries papetières, la consommation d'électricité représente environ 5 pour cent des coûts totaux de production ou 15 à 25 pour cent de la valeur ajoutée.

Enfin et surtout, il y a lieu de noter qu'au cours des dernières années la stabilité de la balance commerciale a été due à des améliorations successives des termes de l'échange. Comme les gains réalisés au titre des termes de l'échange du fait de la faiblesse des prix du pétrole et du niveau élevé des prix des produits forestiers devraient s'inverser progressivement, une amélioration de la compétitivité des coûts deviendra plus nécessaire.

Par conséquent, même si l'on parvient à améliorer la situation sur le plan de l'offre, des efforts seront incontestablement nécessaires pour maintenir les hausses de salaires dans des limites compatibles avec le maintien d'un faible taux de chômage au cours du change actuel. Cependant, comme on l'a indiqué au chapitre II, l'économie connaît actuellement une surchauffe et, dans ces conditions, il pourrait être difficile de contenir les revendications salariales. Le retour à une situation plus normale sur le marché du travail facilitera la réduction des pressions inflationnistes. Comme on l'a noté ci-dessus, l'un des aspects d'un tel processus serait la suppression des distorsions affectant l'offre, mais d'autres initiatives pourraient se révéler utiles.

Tel est le cas de la réforme fiscale annoncée, qui se traduira par une importante réduction des taux marginaux de l'impôt sur le revenu, ainsi que par un élargissement de l'assiette de l'impôt, et qui devrait réduire la différence entre les taux d'augmentation des salaires avant et après impôt et contribuer à atténuer les revendications salariales inflationnistes. Il y a, cependant, lieu de craindre qu'à mesure que les taux marginaux d'imposition seront abaissés, des attitudes égalitaristes n'aboutissent à des demandes de compensations de la part des groupes qui seront le moins avantagés par cet abaissement. Ce serait regrettable en raison des effets qui en résulteraient, aussi bien sur l'inflation en général que sur les salaires relatifs (voir plus loin). De plus, les effets redistributifs de la réforme fiscale ne seront pas directs, puisque l'abaissement des taux marginaux s'accompagnera d'un élargissement de l'assiette de l'impôt ainsi que d'une réforme de la fiscalité indirecte et de la fiscalité des entreprises.

Dans une certaine mesure, les importantes revendications salariales et le fait qu'elles aient été acceptées par les employeurs peuvent s'expliquer par des attitudes héritées des périodes précédentes où la monnaie a été dévaluée à plusieurs reprises. S'il était bien établi qu'une stratégie économique fondée essentiellement sur la stabilité du taux de change sera poursuivie, cela pourrait avoir une incidence importante sur les anticipations. Par exemple, la Suède maintient encore d'importantes restrictions aux mouvements internationaux de capitaux : la poursuite de leur

réduction ou leur suppression, qui a été récemment annoncée, devrait avoir un effet de démonstration considérable, en attestant la ferme intention des autorités de maintenir le taux de change au niveau choisi. Cet effet pourrait être particulièrement important dans la mesure où le cadre institutionnel dans lequel s'inscrit la politique monétaire limite l'incidence modératrice que celle-ci peut avoir sur les anticipations inflationnistes.

La portée des mesures d'incitation économique pourrait aussi être élargie afin d'encourager les différents partenaires du marché du travail à faire preuve de modération. Etant donné le ferme engagement pris par les responsables politiques d'éviter un chômage élevé, des hausses de salaires excessives, qui compromettent la compétitivité internationale, tendent à entraîner un accroissement des dépenses publiques en faveur du marché du travail. Si le coût marginal de ces mesures additionnelles était supporté par les travailleurs, les négociations salariales en tiendraient nécessairement compte, incorporant ainsi un effet qui est peut-être actuellement considéré comme externe. Des arguments similaires pourraient s'appliquer au paiement de prestations en espèces aux chômeurs. Cependant, une des lacunes d'un tel système serait la tentation pour les autorités – avec l'approbation éventuelle des partenaires sociaux – de mener des politiques au jour le jour³⁰. Il est probable qu'une augmentation des contributions au financement des mesures en faveur du marché du travail ou des allocations de chômage entraînerait une nouvelle détérioration de la compétitivité alors que celle-ci est déjà compromise par des hausses de salaire excessives.

Salaires relatifs

Si, en Suède, les salaires réels sont assez flexibles globalement, en revanche, l'éventail des rémunérations est très étroit. Leur dispersion, aussi bien entre les différents secteurs qu'entre les différentes professions, est extrêmement faible, bien que, d'après certains indices, il semble qu'elle ait commencé depuis peu à s'accroître légèrement. Les faibles écarts de salaires font partie du style de vie suédois, fondé sur des principes de justice sociale et sur des attitudes de solidarité. Leur origine remonte aux années 50, et elle a été formalisée par la suite dans ce que l'on appelle le modèle de Rehn-Meidner. L'objectif initial n'était pas de parvenir à une égalité totale des salaires mais d'assurer «un salaire égal pour un travail égal», quelle que soit la capacité financière des différentes branches de l'industrie. La politique salariale était considérée non seulement comme une question sociale, mais aussi comme un moyen

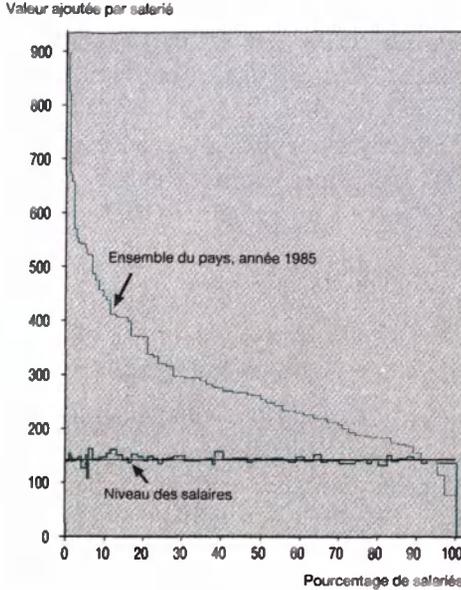
d'accélérer l'ajustement structurel et la croissance de la productivité globale. Le fait de ne pas «taxer» les entreprises rentables par des salaires élevés et de ne pas «subventionner» les moins rentables par de bas salaires devait stimuler l'expansion des premières et la contraction des secondes³¹. La politique suivie était donc fondée sur l'égalisation des salaires à l'intérieur d'une même catégorie de qualifications, de manière à détourner la main-d'œuvre des entreprises ou des secteurs les moins efficaces, plutôt que de laisser les écarts de salaires l'orienter vers les entreprises les plus performantes. Afin de juguler l'inflation par les coûts due aux rigidités du marché, la politique budgétaire devait rester restrictive, la tendance au chômage qui en résultait étant contrecarrée par des mesures spécifiques «actives» en faveur du marché du travail, destinées à accroître la mobilité entre les secteurs en déclin et les secteurs en expansion au lieu de compter sur les effets d'entraînement d'écarts importants de salaires. La création sélective d'emplois dans les «îlots de chômage» devait aussi être un élément de cette politique.

Le graphique 28 indique les principaux résultats des études empiriques menées sur la question. La courbe de Salter appliquée aux industries manufacturières suédoises montre qu'en fait l'évolution des salaires est indépendante de la rentabilité et qu'une faible proportion des emplois est créée dans des entreprises dont la rentabilité est faible ou négative. Le graphique montre aussi nettement que les mesures actives en faveur du marché du travail ont contribué à maintenir un faible niveau de chômage déclaré. Cependant, comme on l'a noté précédemment, la politique budgétaire a été expansionniste tout au long des années 70 et elle a, de ce fait, été incompatible avec les principes de la politique de solidarité en matière de salaires, ce qui a probablement contribué à alimenter l'inflation.

Dans un contexte caractérisé à la fois par l'inflation et le chômage, la compression de l'échelle des salaires peut avoir plusieurs effets indésirables. Les mesures d'incitation à la mobilité professionnelle et géographique de la main-d'œuvre peuvent être insuffisantes ; les pratiques des entreprises en matière de recrutement peuvent devenir plus strictes du fait de l'augmentation des coûts de la sélection des candidats³² ; les salariés les moins efficaces risquent d'éprouver des difficultés à trouver un emploi. Or, en Suède, malgré de faibles écarts entre les salaires, ces effets n'apparaissent ni dans les indicateurs de flexibilité du marché du travail, ni dans les chiffres du chômage. La faible dispersion des rémunérations, qui s'explique dans une certaine mesure par le niveau élevé des salaires minima résultant des négociations, pourrait bien cependant avoir contribué à une augmentation relative du chômage des jeunes et à une concentration accrue des groupes les plus défavorisés bénéficiant de diverses mesures en faveur du marché du travail (voir plus loin).

Graphique 28. LE MODÈLE DE REHN-MEIDNER

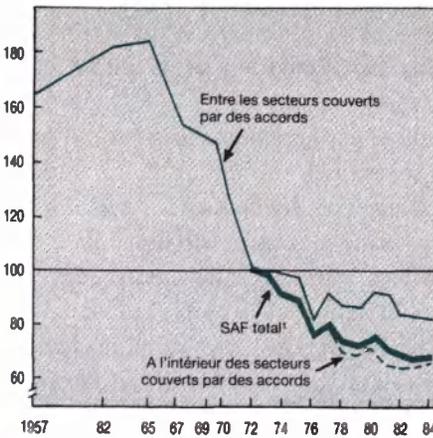
A. La courbe de Salter
Productivité – Ensemble des industries



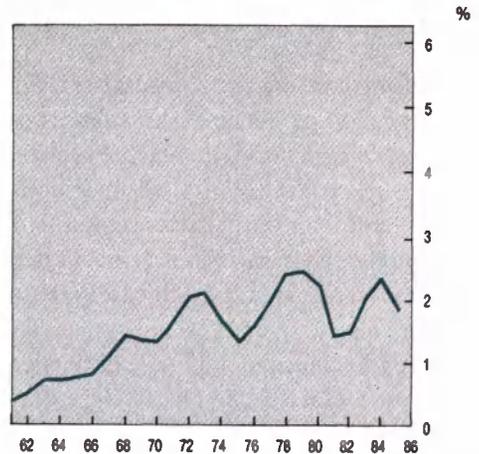
B. Capacité de financement du secteur public
Pourcentage du PIB



C. Dispersion des salaires mesurée
par leur coefficient de variation
Indice 1972 = 100



D. Nombre de participants aux programmes
en faveur de l'emploi
Pourcentage de la population active



1. Employés couverts par les contrats de la Fédération des employeurs suédois (SAF).

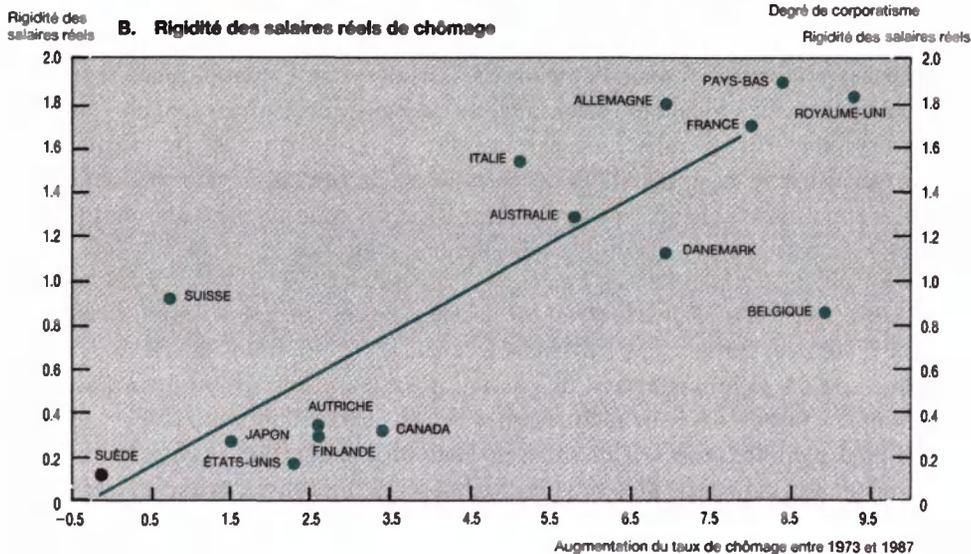
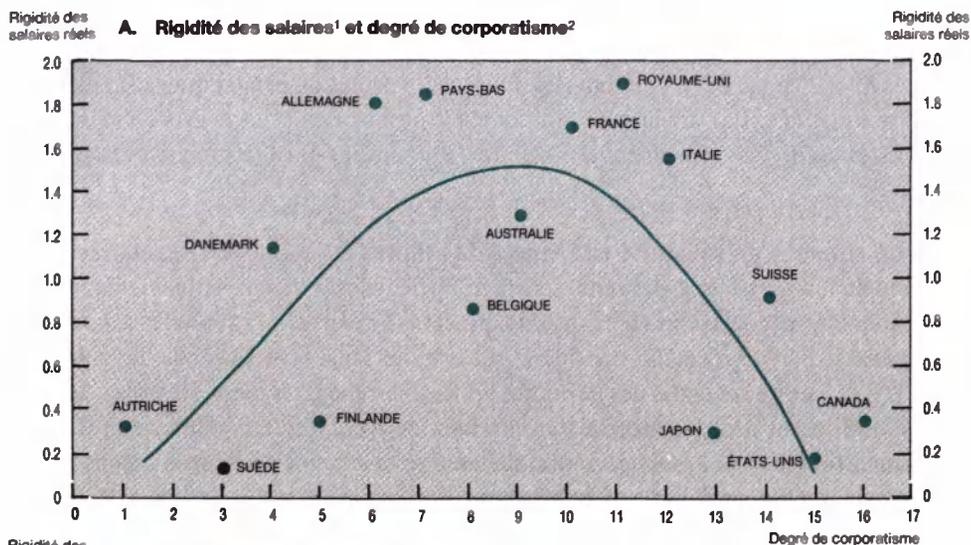
Source : *Productivity and Gross Profits 1987*, Statens Industriverk, Stockholm, 1987 ; L. Jonsson et C.-H. Siven, *Why wage differentials?*, Fédération des employeurs suédois, Stockholm, 1986 ; Secrétariat de l'OCDE.

L'idée selon laquelle la persistance d'un manque de main-d'œuvre qualifiée pourrait s'expliquer par l'insuffisance des incitations tenant au niveau de rémunérations soulève un problème plus important. Le fait que l'écart de rémunération entre les salariés qualifiés et non qualifiés ait été ramené de 54 pour cent au cours des années 60 à 25 pour cent au début des années 80 permet de penser que cette idée est en partie justifiée. Par ailleurs, la politique visant à atténuer les écarts de salaires a peut-être renforcé le glissement des salaires, alimentant ainsi le processus inflationniste.

La politique de solidarité en matière de salaires et le « modèle scandinave » de fixation du niveau général des rémunérations ne peuvent fonctionner pleinement sans un système de négociations centralisé. Le processus de détermination des salaires de la Suède est généralement considéré comme le plus centralisé de la zone de l'OCDE³³, bien qu'au cours des dernières années, des mesures aient été prises dans le sens d'une décentralisation accrue. On considère souvent qu'un système centralisé de détermination des salaires présente l'avantage de rendre les participants aux négociations plus responsables que lorsque les accords sont conclus à l'échelon sectoriel : en effet, des négociations centralisées donnent moins lieu à des rivalités entre syndicats et peuvent permettre de mieux incorporer les effets de la fixation du niveau des rémunérations sur l'emploi. En fait, des données empiriques semblent confirmer en partie l'hypothèse selon laquelle les meilleurs résultats sont obtenus soit par un système très centralisé, soit par un système très décentralisé (graphique 29). En ce qui concerne les négociations décentralisées, l'argument invoqué pour affirmer qu'elles aboutissent à de meilleurs résultats est que les conditions du marché ont une influence importante sur l'issue des négociations salariales.

L'évolution qu'a connue la structure des négociations au cours des années 80 n'a pas été favorable, mais on peut s'attendre à ce que les négociations salariales de 1989 marquent la fin de la tendance à une décentralisation accrue. L'un des arguments invoqués en faveur de l'abandon du modèle de négociation centralisée a été la nécessité d'accroître les écarts de salaires. Toutefois, la question se pose de savoir si l'accroissement des écarts de rémunérations observés au cours des dernières années ne s'est pas opéré plutôt au profit des salariés des secteurs protégés contre la concurrence étrangère qu'à celui des catégories de qualifications qui correspondent aux nécessités d'un développement industriel dynamique. Il se pourrait que des négociations plus centralisées, accompagnées de mesures permettant aux structures des salaires de refléter plus exactement les tendances sous-jacentes de la demande et de l'offre permettent d'améliorer sensiblement l'efficacité du processus de fixation des salaires.

Graphique 29. CORPORATISME, RIGIDITÉ DES SALAIRES RÉELS ET CHÔMAGE



1. La rigidité des salaires réels est mesurée par l'indicateur de rigidité à court terme fourni dans le tableau 21. Ce dernier tient compte de l'incidence de la productivité, qui augmente la flexibilité mesurée, pour les pays suivants : États-unis, Japon, Allemagne, Belgique, Danemark, Suède et Suisse. Dans le cas du Royaume-uni, la spécification retenue n'intègre pas l'hypothèse d'hystérésis, laquelle témoigne, par elle-même, d'un faible degré de flexibilité.
2. Le classement va des pays les plus centralisés (proches de l'origine) aux moins centralisés. C'est celui qui est utilisé par L. Calmfors et J. Driffill dans « Centralisation of wage bargaining and macroeconomic performance », *Economic Policy*, avril 1988. Voir également OECD, *Perspectives économiques* 43, juin 1988.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Dans le cadre des négociations salariales, le rôle du secteur public est particulièrement sensible, dans la mesure où les autorités doivent à la fois tenir compte de l'évolution des salaires dans le secteur privé et indiquer le niveau des augmentations et des écarts de rémunérations qu'elles estiment acceptables. Il est vrai qu'en ce qui concerne les écarts de salaires l'éventail des rémunérations est beaucoup plus étroit dans le secteur public que dans le secteur privé. On peut se demander si une décentralisation accrue des négociations salariales dans le secteur public constitue la réponse appropriée à ce problème. Les dernières négociations salariales ont entraîné un glissement des salaires des personnels des administrations locales mais les effets de ce glissement sur la structure des salaires n'apparaissent pas clairement. De plus, il est possible que le secteur privé ait été induit en erreur par cette évolution. En ce qui concerne les niveaux des salaires, le secteur public a eu tendance à être en retard sur le secteur privé ces dernières années. Au cours de la dernière série de négociations salariales, un effort a été fait pour établir un lien entre l'évolution des salaires, celle de la productivité et celle de l'emploi par le biais d'un plafonnement des dépenses de personnel de l'administration centrale. Cette procédure devait, en principe, servir à maintenir l'équilibre entre l'évolution des salaires et celle de la productivité dans les deux secteurs. Cependant, le relèvement ultérieur des plafonds de dépenses salariales a sans doute compromis l'efficacité de cet instrument.

Programmes en faveur du marché du travail

Comme on l'a indiqué, les programmes gouvernementaux en faveur du marché du travail peuvent contribuer notablement à accroître la mobilité des travailleurs et, par conséquent, la flexibilité du marché. Ces programmes se caractérisent par l'accent qui est mis sur l'offre de travail ou de formation plutôt que sur la simple garantie des revenus. Plus des deux tiers du budget affecté à la politique du marché du travail sont consacrés à des mesures « actives » tandis que 30 pour cent seulement de ce budget portent sur des programmes de garantie des revenus. La Suède est l'un des pays Membres de l'OCDE où les mesures actives, dont le montant total représente près de 2 pour cent du PIB, sont les plus importantes (tableau 24). Si la part des programmes de garantie des revenus est moins grande, cela ne signifie pas, cependant, que l'aide financière aux salariés privés d'emploi soit inférieure aux normes internationales. Au contraire, seuls le Luxembourg et le Danemark ont des programmes plus généreux que la Suède en ce qui concerne la garantie des revenus des chômeurs. Si l'on tient compte du taux marginal élevé de l'impôt sur le revenu, le revenu disponible des bénéficiaires de ces programmes ne se trouve réduit que de 12 à 29 pour cent pour différents groupes de revenus³⁴. Il faut toutefois souligner que les

Tableau 24. **Montant des dépenses publiques consacrées aux programmes en faveur du marché du travail en 1987**
En pourcentage du PIB

	Services de l'emploi et administration	Formation (adultes)	Mesures spéciales en faveur des jeunes	Créations directes d'emplois et subventions à l'emploi	Mesures spéciales en faveur des handicapés	Sous-total : mesures "actives"	Allocations chômage	Retraites anticipées motivées par la situation du marché de l'emploi	Sous-total : garantie des ressources	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(1-5)	(6)	(7)	(6-7)	
Australie	0.11	0.03	0.08	0.10	-	0.32	1.21	-	1.21	1.53
Autriche	0.11	0.13	0.02	0.12	0.03	0.41	0.91	0.16	1.07	1.48
Belgique	0.17	0.08	-	0.69	0.16	1.10	2.42	0.83	3.25	4.35
Canada	0.21	0.22	0.12	0.02	-	0.57	1.68	-	1.68	2.24
Danemark	0.13	0.52	0.21	0.03	0.25	1.14	2.64	1.25	3.89	5.03
Finlande	0.10	0.27	0.02	0.35	0.02	0.76	0.99	0.64	1.63	2.39
France	0.12	0.27	0.24	0.06	0.05	0.74	1.26	1.07	2.33	3.07
Allemagne	0.23	0.29	0.06	0.20	0.21	0.99	1.33	0.02	1.35	2.34
Grèce	0.15	0.20	0.05	0.16	0.03	0.59	0.39	-	0.39	0.98
Irlande	0.17	0.56	0.40	0.32	-	1.45	3.66	-	3.66	5.12
Italie	0.08	0.01	0.37	-	-	0.46	0.49	0.32	0.81	1.27
Japon	0.03	0.03	-	0.10	0.01	0.17	0.42	-	0.42	0.59
Luxembourg	0.05	0.02	0.09	0.07	0.27	0.50	0.30	0.72	1.02	1.51
Pays-Bas	0.07	0.17	0.06	0.06	0.72	1.08	2.90	-	2.90	3.99
Nouvelle Zélande	0.07	0.45	-	0.11	0.02	0.65	1.07	-	1.07	1.72
Norvège	0.12	0.07	0.02	0.01	0.19	0.41	0.36	-	0.36	0.76
Portugal	0.08	0.22	0.08	0.14	0.04	0.56	0.38	-	0.38	0.94
Espagne	0.08	0.10	0.19	0.38	0.01	0.76	2.50	0.04	2.54	3.30
Suède	0.21	0.49	0.15	0.26	0.75	1.86	0.70	0.10	0.80	2.66
Suisse	0.07	0.01	-	-	0.09	0.17	0.23	-	0.23	0.40
Royaume Uni	0.16	0.11	0.27	0.31	0.04	0.89	1.66	0.02	1.68	2.57
Etats-Unis	0.06	0.11	0.03	0.01	0.03	0.24	0.59	-	0.59	0.83

Note : Les chiffres relatifs au Danemark et à la France concernent l'année 1986. Ceux de l'Australie, du Canada, de la Suède, du Japon, de la Nouvelle Zélande, du Royaume-Uni et des Etats-Unis portent sur les exercices budgétaires englobant une partie de l'année 1987.

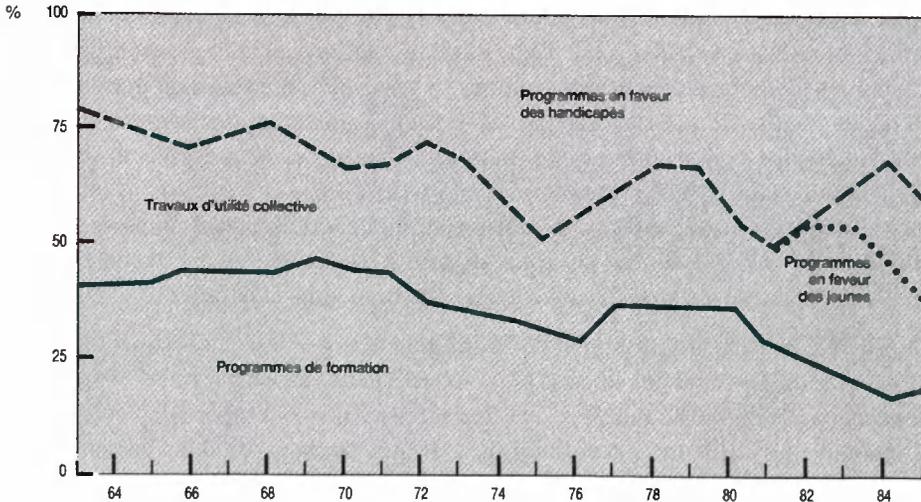
Source : Secrétariat de l'OCDE.

conditions requises pour être admis au bénéfice des allocations de chômage sont parmi les plus strictes d'Europe.

Une partie des mesures dites «actives» peuvent aussi être considérées comme une action sur l'offre³⁵. Elles sont fondées sur une échelle de priorités. En premier lieu, tous les postes vacants doivent être pourvus rapidement. C'est là la responsabilité du Service de l'emploi. Toutes les offres d'emploi doivent être notifiées à ce service et la bourse de l'emploi informatisée couvre environ 50 à 60 pour cent des offres totales. En second lieu, près de 26 pour cent du budget sont affectés à la formation professionnelle des adultes et un montant similaire à la formation des personnes handicapées (graphique 30). La part des salariés qui bénéficient de ces programmes représente en permanence près de 1 pour cent de la population active. Troisièmement, comme employeur de dernier ressort, le Comité national de la main-d'œuvre organise des programmes de grands travaux d'intérêt public et des programmes spéciaux en faveur des jeunes.

L'absence de recherche systématique rend difficile une évaluation de l'efficacité des programmes en faveur du marché du travail. On peut, toutefois, émettre un certain nombre d'observations³⁶. Tout d'abord, il apparaît que la probabilité, pour un

Graphique 30. MESURES EN FAVEUR DU MARCHÉ DU TRAVAIL PAR CATÉGORIES



Source : E. Wadensjö, *Labour Market Policy and Employment Growth in Sweden*, Labour Vol. 1, No. 3, 1987.

salarié licencié, de trouver un nouvel emploi dans un certain délai (cinq mois) s'est quelque peu améliorée au cours des années 80. Cependant, cela peut s'expliquer, au moins partiellement, par l'amélioration de la situation conjoncturelle. Les données relatives aux programmes de formation font néanmoins apparaître une certaine amélioration de leur efficacité au cours des années 80. En 1988, près de 70 pour cent de l'ensemble des chômeurs bénéficiant d'une formation ont trouvé un emploi dans les six mois. En 1982, la proportion correspondante n'était que d'environ 60 pour cent. Il apparaît aussi qu'à la suite d'une formation la plupart des salariés ont pu obtenir des rémunérations plus élevées. En général, les revenus ont été supérieurs de 5 à 11 points en termes réels deux ans après la formation.

Un autre exemple de l'efficacité des programmes en faveur du marché du travail est donné par l'évolution du chômage des femmes³⁷. Au cours des années 70, le taux d'activité des femmes a rapidement augmenté mais il en a été de même du taux de chômage relatif des femmes par rapport à celui des hommes. Les grands programmes d'utilité publique ont essentiellement porté sur les soins de santé et sur l'éducation, de même que les cours de formation professionnelle destinés aux femmes. Cette flexibilité a probablement contribué à atténuer la différence entre les taux de chômage masculins et féminins. De même, au début des années 80, alors que le chômage des jeunes augmentait rapidement, des programmes spécialement destinés à ce groupe ont été mis en œuvre ; de plus, les programmes de grande envergure entrepris en faveur des personnes handicapées expliquent sans doute pour une bonne part le taux élevé d'activité de cette catégorie de travailleurs. Toutefois, le fait que l'accent soit mis, de plus en plus, sur les catégories de travailleurs les plus défavorisées indique peut-être que la politique d'égalisation générale des salaires tend à limiter les possibilités d'emploi de ces catégories dans les conditions normales du marché. A cet égard, on peut se demander si le prix payé pour l'égalisation des salaires et pour la répartition plus comprimée des revenus qui en résulte, sous forme de dépenses publiques consacrées à des programmes en faveur du marché du travail, est justifié. Aux Etats-Unis et au Japon, les écarts relatifs de salaires sont importants et la flexibilité du marché du travail apparaît tout aussi élevée qu'en Suède, mais les dépenses en faveur du marché du travail sont beaucoup plus faibles.

Bien que les programmes de formation soient désormais un peu moins importants qu'au cours des années 70, ils contribuent encore pour une bonne part à empêcher le « capital humain » de se détériorer au cours des périodes de chômage involontaire. Par ailleurs, il conviendrait peut-être de chercher, dans le cadre de ces programmes, à mobiliser la « réserve » de main-d'œuvre et, notamment, à favoriser le retour dans la population active des salariés qui ont pris des retraites anticipées en raison de possibilités d'emploi insuffisantes à l'échelon régional.

V. Conclusions

Les résultats obtenus par la Suède sur le plan économique depuis le début des années 80 sont remarquables à plusieurs égards : son taux de chômage a été l'un des plus faibles de la zone de l'OCDE, ses finances publiques se sont redressées au point d'être aujourd'hui excédentaires et sa balance extérieure est à peu près équilibrée. Ces résultats peuvent être portés au crédit du succès de la stratégie économique à moyen terme des autorités, de la dévaluation de 1982 et de l'environnement extérieur généralement favorable. Des problèmes se posent néanmoins. La pression de la demande intérieure – due en particulier à la consommation – est élevée et il pourrait se révéler de plus en plus difficile de maintenir l'équilibre économique à plus long terme, dans la mesure où l'inflation demeure plus forte que dans les pays concurrents.

Pour ce qui est du court terme, en revanche, les principaux indicateurs macro-économiques ne semblent pas devoir évoluer dans un sens défavorable. La politique économique devrait avoir une incidence à peu près neutre au cours des dix-huit mois ou des deux années à venir. La politique monétaire continuera d'être principalement axée sur la stabilisation du taux de change et, dans la mesure où la réalisation de cet objectif le permettra, elle conservera sans doute une orientation restrictive afin d'exercer un effet de freinage sur la demande intérieure. La politique budgétaire sera légèrement expansionniste en 1989, en raison surtout de la réduction annoncée des impôts sur le revenu. A partir de 1990, elle devrait redevenir un peu plus restrictive.

Il est probable que la tendance observée depuis quelque temps à un creusement du déficit de la balance des opérations courantes, partiellement masquée par l'amélioration des termes de l'échange, se poursuivra, notamment dans la mesure où il ne sera plus possible de compter de façon permanente sur la dépréciation du taux de change effectif de la couronne pour soutenir la compétitivité des coûts. Néanmoins, au cours des quelques années à venir, le déficit extérieur devrait rester relativement faible (sans doute de l'ordre de 1 à 2 pour cent du PIB), du fait notamment du ralentissement attendu de la demande intérieure ; en effet, la forte expansion des

dépenses de consommation, liée en partie à la déréglementation des marchés financiers, devrait se ralentir et le taux d'épargne des ménages, peu élevé actuellement, augmentera probablement. L'investissement des entreprises restera sans doute très soutenu en raison des contraintes de capacité, et la demande du secteur public ne devrait pas s'accélérer de façon sensible. Toutefois, le ralentissement de la demande intérieure ne semble pas devoir faire monter le chômage, étant donné la faiblesse des gains de productivité et le ralentissement de la croissance de la population active. Ces évolutions impliquent toutefois le risque de voir persister la surchauffe qui caractérise actuellement le marché du travail, ce qui aurait des conséquences défavorables sur le plan de l'inflation.

Ainsi qu'il est indiqué dans la présente étude, les problèmes économiques les plus importants auxquels la Suède risque de se heurter ne se situent pas dans le court terme ; ils ont au contraire un caractère structurel et concernent aussi bien la demande que l'offre. En ce qui concerne la demande, sa croissance future pourrait être limitée par des considérations de balance extérieure, étant donné que la Suède s'est spécialisée plus ou moins dans des produits dits « mûrs » et dans des produits de base, dont on ne peut pas s'attendre à ce que le marché s'accroisse rapidement. L'exploitation de l'autre point fort de la Suède, à savoir les industries ayant une production différenciée, ainsi que le développement de nouvelles industries ayant un fort potentiel d'exportation, sont limités par un manque de main-d'œuvre qualifiée et par des facteurs institutionnels et réglementaires qui font obstacle à la formation de capital-risque. Par ailleurs, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont eu tendance à s'accroître assez rapidement en Suède – en raison à la fois de gains de productivité relativement faibles et d'augmentations de salaire importantes. Dans le but de maintenir le plein emploi, les divers gouvernements qui se sont succédé ont utilisé le taux de change pour redresser la compétitivité des entreprises suédoises. Toutefois, la dévaluation de la monnaie en tant qu'instrument de la politique économique a été abandonnée après 1982, si bien qu'en l'absence de nouvelles améliorations des termes de l'échange, le maintien de l'équilibre extérieur et du plein emploi dépend, pour l'essentiel, de l'évolution des coûts de main-d'œuvre – et plus particulièrement des salaires.

Les autorités sont préoccupées par le fait que les salaires aient régulièrement progressé plus vite en Suède qu'à l'étranger. Il est évident que la volonté politique de maintenir le plein emploi n'est compatible avec une politique de stabilité du taux de change que si les coûts salariaux progressent de la même manière que les coûts dans les pays concurrents, ou si des améliorations structurelles sur le plan de l'offre permettent de plus fortes augmentations des salaires à l'échelle nationale. L'expérience des deux dernières décennies tend à démontrer que le processus de fixation des

salaires a permis de maintenir une certaine stabilité – c'est-à-dire que son aptitude à concilier un chômage peu élevé avec une inflation modérée ne s'est pas sensiblement détériorée. Par comparaison avec les autres pays, c'est là un résultat notable mais, eu égard aux objectifs très ambitieux que s'est fixés la Suède ainsi qu'au très faible niveau du chômage effectif et aux pénuries de main-d'œuvre signalées par les entreprises, il n'est peut-être pas suffisant.

Diverses mesures pourraient être prises pour influencer de façon positive sur le processus de fixation des salaires, mais il ne faut pas perdre de vue que des mesures spécifiques visant à améliorer le processus de formation des salaires ne peuvent se substituer à une politique macro-économique appropriée. A cet égard, il semble indiqué, compte tenu de la forte pression de la demande intérieure, de donner une orientation restrictive à la politique budgétaire, ce qui sera sans doute le cas en 1990, mais ne semble pas devoir l'être en 1989. Des changements structurels pourraient influencer de façon sensible sur la formation des salaires – notamment si des conditions macro-économiques appropriées étaient réunies. L'une des principales raisons pour lesquelles la rémunération des travailleurs a augmenté au cours de la période récente semble être l'abandon progressif du système de négociations salariales centralisé. Dans le passé, on a souvent attribué au caractère très centralisé des structures de négociation les bons résultats enregistrés par la Suède sur le plan des salaires, car cette centralisation permet d'incorporer un certain nombre d'effets qui seraient considérés comme externes dans des négociations plus décentralisées. Par conséquent, la tendance récente à des négociations au niveau des branches ou des industries ne semble pas avoir été compatible avec les impératifs de la politique économique.

Les hausses de salaire relativement importantes qui ont été accordées ces dernières années s'expliquent peut-être aussi par la persistance du sentiment que, si la compétitivité des entreprises suédoises sur le plan des coûts venait à être sérieusement entamée, les autorités ne laisseraient pas augmenter le chômage déclaré et sacrifieraient plutôt la stabilité du taux de change. Cette impression semble singulièrement peu fondée, dans la mesure où les autorités suédoises ont clairement exprimé leur détermination de ne pas relâcher leur effort en matière de taux de change. L'annonce récente de la suppression progressive des dernières restrictions en matière de change a clairement prouvé leur attachement à cet objectif. On ne peut néanmoins négliger le fait que le cadre institutionnel dans lequel s'inscrit la politique monétaire limite l'incidence modératrice que celle-ci peut avoir sur les anticipations inflationnistes.

Par ailleurs, c'est maintenant dans le secteur abrité, et non plus dans le secteur exposé de l'économie, que les salaires sont les plus élevés, ce qui constitue une rupture

par rapport à ce que l'on appelle le « modèle scandinave » de détermination des salaires, dans lequel les possibilités d'augmentation des salaires dans l'ensemble de l'économie sont déterminées par la position concurrentielle du secteur exposé. Dans une certaine mesure, cette évolution a, sans doute, été accentuée par les distorsions introduites dans les mécanismes du marché par l'intervention excessive de l'Etat, le traitement fiscal préférentiel accordé à différents secteurs ou activités et l'octroi de subventions spéciales. Dans le cas du secteur public, le principal problème semble tenir à la structure particulièrement comprimée des salaires plutôt qu'à leur niveau.

A l'origine, la « politique de solidarité salariale » visait à une plus grande équité salariale entre les différents secteurs de l'économie pour des qualifications identiques, et non à un resserrement des écarts de salaires. Cette interprétation a le mérite de faciliter le changement structurel en encourageant les travailleurs à délaisser les secteurs en déclin pour des secteurs plus productifs. Toutefois, l'importance accordée à une égalisation plus générale des salaires pourrait avoir reporté au second plan la fonction de répartition des salaires, comme en témoigne peut-être la pénurie persistante de certaines catégories de travailleurs. Dans les périodes de marasme de la demande, on a souvent aussi constaté une aggravation relative du chômage parmi les groupes exposés du marché du travail et la nécessité de mesures gouvernementales pour venir en aide à ces catégories de travailleurs – le chômage des jeunes au début des années 80 constituant une expérience révélatrice à cet égard. Par ailleurs, il est probable que la compression générale de l'échelle des rémunérations a, dans une certaine mesure, entraîné un glissement plus important – et donc de plus fortes augmentations globales – des salaires.

Sur le plan de l'offre, les contraintes qui pèsent sur la croissance économique tiennent à la fois à l'expansion des facteurs de production et à la productivité. Au cours des deux ou trois dernières décennies, la part du capital fixe s'est progressivement ralentie et la part du facteur travail, mesurée en heures ouvrées, se situe actuellement à son niveau du milieu des années 60 ; les gains de productivité se sont, eux aussi, ralentis. Etant donné que le gouvernement mène une stratégie visant à maintenir un niveau d'emploi élevé, l'offre de main-d'œuvre – et notamment l'offre de main-d'œuvre qualifiée – constitue le principal facteur limitatif, et il est même possible que la pénurie relative de ce facteur ait découragé l'investissement dans de nouvelles capacités. Néanmoins, il existe sans doute encore des possibilités, certes limitées, de mobiliser les réserves de main-d'œuvre, notamment parmi les travailleurs à temps partiel, parmi les personnes âgées et les bénéficiaires de pré-retraites. Il se peut également que la main-d'œuvre soit mal répartie en raison d'une insuffisance des écarts de salaires, qui décourage également l'acquisition de qualifications plus

élevées. Pour ce qui concerne le facteur capital, la double imposition des bénéfices distribués et les incitations à l'auto-financement semblent avoir nui à la création de nouvelles entreprises. Cette tendance semble être confirmée par la place prédominante qu'occupent, dans l'industrie suédoise, de grandes entreprises opérant dans des branches d'activité traditionnelles.

Étant donné la stagnation de la croissance démographique et de la population active, l'expansion économique dépendra surtout, à long terme, d'une intensification des investissements et d'une augmentation des gains de productivité. Or la productivité n'a que faiblement progressé. L'une des raisons en est, sans doute, le manque de concurrence évoqué plus haut, de même que les subventions et la protection accordées à certains secteurs. Conscientes de ce problème, les autorités suédoises ont récemment annoncé la suppression des restrictions qui pesaient sur les importations de textiles – mais pas avant 1991, année où l'actuel arrangement multifibres doit venir à expiration – et une réforme de la politique d'aide au secteur agricole. Il convient toutefois de souligner que des gains ne pourront être tirés d'une utilisation plus productive des facteurs actuellement employés dans ces secteurs que si ces facteurs – et plus particulièrement la main-d'œuvre – bénéficient d'une mobilité totale. Dans la mesure où cela implique un déplacement géographique des ressources, les orientations actuelles de la politique régionale pourraient être en conflit avec l'objectif d'une affectation efficace des facteurs de production. D'autres secteurs qui pourraient tirer avantage d'une concurrence étrangère accrue sont les services financiers et la construction. La vigoureuse expansion récemment observée dans cette dernière branche d'activité, où elle s'est traduite par une surchauffe – en même temps que par une accélération des hausses de salaires – témoigne des effets pervers des subventions et des avantages fiscaux, effets qu'il y aurait lieu de corriger.

La réforme fiscale générale, annoncée pour 1991, semble avoir pour objet de lever une grande partie, sinon la totalité, des obstacles à une croissance durable, évoqués dans les paragraphes précédents. Bon nombre des détails de cette réforme restent à définir, mais d'une manière générale elle aura pour but d'éliminer les principales imperfections qui affectent le système fiscal suédois, caractérisé par des taux d'imposition marginaux très élevés et une assiette relativement étroite pour la plupart des catégories de recettes fiscales, auxquels s'ajoute toute une gamme d'exonérations et d'avantages particuliers. La réforme se caractérisera notamment par un abaissement des taux marginaux les plus élevés de l'impôt sur le revenu, associé à la suppression de certaines exonérations fiscales. Tout en incitant encore plus à travailler et en stimulant, de ce fait, l'offre de travail, l'abaissement des taux marginaux de l'impôt sur le revenu devrait contribuer à freiner les hausses futures des

rémunérations, puisque l'écart entre les augmentations de salaire avant et après impôt diminuera, à condition que les syndicats n'accordent pas trop d'importance aux salaires relatifs après impôt, ce qui entraînerait une nouvelle accélération de la progression des rémunérations si des tentatives étaient faites pour rétrécir les nouveaux écarts entre salaires nets. A cet égard, il serait, sans doute, indiqué de revoir le système d'imposition des revenus que les retraités et les pensionnés d'Etat tirent du travail, ainsi que les règles concernant les droits à pension. Du point de vue du marché du travail, de même que dans l'optique de la création d'incitations à l'épargne, la réduction automatique des transferts publics en cas d'augmentation des autres revenus ne semble guère souhaitable. Enfin, et c'est là un point important, une réduction appréciable des taux marginaux de l'impôt sur le revenu devrait permettre d'éliminer ou du moins d'atténuer l'une des principales causes de la faiblesse de l'épargne nette des ménages : la possibilité de déduire jusqu'à 50 pour cent des intérêts payés sur les prêts au logement.

En éliminant les obstacles à la distribution des bénéfices et d'autres mécanismes fiscaux qui entraînent une immobilisation des capitaux dans les grandes industries dites « mûres », il serait possible de mobiliser davantage d'épargne pour financer de nouvelles opérations susceptibles d'être plus productives.

Etant donné la complexité qui caractérise aujourd'hui le système fiscal suédois – et la charge considérable que représente la fiscalité par rapport au PIB –, une réforme générale visant à éliminer les obstacles structurels à une croissance durable, mais continuant néanmoins d'être inspirée par des objectifs de justice sociale, représentera une entreprise de très grande envergure. Les observations formulées ici ne peuvent donner qu'une idée superficielle des principales questions qui sont en jeu. Il ne fait, toutefois, aucun doute qu'à moyen terme, les résultats obtenus par le Suède, qui a aujourd'hui l'un des revenus par habitant les plus élevés du monde, tout en ayant construit une société plus équitable et plus juste sur le plan social, ne pourront être préservés que si les réformes structurelles nécessaires sont mises en œuvre et que les mécanismes de formation des salaires aboutissent à des augmentations plus compatibles avec le maintien de la compétitivité internationale.

Notes et références

1. Pour une analyse des facteurs et des raisons qui ont motivé ce changement d'orientation, voir *Changement de cap en politique économique – Onze études de cas*, OCDE, 1988.
2. Le poids important du dollar dans le panier de monnaies utilisé comme référence pour la monnaie suédoise implique qu'une baisse du dollar – comme celle qui s'est produite entre 1985 et 1987 – se traduit par une baisse du taux de change effectif tel que le mesure le Secrétariat de l'OCDE, même si la parité de la couronne reste stable par rapport à ce panier de monnaies.
3. Voir A. Nilson, «Hushallens skuldsättning och förmögenhetsutveckling under 80-talet», *Kredit- och Valutaöversikt*, 1988/1, Sveriges Riksbank.
4. Voir A. Nilson, *op.cit.*
5. Voir *L'Etude à moyen terme de l'économie suédoise en 1987*, Ministère des finances, Stockholm, 1987.
6. Le calcul séparé de l'impôt sur le revenu pour les couples mariés depuis 1971 a, sans doute, contribué pour une grande part à la hausse du taux d'activité des femmes.
7. En ce qui concerne les catégories à revenu élevé, les cotisations au régime de retraite complémentaire (ATP) posent un problème identique à celui des impôts marginaux, du fait que l'augmentation de la durée du travail et, partant, du revenu salarial entraînera automatiquement un alourdissement des cotisations alors que les versements de pensions sont plafonnés ; de surcroît, les versements du régime de pensions de base sont réduits lorsque les pensions ATP augmentent.
8. Voir Olav Ljones et Steinar Strom, *Tilbud av arbeid i Sverige*, Bilaga 15 til Langtidsutredningen 87, Stockholm, 1987.
9. Voir *Veckans Affärer*, 40, Stockholm, 1988.
10. Le progrès technologique est généralement incorporé dans le stock de capital. Voir S. Englander et A. Mittelstadt, «La productivité totale des facteurs : aspects macro-économiques et structurels de son ralentissement», *Revue économique*, N° 10, OCDE, 1988.
11. En ce qui concerne le secteur des entreprises dans son ensemble, l'élasticité de substitution entre le capital et le travail est estimée à 0.4.

12. A supposer que les taux des cotisations restent inchangés et que le taux de croissance ainsi que le taux d'intérêt réel se situent entre 0 et 3 pour cent, les ressources accumulées seraient épuisées dès le début du siècle prochain. Voir *ATP och dess finansiering i det medel- och långsiktiga perspektivet*, Riksförsäkringsverket, Stockholm, 1987.
13. Voir L. Lundberg, «Technology, Factor Proportions and Competitiveness», *Scandinavian Journal of Economics*, 1988.
14. On trouvera une description détaillée de la politique agricole suédoise dans la publication intitulée *Politiques nationales et échanges agricoles – Etude nationale de la Suède*, OCDE, 1988.
15. Voir L. Söderström, «Generella subventioner pa bostadsmarknaden – Ett diskutabelt inslag i fördelningspolitiken», *Skandinaviska Enskilda Banken Kvartalsskrift*, 3/1988.
16. Voir L. Söderström, *op.cit.* Afin d'éviter la spéculation, la vente de biens immobiliers acquis à l'aide de subventions est soumise à certaines restrictions.
17. Voir *Den offentliga sektorn – produktivitet och effektivitet*, Bilaga 21 till Langtidsutredningen 87, Stockholm, 1987.
18. L'hystérésis désigne la tendance qu'ont les accords salariaux à être plus sensibles aux variations du chômage qu'à son niveau. Ce phénomène peut résulter d'une détérioration des qualifications et des habitudes de travail parmi les chômeurs de longue durée, qui rend leur emploi plus difficile et crée, par conséquent, un marché du travail «à deux vitesses», réduisant le volume de main-d'œuvre effectivement disponible.
19. Voir L. Jonsson et C.-H. Siven, *Why wage differentials?*, Confédération suédoise des employeurs, Stockholm, 1986.
20. Voir B. Holmund, *Labour Mobility: Studies of Labour Turnover and Migration in the Swedish Labour Market*, Institut industriel de recherche économique et sociale, Stockholm, 1984.
21. Voir R. Flanagan, «Labour Market Behaviour and European Economic Growth», dans R.Z. Lawrence et C.L. Schultze (éd.), *Barriers to European Growth, a Transatlantic View*, Washington, 1987.
22. En ce qui concerne les courbes d'Okun pour les Etats-Unis, le Japon et l'Europe, voir F. Klau et A. Mittelstadt, «La flexibilité du marché du travail», *Revue économique*, N° 6, OCDE, 1986.
23. La politique suivie a visé à «compenser» ce qui était considéré comme un ralentissement temporaire de la croissance économique internationale. Les mesures prises ont eu pour objet de pallier la récession jusqu'à la reprise de la croissance par une politique budgétaire expansionniste ainsi que par des aides spécifiques, destinées notamment à encourager la formation de stocks.
24. Voir B.B. Bosworth et R.Z. Lawrence «Adjusting to Slower Economic Growth: The Domestic Economy» dans B.B. Bosworth et A.M. Rivlin (éd.), *The Swedish Economy*, Washington, 1987.

25. Afin d'assurer la cohérence du modèle, la variable auxiliaire utilisée pour indiquer l'évolution des termes de l'échange entre les deux secteurs intérieurs est la différence entre la hausse des prix à la consommation et l'inflation dans le secteur abrité (voir annexe I).
26. Il est même possible que cette sensibilité ait diminué, comme semblent l'indiquer des comparaisons avec d'autres estimations empiriques. Voir L. Calmfors, «Inflation in Sweden», dans L.B. Krause et W.S. Solant (éd.), *Worldwide Inflation: Theory and Recent Experience*, Washington, 1977.
27. Voir L. Calmfors et A. Forslund, *Wage Setting in Sweden*, note présentée à la Conférence sur «La formation des salaires dans les pays nordiques» qui s'est tenue à Stockholm du 11 au 13 avril 1988.
28. Voir B.B. Bosworth et R.Z. Lawrence, *op.cit.*, et L. Calmfors, *op.cit.*
29. Voir *Energy prices and taxes*, 88/2, Agence Internationale de l'Énergie, Paris, 1988.
30. Il s'agit de la tendance que peuvent avoir les autorités à renoncer à prendre les mesures qu'elles ont annoncées en fonction de l'évolution ultérieure de la situation. Voir, par exemple, F.W. Kydland et E.C. Prescott, «Rules rather than Discretion: The Inconsistency of Optimal Plans», *Journal of Political Economy*, Vol.85, 1977.
31. Cette politique influe à la fois sur les pressions en faveur du changement structurel et sur les résistances à ce changement. Pour illustrer ce second phénomène, on cite souvent le fait que la fermeture de la plupart des chantiers navals suédois s'est opérée sans frictions, les salariés ayant réussi à trouver d'autres emplois aux mêmes salaires.
32. On peut considérer que l'accroissement de la dispersion des salaires entraîne une auto-sélection accrue de la part des candidats à un emploi, facilitant ainsi le choix des entreprises. Voir R. Flanagan, *Centralised and Decentralised Pay Determination in Nordic Countries*, note présentée à la Conférence sur «La formation des salaires dans les pays nordiques» qui s'est tenue à Stockholm du 11 au 13 avril 1988.
33. Voir L. Calmfors et J. Driffill, «Bargaining Structure, Corporation and Macroeconomic Performance», *Economic Policy*, Vol.6, 1988.
34. Voir G. Burtless, «Jobless Pay and High European Unemployment» dans R.Z. Lawrence et C.L. Schultze, *op.cit.*
35. Pour une description détaillée de ces mesures, voir Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 1988.
36. Voir A. Björklund, «Policies for Labour Market Adjustment in Sweden», *Working Paper 163*, Institut industriel de recherche économique et sociale, Stockholm, 1986.
37. Voir E. Wadensjö, «Labour Market Policy and Employment Growth in Sweden», *Labour*, Vol.1, 1987.

Annexe I

Extension du modèle scandinave de l'inflation

Dans le modèle scandinave classique de l'inflation et des salaires, l'économie se compose de deux secteurs, l'un exposé et l'autre abrité. Dans le premier, qui se trouve en concurrence avec les producteurs étrangers sur les marchés intérieurs et extérieurs, les prix (évalués dans une monnaie commune) sont déterminés sur le marché mondial – « loi de l'unicité des prix ». La « marge » d'accroissement des salaires est fonction des prix à la production et de l'évolution de la productivité, la répartition du revenu étant supposée rester inchangée. Dans le secteur abrité, les salaires évoluent parallèlement à ceux du secteur exposé, lequel est censé donner le ton dans ce domaine. Quant au mode de détermination des prix dans ce second secteur, il passe par l'ajout d'une marge aux coûts de main-d'œuvre. Les effets du niveau d'activité sur l'évolution des salaires et de l'inflation ne sont pas pris en compte dans le modèle classique.

Dans les paragraphes ci-après, on a élargi ce modèle classique pour tenir compte des effets du niveau d'activité et, en outre, on l'a spécifié de manière telle que les effets des termes de l'échange – par rapport à l'étranger et entre secteurs intérieurs – ressortent explicitement. Par ailleurs, on a modifié la loi d'unicité des prix de telle sorte que la demande étrangère puisse influencer sur les prix du secteur exposé et que l'on puisse effectuer des tests pour voir si l'évolution des coûts intérieurs jouent également un rôle à cet égard.

Abstraction faite des effets des termes de l'échange, le modèle scandinave élargi peut être représenté par l'ensemble suivant d'équations de prix et de salaires (les lettres minuscules indiquent que l'on s'intéresse au taux de variation et les majuscules au niveau des variables correspondantes) :

Equation des prix à l'exportation dans le secteur exposé

$$(1) \quad p_t^x = p^x(p_w; g_w; w_t + l_c - q_t)$$

Equation des prix à la production dans le secteur exposé

$$(2) \quad p_t = p_t^x$$

Equation des salaires dans le secteur exposé

$$(3) \quad w_t = w_t(p_t; q_t; VAC)$$

Equation des salaires dans le secteur abrité

$$(4) \quad w_n = w_n(w_t; GAP)$$

Equation des prix dans le secteur abrité

$$(5) \quad p_n = p_n((w_n + lc - q_n); GAP)$$

Equation de l'indice général des prix à la consommation

$$(6) \quad p_c = p_c((a * p_t + b * p_n); p_m; t_i)$$

Les notations utilisées sont les suivantes :

- p_x = prix à l'exportation dans le secteur exposé
- p_w = prix du marché mondial
- w_t = taux de salaire dans le secteur exposé
- lc = taux implicite des cotisations sociales
- q_t = productivité dans le secteur exposé
- g_w = PIB réel de la zone de l'OCDE
- p_t = indice des prix de la valeur ajoutée dans le secteur exposé
- VAC = nombre d'offres d'emploi non-satisfaites
- w_n = taux de salaire dans le secteur abrité
- GAP = écart du PIB par rapport à sa tendance
- p_n = indice des prix de la valeur ajoutée dans le secteur abrité
- q_n = productivité dans le secteur abrité
- p_c = indice des prix de la consommation privée
- p_m = prix à l'importation
- t_i = impôts indirects
- a, b = part du secteur exposé (abrité) dans le PIB total du secteur des entreprises

Afin de rendre explicitement compte des effets des termes de l'échange internes et externes, on a modifié de la façon suivante l'équation, à estimer, des salaires dans le secteur exposé.

Par approximation, la variation de l'indice des prix du PIB du secteur des entreprises peut s'écrire :

$$(7) \quad p = p_c + (M/Q) * (p_x - p_m) = (Q_t/Q) * p_t + (Q_n/Q) * p_n$$

où M/Q représente la part des échanges extérieurs dans le PIB du secteur des entreprises, et p_x et p_m la variation de l'indice des prix des exportations et des importations, respectivement, de biens et de services. Dans le dernier membre de l'équation (7), la variation de l'indice des prix du PIB du secteur des entreprises est décomposée en une somme pondérée des variations des indices des prix du PIB du secteur exposé et du secteur abrité. En isolant p_t et en réarrangeant les termes de l'équation, on obtient :

$$(8) \quad p_t = p_n + (Q/Q_t) * (p_c - p_n) + (M/Q_t) * (p_x - p_m)$$

En remplaçant dans l'équation (3) p_t par la relation (8), on obtient l'équation des salaires dans le secteur exposé. En regressant séparément sur chacun des trois termes représentatifs des prix, on peut voir si le processus de détermination des salaires réagit de façon symétrique aux diverses influences qui s'exercent sur l'indice des prix du PIB du secteur exposé. Si l'on exprime la variable représentative de l'activité sous forme logarithmique, l'équation à estimer devient :

$$(3.1) \quad w_t = w_t(p_n; (Q/Q_t)^*(p_c-p_n); (M/Q_t)^*(p_x-p_m); q_t; \ln(VAC))$$

En estimant les équations structurelles 1, 2, 3.1, 4, 5 et 6 par la méthode des moindres carrés ordinaires, on obtient les résultats fournis dans le tableau A1.

Ces résultats montrent que dans le secteur exposé (industries extractives et manufacturières), les prix à l'exportation sont très proches de ceux des pays concurrents. Le coefficient de la variable représentative des prix du marché mondial n'est, en effet, pas très différente de l'unité mais la situation de la demande étrangère fait que, globalement, les prix à l'exportation s'écartent des prix mondiaux. Cela tient peut-être au fait que la composition des exportations manufacturières suédoises diffère de celle de ses concurrents (les industries, comme celles des produits forestiers, où les prix sont plutôt fluctuants y ayant une part plus importante). L'effet des coûts unitaires est faible et non significatif, ce qui tendrait à confirmer l'hypothèse du petit pays, implicite dans le modèle scandinave, selon laquelle les exportateurs s'alignent, pour l'essentiel, sur les prix mondiaux. L'élasticité des prix à l'exportation par rapport à l'indice des prix du PIB du secteur exposé n'est pas significativement différente de l'unité.

Les salaires dans le secteur exposé sont fonction des prix, de la productivité et de la variable représentative de la situation du marché du travail. La décomposition de l'indice des prix du PIB du secteur exposé fait apparaître un effet significatif des prix du secteur abrité ainsi que des termes de l'échange internes et externes, mais les élasticités des variables représentatives des termes de l'échange – et en particulier des termes de l'échange vis-à-vis de l'extérieur – sont légèrement inférieures à ce qu'on attendait. En outre, l'incidence de la productivité est plus faible qu'on ne le pensait et, qui plus est, pas très significative. Par contre, les salaires sont très sensibles à la situation du marché du travail. De ce fait, et compte tenu des variations conjoncturelles de la situation du marché de l'emploi, on a pensé que le nombre d'offres d'emploi rendait mieux compte que le chômage de l'intensité des pressions qui s'exercent sur ce marché. Il n'en reste pas moins possible, avec l'équation estimée, d'évaluer indirectement la relation entre le chômage et les salaires. Pour la période étudiée, la semi-élasticité des offres d'emploi par rapport au taux de chômage peut être estimée aux alentours de $\frac{1}{2}$, de sorte qu'un accroissement de 1 pour cent du taux de chômage entraînerait une diminution d'environ 2 pour cent du taux de salaire. Comme, normalement, une augmentation du chômage va de pair avec un ralentissement de la croissance de la productivité, la réaction globale des salaires est encore plus marquée.

Dans le secteur abrité (secteur des entreprises abstraction faite des industries extractives et manufacturières), l'évolution des salaires ne suit qu'en partie celle des salaires du secteur exposé alors que le modèle scandinave classique veut que l'élasticité entre les deux taux de

Tableau A1. Extension du modèle scandinave de l'inflation : estimation

Données annuelles,
les lettres minuscules indiquent le taux de croissance de la variable correspondante
et les variables surmontées d'une barre leur moyenne mobile (sur deux ou trois ans)

1. Equation des prix dans le secteur exposé

$$1.1 \quad p_t x = -4.41 + 0.90 \bar{p}_w (-1) + 1.22 \bar{g}_w + 0.17 (\overline{w_t + l_{c_t} - q_t}) - 8.97 D78$$

(2.39) (10.17) (3.61) (1.71) (4.06)

DW : 1.75 Ecart type : 2.03 R² corrigé : 0.85 Période couverte : 1965-86.

$$1.2 \quad p_t = 0.03 + 0.88 \bar{p}_t x$$

(0.03) (7.31)

DW : 2.09 Ecart type : 2.52 R² corrigé : 0.72 Période couverte : 1965-85.

2. Equation des salaires dans le secteur exposé

$$w_t = -43.6 + 1.11 \bar{p}_n + 0.71 W_1 (\bar{p}_c - \bar{p}_n) + 0.61 \bar{q}_t (-1) + 0.16 W_2 (p_x - p_m) + 4.00 \ln(VAC) - 4.04 DUM7984$$

(2.51) (3.88) (2.97) (1.95) (2.26) (2.72) (3.67)

DW : 1.92 Ecart type : 1.35 R² corrigé : 0.76 Période couverte : 1967-86.

3. Equation des salaires dans le secteur abrité

$$w_n = 4.48 + 0.49 \bar{w}_t + 0.55 GAP - 1.91 SHIFT7683$$

(3.51) (3.88) (4.31) (3.69)

DW : 2.02 Ecart type : 1.10 R² corrigé : 0.75 Période couverte : 1965-86.

4. Equation des prix dans le secteur abrité

$$p_n = 3.16 + 0.68 (\bar{w}_n + l_{c_n} + \bar{q}_n) + 0.55 GAP$$

(2.23) (3.44) (2.37)

DW : 1.59 Ecart type : 2.13 R² corrigé : 0.50 Période couverte : 1966-86.

5. Equation de l'indice général des prix¹

$$p_c = 0.67 (ap_t + bp_n) + 0.25 p_m + 0.90 t_i$$

(8.44) (-) (-)

DW : 1.43 Ecart type : 2.98 R² corrigé : 0.76 Période couverte : 1965-86 a = 0.35 b = 0.65.

- où p_x = prix à l'exportation des produits manufacturés, en couronnes suédoises
 p_t = indice des prix du PIB dans les industries extractives et manufacturières (c'est-à-dire dans le secteur exposé)
 p_w = prix à l'exportation des produits manufacturés dans les pays concurrents, en couronnes suédoises
 q_w = PIB réel de la zone de l'OCDE
 l_{c_t} = coûts non salariaux de main-d'œuvre dans les industries extractives et manufacturières
 w_t = taux de salaire dans le secteur exposé
 p_n = indice des prix du PIB dans le secteur abrité (secteur des entreprises, abstraction faite des industries extractives et manufacturières)
 p_c = indice des prix de la consommation privée
 q_t = productivité horaire dans le secteur exposé
 p_x = prix des exportations de biens et de services
 p_m = prix des importations de biens et de services
 $\ln(VAC)$ = logarithme naturel du nombre d'offres d'emploi
 W_1 = rapport entre le PIB du secteur des entreprises et le PIB du secteur exposé
 W_2 = part du total des importations dans le PIB du secteur exposé
 w_n = taux de salaire horaire dans le secteur abrité
 l_{c_n} = coûts non salariaux de main-d'œuvre par heure/personne dans le secteur abrité
 GAP = écart en pourcentage du PIB par rapport à sa tendance dans le secteur des entreprises
 q_n = productivité horaire dans le secteur abrité
 p_c = indice des prix nets à la consommation
 $D78$ = 1 en 1978, 0 ailleurs
 $DUM7984$ = 1 de 1979 à 1984, 0 ailleurs
 $SHIFT7683$ = 1 de 1976 à 1983, 0 ailleurs
 a et b = parts respectives du secteur exposé et du secteur abrité dans le PIB du secteur des entreprises, moyenne arithmétique sur la période 1965-86
 t_i = taux implicite des impôts indirects sur la consommation privée, variation par rapport à l'année précédente.

1. Equation estimée sous la contrainte que la valeur à l'origine est nulle et avec des coefficients imposés pour p_m et t_i .
 Source : Secrétariat de l'OCDE.

salaires soit égale à l'unité. Par ailleurs, le niveau de l'activité semble avoir une incidence très significative. Toutefois, la valeur élevée et significative de la constante laisse à penser que d'autres facteurs ont aussi une incidence. Il ressort de l'équation des prix dans le secteur abrité que les coûts unitaires de main-d'œuvre sont totalement répercutés sur les prix, mais aussi que la situation de la demande a un effet significatif sur le mode de détermination des prix.

Annexe II

Chronologie économique

1986

Décembre

Approbation par le Parlement de la taxe qu'il est temporairement proposé d'appliquer sur le capital des compagnies d'assurance-vie, etc., et qui devrait rapporter, selon les estimations, 15 milliards de couronnes.

Approbation par le Parlement de mesures visant à accroître la construction de logements dans les régions métropolitaines, notamment en limitant les autres formes de construction, en bloquant les activités de rénovation dans ces régions en 1987 à la moitié de leur volume de 1986 et en allégeant provisoirement les loyers.

1987

Janvier

Entrée en vigueur des mesures suivantes approuvées par le Parlement ou par le gouvernement :

- Majoration des allocations familiales et de l'allocation parentale minimale ;
- Le montant de base est fixé à 24 100 couronnes pour 1987 ;
- Nouvelle réglementation fiscale des avantages annexes sous forme de voitures ;
- Relèvement de la taxe sur les alcools et, à compter de février, sur les tabacs ;
- Relèvement des taxes sur l'énergie ;
- Modification de la fiscalité du revenu avec, notamment, majoration de la déduction de base au titre des impôts locaux, mise en place d'une nouvelle déduction de base au titre de l'impôt national, réduction du nombre de taux d'imposition marginaux et suppression de l'imposition commune des revenus de type B (revenus des investissements) pour les couples. Par ailleurs, pour ce qui est de l'imposition du capital, l'impôt sur les intérêts des assurances à capital différé est porté de 40 à 50 pour cent et le capital prévu dans les contrats d'assurance à capital différé devra désormais être déclaré comme élément d'actif au titre de l'impôt sur la fortune. Le taux maximum de

l'impôt sur les héritages et les dons est, pour sa part, abaissé tandis que le nombre de tranches d'imposition est réduit.

Le projet de budget prévoit des déficits de 40.5 et 36.9 milliards de couronnes, respectivement, pour les exercices 1986/87 et 1987/88. La politique économique visera principalement à combattre l'inflation et à stimuler l'épargne des ménages. Le projet de budget promet par ailleurs l'amélioration des aides sociales et un accroissement des enveloppes de la recherche et de la politique régionale.

Mise en place d'un blocage temporaire des prix à compter du 28 janvier.

Avril

Dans le projet de budget révisé, le déficit pour 1987/88 est estimé à 30 milliards de couronnes. L'objectif de la politique économique est de ralentir l'inflation en maintenant l'emploi à un niveau élevé. Des mesures sont proposées pour réduire le chômage des jeunes et le chômage de longue durée. Il est également proposé de relever les impôts indirects pour assainir la situation budgétaire.

Approbation par le Parlement d'une enveloppe supplémentaire de 700 millions de couronnes pour financer des investissements dans Swedish Rail (trains à grande vitesse, etc.) en 1987/88.

Approbation par le Parlement d'une amélioration du réseau routier pour un montant de 40 millions de couronnes en 1987/88, dont 50 pour cent seront financés par l'imposition, à partir de 1988, d'une taxe sur les poids lourds diesel.

Mai

Approbation par le Parlement d'une allocation de logement pour les jeunes adultes et relèvement des plafonds applicables aux allocations de logement pour les familles ayant des enfants à charge ; instauration d'une allocation mensuelle de 265 couronnes par enfant, payable jusqu'au 3^e enfant.

Juin

Relèvement, par le Parlement, à compter de 1988, de l'allocation de logement supplémentaire accordée aux familles de plus de trois enfants.

Résolution du Parlement selon laquelle, à compter de 1988, les employeurs devront verser une contribution de plus de 27 pour cent sur l'intéressement des salariés.

Approbation par le Parlement d'une proposition prévoyant le relèvement des taxes sur l'achat et la vente de véhicules à partir du 15 juin 1987.

Approbation par le Parlement d'une proposition d'accord agricole soumise par le gouvernement et prévoyant une enveloppe de 67 millions de couronnes pour l'agriculture et l'industrie alimentaire en 1987/88. Cette mesure, jointe au report, de novembre 1986 à juillet 1987, des variations de prix, porte à 1.1 milliard de couronnes l'augmentation du revenu des producteurs de denrées alimentaires.

Juillet

Entrée en vigueur des mesures suivantes approuvées par le Parlement ou le gouvernement :

- Majoration, de 50 à 65 pour cent de la perte de revenu, des pensions de semi-retraite ;
- Compensation de la dévaluation de 1982 pour les retraités ; relèvement de 400 couronnes du montant de base ;
- Majoration de 5.1 et 5.8 pour cent, respectivement, du tarif des consultations médicales et des soins de santé ;
- Relèvement de 400 et 140 couronnes par jour, respectivement, des prestations d'assurance chômage et des aides directes aux chômeurs ;
- Relèvement de 50 couronnes par m³ de la taxe sur le fuel et de 0.20 et 0.24 couronne par litre de la taxe sur l'essence avec et sans plomb, respectivement. Sur ces chiffres globaux, une part de 20 couronnes seulement peut être répercutée sur les consommateurs pour le fuel, et de 0.10 et 0.14 couronne seulement pour les deux catégories d'essence ; en compensation, les compagnies pétrolières sont autorisées à réduire leurs stocks de réserve ;
- Majoration du taux d'intérêt garanti pour certains immeubles d'appartements ainsi que pour les maisons simples et doubles ;
- Elargissement du champ d'application de la taxe sur le chiffre d'affaires des activités sur valeurs mobilières ;
- Réduction de 250 millions de couronnes des subventions laitières.

Septembre

Publication des estimations du bureau national des comptes qui, sur la base des chiffres préliminaires, font ressortir le déficit budgétaire pour 1986/87 à 15.7 milliards de couronnes.

Novembre

Présentation d'un budget supplémentaire prévoyant des crédits supplémentaires de 475 millions de couronnes.

Présentation d'un programme gouvernemental en six points pour réduire l'inflation et encourager l'épargne, comportant les mesures suivantes :

- Encadrement des dépenses budgétaires affectées aux augmentations de salaires ;
- Neutralisation du relèvement, déjà approuvé, des impôts sur les salaires ;
- Modification des règles régissant le système national d'épargne ;
- Restrictions frappant les activités de construction ;
- Elargissement du champ d'application de la taxe sur le chiffre d'affaires des activités sur valeurs mobilières ;

- Imposition de restrictions sur l'utilisation des réserves d'investissement en dehors des zones bénéficiant d'un soutien régional.

Modification du régime fiscal des héritages et des dons et limitation des allègements fiscaux accordés pour le paiement anticipé des intérêts.

La Banque centrale :

- Elargit les possibilités d'acquisition de participations étrangères ; des permis seront délivrés à trois occasions en 1988, chaque fois pour un montant de 1 milliard de couronnes ;
- Modifie les règles applicables aux investissements immobiliers des entreprises à l'étranger.

Décembre

Entrée en vigueur de nouvelles réglementations en matière d'assurance-maladie prévoyant de nouvelles règles pour le calcul des indemnités journalières servies pendant les quatorze premiers jours de maladie et prévoyant le versement d'une indemnité dès le premier jour de maladie.

La Banque centrale annonce une révision, à compter de février 1988, de la grille des taux d'intérêt applicables aux concours de la Banque centrale ; les tranches de concours et les taux correspondants seront réduits de moitié et ramenés, respectivement, à 3.7 milliards de couronnes et 1 pour cent.

1988

Janvier

Entrée en vigueur des mesures suivantes approuvées par le Parlement ou le gouvernement :

- Le complément municipal aux allocations de logement devient obligatoire pour les retraités ;
- Assujettissement à l'impôt de l'intéressement ;
- Le montant de base est fixé à 25 800 couronnes pour 1988 ;
- Autorisation d'un dépôt supplémentaire de 5 000 couronnes au maximum au cours du premier trimestre dans le cadre du système national d'épargne, qui prévoit en outre une prime spéciale pour l'épargne constituée entre avril et décembre ;
- Pour le calcul de l'impôt sur la fortune, les actions cotées en bourse sont évaluées à 75 pour cent de leur valeur et les actions du marché hors cote à 30 pour cent ;
- Pour bénéficier d'un abattement fiscal, les réserves d'investissement doivent être déposées en totalité sur un compte non rémunéré auprès de la Banque centrale ;
- La taxe foncière sur les immeubles d'appartements sera calculée sur la base de 55 pour cent de la valeur estimée des actifs.

Le projet de budget estime à 14.7 et 11.9 milliards de couronnes, respectivement, les déficits pour 1987/88 et 1988/89 ; les principaux objectifs de la politique économique sont la modération des prix et des coûts et l'encouragement de l'épargne.

Mars

Présentation d'un projet de budget supplémentaire qui prévoit, pour 1987/88, des dépenses supplémentaires de 376.5 millions de couronnes destinées essentiellement à financer une action en faveur de l'emploi et à reconstituer le fonds de solidarité agricole.

Approbation par le Parlement de ce projet de budget supplémentaire, qui comprend en outre un relèvement de 0.25 couronne de la taxe sur l'essence à compter d'avril, une majoration correspondante de la taxe kilométrique sur les véhicules diesel et une augmentation moyenne de 60 pour cent de la taxe kilométrique sur les poids lourds, les autobus et les remorques, à compter de juillet, pour financer l'amélioration des réseaux routier et ferroviaire.

Avril

Proposition du gouvernement visant à considérer comme établissements de prêt :

- Toutes les entreprises qui pratiquent le crédit à la consommation ;
- Les établissements financiers détenus par des banques ;
- Les entreprises ayant des activités financières dont l'actif net s'élève au minimum à 50 millions de couronnes et le capital social à 5 millions de couronnes au moins.

Le projet de budget supplémentaire pour 1988/89 préconise une politique d'austérité budgétaire de manière à limiter l'augmentation de la consommation et des salaires ; il contient des propositions visant à relever certains impôts spécifiques et des mesures en faveur de l'épargne.

La Banque centrale :

- Relève de 7.5 à 8.5 pour cent le taux d'escompte officiel à compter du 29 avril ;
- Demande au gouvernement d'instituer un coefficient de réserve obligatoire de 4 pour cent pour les établissements financiers ;
- Porte de 3 à 4 pour cent le coefficient de réserve obligatoire des banques, à compter de juillet 1988.

Entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation du crédit à la consommation pour les achats de biens et de services des particuliers, à l'exclusion des biens immobiliers et des valeurs mobilières ; en cas d'ouverture d'un crédit à caractère général, il faut verser, chaque mois, 40 pour cent des sommes utilisées le mois précédent et au moins 10 pour cent des autres débits au compte ; pour l'achat à crédit de voitures, le paiement comptant est d'au moins 50 pour cent du prix d'achat, et le reste doit être réglé en 12 mois ; pour les autres achats à crédit, le versement initial est de 40 pour cent au moins.

Mai

Approbation par le Parlement d'une proposition du gouvernement visant à élargir le champ d'application de la taxe sur le chiffre d'affaires des activités sur valeurs mobilières afin d'y inclure les opérations sur billets à ordre portant intérêt, sur billets à ordre « simples » portant intérêt et sur bons à lots ainsi que les contrats à terme et les options d'achat et de vente portant sur des titres soumis à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Juin

Approbation par le Parlement de la proposition gouvernementale visant à établir le montant de base pour 1989 au niveau de 1988 majoré de 600 couronnes.

Approbation par le Parlement d'une proposition gouvernementale de ponction sur les liquidités ; certaines grandes entreprises seront tenues de déposer sur un compte non rémunéré auprès de la Banque centrale un montant équivalant à 15 pour cent des liquidités qu'elles détenaient au-delà de 50 millions de couronnes à la fin de l'exercice financier précédent.

Juillet

Entrée en vigueur des mesures suivantes approuvées par le Parlement ou le gouvernement :

- Instauration d'une allocation parentale provisoire d'une durée de 90 jours par enfant et par an ; cette mesure ne s'applique pas, normalement, aux personnes dont les enfants ont moins de 240 jours ;
- Majoration de 660 à 860 couronnes par m³ de la taxe pétrolière et de 305 à 400 couronnes par tonne de la taxe sur le charbon ;
- Prorogation jusqu'au milieu de 1989 du contrôle des changes.

Entrée en vigueur du nouvel accord agricole : coût total 1.4 milliard de couronnes dont environ 1 milliard est imputable au relèvement des prix alimentaires. Réduction de 250 millions de couronnes de la subvention laitière.

Approbation par le Parlement de normes plus strictes de protection de l'environnement ; une enveloppe supplémentaire de 230 millions de couronnes est dégagée pour financer les mesures touchant à l'environnement prises pendant l'exercice 1988/89.

Août

Proposition, par le gouvernement, d'un nouveau régime fiscal pour les sociétés de personnes.

Octobre

Proposition, par le gouvernement, d'imposer, à compter du 1^{er} mars 1989, une nouvelle taxe sur le trafic aérien intérieur, dont le produit de 60 millions de couronnes servira à financer des mesures en faveur de l'environnement.

Proposition, par le gouvernement, des mesures suivantes visant à atténuer la hausse des prix et des coûts et à améliorer l'efficacité de l'économie suédoise :

- Allocation de déménagement de 5 000 couronnes par famille afin d'accroître la mobilité sur le marché du travail. Les ressortissants danois à la recherche d'un emploi en Suède peuvent également bénéficier de cette allocation ;
- Création de 9 000 postes de formation, principalement aux activités manufacturières et aux professions de la santé ;
- Amélioration des services de l'emploi destinés aux réfugiés ;
- Levée de la réglementation des prix alimentaires et suppression des contrôles sur les importations de textiles et de chaussures ;
- Réduction de 5 pour cent en 1989 des activités du secteur de la construction, à l'exclusion de la construction de logements. Prorogation jusqu'en 1990 des restrictions frappant la construction dans les zones métropolitaines ;
- Réduction des bonifications d'intérêt dont bénéficient les constructions neuves ;
- Réduction de 3 pour cent du taux d'imposition marginal appliqué aux revenus supérieurs à 75 000 couronnes ; le taux d'imposition marginal le plus élevé se trouve ainsi ramené de 75 à 72 pour cent.

Présentation, par le gouvernement, d'un budget supplémentaire prévoyant un supplément de recettes de 118 millions de couronnes.

Décembre

La Banque centrale décide que :

- L'échéance minimale est ramenée de 5 à 1 an pour les obligations des intermédiaires financiers et de 2 à 1 an pour les autres ;
- Les intermédiaires financiers sont en outre autorisés à émettre des obligations à taux d'intérêt variable ;
- L'échéance des certificats émis par les intermédiaires financiers n'est plus limitée à 360 jours.

1989

Janvier

Présentation du budget de l'administration centrale pour l'exercice 1989/1990 :

- Les dépenses totales s'élèvent à 375 milliards de couronnes. Pour la première fois depuis 27 ans, le budget affiche un excédent (de 400 millions de couronnes) ;
- Les principales mesures en sont une amélioration des dispositions régissant le congé parental rémunéré et un abaissement du taux marginal d'imposition du revenu des personnes physiques. Réduction des dépenses d'enseignement (avec notamment la suppression de 700 postes d'enseignants) ;
- Garantie d'un travail à plein temps pour toutes les personnes de 18/19 ans ;

- Plafonnement à 5 pour cent des augmentations de salaires dans l'administration centrale ;
- Le gouvernement annonce son intention d'abolir dans un proche avenir ce qui subsiste du contrôle des changes, une fois qu'aura été établi un cadre permettant d'effectuer des contrôles fiscaux et de recueillir des informations statistiques.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A. Quelques statistiques rétrospectives

	Moyenne 1978-87	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
A. Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente aux prix constants de 1980											
Consommation privée	1.3	-0.7	2.4	-0.9	-0.7	1.3	-1.8	1.4	3.0	4.8	3.8
Formation brute de capital fixe	1.3	-6.8	4.5	3.5	-5.3	-1.1	1.6	5.1	6.0	-0.6	6.2
Secteur privé : logements	2.0	14.1	1.8	-6.0	-4.7	-1.7	-1.2	7.4	0.6	-3.5	12.9
Secteur privé : autres	1.9	-16.4	7.1	8.2	-6.0	0.1	3.3	6.0	10.4	0.5	5.4
Secteur public	-1.2	2.5	0.1	1.5	-4.0	-4.6	-0.8	-1.8	-3.8	-0.8	-0.6
PIB	2.0	1.8	3.8	1.7	-0.3	0.8	2.4	4.0	2.1	1.1	2.4
Indice de prix implicite du PIB	8.4	9.5	7.9	11.7	9.5	8.7	9.7	7.7	6.7	7.1	5.3
Production industrielle	2.0	-1.1	7.1	0.1	-3.1	-2.5	4.0	8.0	2.2	0.0	3.3
Emploi	0.7	0.4	1.5	1.1	0.2	-0.2	0.2	0.8	1.0	0.6	0.9
Rémunération des salariés (prix courants)	9.3	11.4	9.9	12.4	9.3	5.7	8.2	9.4	8.9	9.4	8.1
Productivité (PIB/emploi)	1.3	1.4	2.4	0.6	-0.5	1.0	2.2	3.1	1.1	0.5	1.5
Coûts unitaires de main-d'œuvre (Rémun./PIB)	8.6	11.0	8.4	11.3	9.1	5.9	7.9	8.6	7.8	8.8	7.2
B. Rapports en pourcentage											
Formation brute de capital fixe en % du PIB aux prix constants	19.4	19.7	19.8	20.2	19.2	18.8	18.6	18.9	19.6	19.2	20.0
Formation de stocks en % du PIB aux prix constants	-0.6	-1.9	0.1	1.1	-1.0	-1.0	-1.4	-0.7	0.0	-0.9	-0.7
Balance extérieure en % du PIB aux prix constants	1.2	-0.1	-1.6	-1.9	0.7	0.7	3.9	4.6	2.9	2.3	1.0
Rémunération des salariés en % du PIB aux prix courants	61.6	66.2	64.9	64.2	64.3	62.1	59.8	58.4	58.3	59.0	59.1
Impôts directs en pourcentage du revenu des ménages	22.2	22.4	22.7	21.7	21.3	21.8	22.0	22.0	21.9	22.5	23.5
Épargne des ménages en pourcentage du revenu disponible	1.6	4.5	2.9	5.0	3.8	0.5	1.2	0.9	1.1	-0.8	-2.6
Chômage en pourcentage de la population active totale	2.2	1.8	1.7	1.7	2.1	2.6	2.9	2.6	2.4	2.2	1.9
C. Autre indicateur											
Balance des opérations courantes (en milliards de dollars)	-1.5	-0.3	-2.4	-4.4	-2.9	-3.7	-0.9	0.3	-1.2	0.8	-0.9

Source : Statistics Sweden, *National Accounts* ; Secrétariat de l'OCDE.

Tableau B. Origine et utilisation des ressources

Milliards de couronnes, aux prix courants

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Dépenses des consommateurs en biens et services	219.3	242.3	270.0	298.7	333.9	362.6	398.4	438.7	480.5	526.3
Dépenses courantes de l'État en biens et services	116.3	132.1	153.2	169.8	185.5	203.7	221.6	239.6	258.0	273.2
Formation brute de capital fixe	80.1	91.6	106.0	109.9	118.2	132.2	146.6	164.3	170.8	190.9
Variation des stocks	-7.4	1.0	5.9	-5.6	-6.1	-9.6	-7.4	-1.4	-9.6	-6.1
Demande intérieure	408.3	467.0	535.1	572.7	631.5	688.9	759.2	841.2	899.6	984.3
Exportations de biens et services	116.4	140.5	156.5	172.4	201.3	249.5	284.7	303.5	309.2	326.0
Importations de biens et services	112.2	145.0	166.6	172.2	205.0	233.1	254.3	283.9	277.1	305.1
Produit intérieur brut aux valeurs d'acquisition	412.5	462.4	525.0	572.9	627.7	705.3	789.6	860.8	931.8	1 005.2
Impôts indirects	57.6	62.0	71.3	83.8	91.8	107.6	126.3	141.2	163.4	175.2
Subventions	17.3	19.7	22.6	26.7	31.1	36.9	39.2	42.1	45.0	46.5
Produit intérieur brut au coût des facteurs	372.1	420.1	476.3	515.8	567.0	634.5	702.5	761.7	813.4	876.4
Provision pour amortissements et autres provisions d'exploitation	46.0	51.7	59.4	66.5	74.7	84.3	91.8	99.5	107.2	116.5
Produit intérieur net au coût des facteurs	326.1	368.4	416.9	449.3	492.3	550.2	610.7	662.2	706.3	759.9

Source : Statistics Sweden, *National Accounts*.

Tableau C. **Origine et utilisation des ressources**

Milliards de couronnes, aux prix de 1980

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Dépenses des consommateurs en biens et services	266.1	272.4	270.0	268.3	271.8	266.8	270.6	278.7	291.9	303.0
Dépenses courantes de l'État en biens et services	142.9	149.7	153.2	156.6	158.0	159.3	163.1	166.5	168.6	170.8
Formation brute de capital fixe	98.1	102.4	106.0	100.3	99.2	100.8	105.9	112.3	111.7	118.6
Variation des stocks	-9.4	0.4	5.9	-5.3	-5.2	-7.4	-3.7	-0.1	-5.0	-4.2
Demande intérieure	497.7	524.9	535.1	519.9	523.8	519.6	536.0	557.4	567.1	588.2
Exportations de biens et services	148.3	157.4	156.5	158.3	165.3	182.9	195.2	199.5	206.1	211.3
Importations de biens et services	148.5	165.8	166.5	154.7	161.4	161.9	169.3	182.9	193.0	205.2
Produit intérieur brut aux valeurs d'acquisition	497.4	516.5	525.1	523.5	527.7	540.5	561.9	573.9	580.2	594.2

Source : Statistics Sweden, *National Accounts*.

Tableau D. Recettes et dépenses des administrations publiques¹

Millions de couronnes, aux prix courants

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Recettes ordinaires	239 850	263 945	300 770	338 400	374 329	427 641	476 512	518 972	580 974	637 691
Impôts directs	94 322	104 369	113 925	121 835	136 230	154 440	169 294	182 952	206 136	243 782
Impôts indirects	57 622	62 001	71 337	83 784	91 795	107 644	126 261	141 245	163 395	175 240
Cotisations à la sécurité sociale	62 415	69 089	80 792	91 074	96 131	105 467	113 985	120 744	133 504	140 230
Autres recettes	25 491	28 486	34 716	41 707	50 173	60 090	66 972	74 031	77 939	78 439
Dépenses ordinaires	223 923	258 829	300 154	345 407	393 177	441 097	476 549	531 014	569 128	594 379
Consommation publique	116 290	132 105	153 156	169 757	185 464	203 683	221 580	239 649	257 950	273 216
<i>dont</i> : Consommation de capital fixe	5 196	5 863	6 733	7 654	8 657	9 747	10 637	11 410	12 261	13 081
Revenu de la propriété à payer	11 230	14 323	21 887	31 144	43 953	51 457	60 991	73 318	71 109	67 299
Subventions	17 311	19 719	22 643	26 684	31 076	36 850	39 157	42 107	45 013	46 458
Transferts courants	79 092	92 682	102 468	117 822	132 684	149 107	154 821	175 940	195 056	207 406
Épargne brute	15 927	5 116	616	-7 007	-18 848	-13 456	-37	-12 042	11 846	43 312
Formation brute de capital fixe	18 734	20 104	22 851	23 787	24 363	25 927	26 068	26 736	27 469	29 059
Achats, nets des ventes, de terrains	-87	-34	-526	-78	-6	81	238	43	-1 150	-1 627
Transferts en capital à d'autres secteurs	4 404	4 527	4 687	5 070	5 296	5 407	4 809	4 917	3 818	-12 095
Consommation de capital fixe	5 196	5 863	6 733	7 654	8 657	9 747	10 637	11 410	12 261	13 081
Capacité de financement	-1 928	-13 618	-19 663	-28 132	-39 844	-35 124	-20 515	-32 328	-6 030	41 056

1. Conformément aux définitions de l'OCDE.
Source : Statistics Sweden, *National Accounts*.

Tableau E. **Balance des paiements**

Millions de couronnes

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Exportations de biens, fob ¹	97 394	117 186	129 827	143 513	167 088	209 168	241 365	258 680	262 586	278 846
Importations de biens, caf	92 247	122 479	141 127	145 418	177 208	202 031	221 142	246 705	233 635	258 008
Balance commerciale	5 147	-5 293	-11 300	-1 905	-10 120	7 137	20 223	11 915	28 951	20 838
Recettes nettes de fret	6 360	7 487	8 395	10 304	9 177	10 782	10 182	9 947	9 809	11 181
Voyages, net	-4 017	-4 858	-5 284	-6 252	-5 471	-4 129	-4 840	-6 673	-9 030	-11 098
Autres services, net	-6 160	-8 706	-9 938	-12 290	-8 473	-7 052	-6 925	-7 898	-8 998	-2 730
Ajustement	7 100	8 600	10 800	12 900	9 308	8 072	9 156	7 548	6 388	2 422
Solde des services	3 283	2 523	3 973	4 262	4 541	7 673	7 573	2 924	-1 831	-225
Balance des biens et services	8 430	-2 770	-7 327	2 357	-5 579	14 810	27 796	14 839	27 120	20 613
Transferts, net ²	-9 571	-7 950	-11 798	-17 048	-17 510	-23 080	-26 100	-29 409	-26 617	-27 496
Balance des opérations courantes	-1 141	-10 720	-19 125	-14 091	-23 089	-8 290	1 696	-14 570	503	-6 883
Solde des prêts publics	2 222	9 395	20 513	7 459	16 740	19 001	-3 225	9 623	-10 697	-5 596
Solde des autres opérations publiques en capital	22	-281	590	-933	-2 009	-1 302	-836	-1 176	-1 350	-2 203
Solde des opérations sur titres	-123	-299	-506	298	1 370	6 111	1 485	4 805	2 350	-4 105
Solde des prêts privés	4 004	764	3 098	10 235	12 516	1 881	6 832	8 608	25 188	42 801
Solde des investissements directs	-1 576	-2 120	-1 594	-3 407	-5 017	-7 682	-7 373	-8 629	-15 927	-17 845
Solde des autres mouvements de capitaux à long terme	-1 746	-1 386	-1 605	-3 904	-7 070	-5 235	-1 150	106	-6 565	-5 835
Balance de base	1 662	-4 647	1 371	-5 350	-6 559	4 484	-2 571	-1 233	-6 498	334
Allocations de D.T.S.	-	258	256	262	0	0	0	0	0	0
Solde des autres mouvements de capitaux	3 734	1 375	325	5 034	3 553	469	7 081	18 405	13 196	7 167
Erreurs et omissions	-2 334	436	-1 997	1 199	3 282	139	-4 947	-3 170	-5 499	-1 716
Réserves de change, corrigées de l'effet des changements de valeur des encours	3 062	-2 578	-45	1 145	276	5 092	-437	14 002	1 199	5 785

1. Y compris les ajustements sur les statistiques du commerce.

2. Ajustement compris.

Source : Sveriges Riksbank, soumission.

Tableau F. **Marché du travail**

	Enquête sur la main-d'œuvre ¹					Commission nationale du marché du travail				Mesures relatives à l'emploi ²			Offres d'emploi ²
	Population active			Emploi total	Chômage	Chômeurs assurés				Travaux de secours ³	Autres emplois protégés ⁴	Requalification	Total
	Total	Hommes	Femmes			Total	% des assurés						
				Total	Industries extractives et manufacturières		Bâtiment et construction						
1 000 personnes					Brut				1 000 personnes			Milliers	
1978	4 209	2 346	1 863	4 115	74.7	45.7	1.6	2.2	5.4	45.4	44.2	49.9	34.6
1979	4 268	2 359	1 909	4 180	74.0	45.1	1.5	2.1	4.0	47.9	46.7	54.7	49.4
1980	4 318	2 375	1 943	4 232	70.8	43.6	1.4	1.7	3.4	22	51	46	53.9
1981	4 265	2 305	1 960	4 157	90.3	58.9	1.9	2.5	5.9	25	54	36	30.0 ⁵
1982	4 287	2 304	1 983	4 150	115.1	80.4	2.5	3.8	7.8	43	57	40	19.9
1983	4 311	2 302	2 009	4 160	126.7	91.7	2.8	4.3	8.7	59	61	43	25.0
1984	4 332	2 299	2 033	4 196	114.0	91.9	2.8	4.0	7.2	41	63	42	29.0
1985	4 367	2 311	2 056	4 243	104.3	84.9	2.5	3.1	5.7	25	66	39	36.4
1986	4 385	2 298	2 087	4 269	97.6	84.2	2.5	3.0	5.5	19	72	40	39.1
1987	4 421	2 300	2 122	4 337	84.1	78.0	2.3	2.9	3.8	15	76	41	55.4

1. La définition utilisée pour l'emploi couvre tous les travailleurs occupant un emploi rémunérateur, indépendamment du nombre d'heures travaillées. Jusqu'en 1980, les chiffres concernent les personnes âgées de 16 à 74 ans, à partir de 1981, celles de 16 à 64 ans.

2. Moyenne des chiffres relevés en milieu de mois.

3. Les statistiques sur le nombre de personnes employées dans les Travaux de secours proviennent du registre des demandeurs d'emploi des Services de l'emploi. Les séries ont été révisées jusqu'en 1980.

4. Emploi dans les travaux conjoncturels, les ateliers protégés et semi-protégés. A partir de 1979, y compris les employés dans le «Samhällsföretag» (un groupement de sociétés nationalisées). A partir de 1986, y compris les employés des ateliers protégés du secteur public.

5. Changement de définitions à partir d'avril 1981 qui diminue de 6 000 la moyenne annuelle.

Source : Statistics Sweden, *Monthly Digest of Swedish Statistics, Statistical Abstract of Sweden* ; OCDE, *Principaux indicateurs économiques, Statistiques de la population active*.

Tableau G. Production par secteur et emploi

Industries minières et manufacturières										
Production, 1980 = 100										
Industries minières et manufacturières total	Industries minières et extractives	Industries manufacturières							Emplois ¹ 1980 = 100	
		Total	Produits alimentaires, boissons, tabacs	Textiles, vêtements, chaussures	Bois et produits connexes	Produits chimiques	Métaux de base	Produits métallurgiques		
CITI	21-29	31-39	31	32	33	35	37	38	Heures travaillées	
1978	94	83	94	97	105	101	90	89	93	104
1979	100	102	100	99	105	106	94	103	100	101
1980	100	100	100	100	100	100	100	101	100	100
1981	98	87	98	100	93	89	98	95	102	96
1982	97	75	97	101	87	88	98	97	99	91
1983	101	87	101	100	86	92	107	100	104	88
1984	107	99	108	103	88	96	112	109	114	90
1985	109	104	111	105	87	92	112	110	122	90
1986	110	103	111	105	85	94	114	105	122	88
1987	114	101	115	108	86	99	121	103	127	80

1. Heures travaillées par employés, industries et ménages.

Source : OCDE, *Indicateurs des activités industrielles, Principaux indicateurs économiques*.

Tableau H. Commerce extérieur, total et par région

Millions de dollars, taux mensuels

	Total importations caf	Total exportations fob	Importations, caf						Exportations, fob					
			Pays de l'OCDE			Pays Non-OCDE			Pays de l'OCDE			Pays Non-OCDE		
			Total	Europe		Comecon	OPEP	Autres	Total	Europe		Comecon	OPEP	Autres
				CEE	Autres					CEE	Autres			
1977	1 676	1 590	1 341.7	879.1	262.0	95.6	110.4	128.6	1 273.3	774.1	356.7	84.2	82.4	150.4
1978	1 708	1 810	1 383.9	901.7	271.5	90.3	108.8	124.5	1 435.3	895.8	357.4	88.2	94.7	192.2
1979	2 378	2 294	1 896.0	1 259.8	368.7	147.5	173.0	161.8	1 848.3	1 173.8	450.5	104.9	115.4	225.7
1980	2 785	2 577	2 165.3	1 417.3	431.5	135.0	302.1	182.2	2 067.6	1 323.0	519.1	108.2	133.1	267.7
1981	2 404	2 379	1 912.0	1 211.4	389.9	107.9	224.0	160.1	1 856.4	1 156.0	471.9	92.9	165.9	263.4
1982	2 302	2 228	1 876.7	1 199.4	374.6	129.5	146.7	148.8	1 782.5	1 083.7	462.0	71.1	159.6	214.8
1983	2 176	2 286	1 816.3	1 170.2	363.9	143.6	72.0	144.4	1 875.8	1 150.9	438.2	60.6	149.9	199.5
1984	2 195	2 443	1 880.7	1 199.3	382.5	124.7	31.2	158.4	2 031.1	1 205.9	446.5	66.3	124.5	221.0
1985	2 373	2 529	2 044.9	1 328.1	376.5	123.9	45.2	159.4	2 138.1	1 231.8	495.3	67.8	88.1	235.1
1986	2 725	3 105	2 393.7	1 559.1	445.6	101.8	40.7	188.4	2 689.2	1 553.6	652.2	72.4	75.0	268.6
1987	3 392	3 710	2 976.5	1 944.1	561.4	138.2	41.2	236.5	3 230.2	1 891.3	781.0	79.1	77.0	323.9

 Source : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur, série A*.

Tableau I. Prix et salaires

	Prix à la consommation, 1980 = 100			Indices des prix nets ¹ 1980 = 100	Prix à la production des produits manufacturés 1968 = 100	Gains horaires en couronnes ²		
	Total	Produits alimentaires	Loyers, chauffage et éclairage			Industries manufacturières		
						Total	Hommes	Femmes
1976	67	68	61	66.9	193	24.17	25.09	21.70
1977	75	78	69	74.1	209	26.25	26.93	23.52
1978	82	85	75	82.3	224	27.99	28.84	25.47
1979	88	90	83	89.0	248	30.27	31.16	27.68
1980	100	100	100	100.0	280	33.43	34.43	30.80
1981	112	115	114	111.0	308	36.72	-	-
1982	122	129	124	121.7	345	39.38	39.90	35.86
1983	133	144	130	129.6	383	42.17	42.73	38.38
1984	143	161	138	139.5	417	46.19	46.83	41.94
1985	154	173	150	149.2	440	49.67	50.59	45.17
1986	160	185	154	155.5	449	53.35	53.82	48.31
1987	167	191	159	159.8	464	56.80	57.71	51.71

1. Prix à la consommation, déduction faite des impôts indirects.

2. Salaire direct pour la durée normale du travail, salaire de base, suppléments pour heures supplémentaires et travail par équipes, suppléments pour horaires variables et incommodes.

 Source : Statistics Sweden, *Monthly Digest of Swedish Statistics*.

Tableau J. Monnaie et crédit (continué page suivante)

Taux d'escompte officiel ²	Taux d'intérêt ¹						Banque centrale		Banques commerciales		Liquidité non bancaire	
	Taux sur les dépôts à préavis de 12 mois ²	Taux de l'argent au jour le jour	Rendement des obligations				Actif en		Valeurs suédoises	dont : Valeurs publiques	Masse monétaire (M3)	
			Bons du trésor à 3 mois	Obligations publiques 5 ans	Titre hypothécaire	Obligations industrielles	Avoirs étrangers	Valeurs suédoises				
%							Millions de couronnes, fin de période				Moyenne annuelle	
1978	6.92	7.42	7.16	..	9.85	9.83	10.08	18 378	19 642	59 972	28 903	222 769
1979	7.25	7.25	8.19	..	10.23	10.13	10.38	15 209	33 257	67 444	32 305	253 648
1980	10.00	10.50	12.17	..	12.00	11.92	12.64	15 198	31 555	87 875	49 270	285 046
1981	11.75	11.79	14.36	..	13.42	13.44	14.61	20 464	41 447	116 450	74 317	312 736
1982	10.17	10.38	13.29	13.25	12.67	12.75	14.03	25 115	48 372	119 883	73 607	352 979
1983	8.63	8.88	10.85	11.41	12.19	12.08	13.10	32 153	35 315	144 438	90 878	382 046
1984	9.08	9.33	11.77	11.93	12.51	11.08	12.33	33 744	64 542	148 591	85 124	395 476
1985	10.33	10.58	14.01	14.17	13.15	11.42	13.56	44 644	65 237	138 312	65 167	401 686
1986	8.13	8.38	10.18	9.82	10.26	9.25	11.17	45 648	88 550	111 431	42 414	432 077
1987	7.50	..	9.16	9.39	11.44	11.99	11.96	50 288	95 697	102 841	41 521	467 767

1. Moyenne annuelle.

2. Taux en fin de mois.

Source : Statistics Sweden, *Monthly Digest of Swedish Statistics* ; Sveriges Riksbank, *Statistical Yearbook* ; OECD, *Statistiques financières mensuelles*.

Tableau J. Monnaie et crédit (suite)

Millions de couronnes

	Structure des dépôts bancaires				Crédits bancaires ¹					Marché des obligations				Émissions d'actions (non compris les émissions gratuites)
	Banques commerciales	Principales caisses d'épargne	Caisses de crédit agricole	Total	Banques commerciales		Principales caisses d'épargne	Caisses de crédit agricole	Total	Émissions nettes				
					Total	dont : en monnaies étrangères				dont :				
										État	Secteur du logement	Entreprises privées		
	Fin de période									Pendant la période				
1978	130 286	57 947	14 568	202 801	115 552	11 345	47 589	12 040	175 181	44 859	26 155	14 203	2 232	4 292
1979	151 640	70 044	17 834	239 518	133 920	18 267	53 299	13 186	200 405	44 194	27 653	13 681	1 633	3 003
1980	164 523	77 553	19 858	261 934	150 847	25 197	57 220	14 278	222 345	49 164	34 446	13 024	-481	4 766
1981	195 618	85 853	22 517	303 988	171 743	41 783	59 458	15 415	246 616	85 048	60 321	19 226	957	5 630
1982	212 155	92 499	24 695	329 349	201 425	61 770	64 843	17 112	283 380	52 094	27 223	15 417	1 030	7 098
1983	225 214	97 419	26 565	349 198	221 073	72 492	70 201	17 986	309 260	111 185	80 303	20 431	2 114	6 944
1984	250 364	101 895	28 666	380 925	248 917	89 853	72 069	18 898	339 884	79 585	50 110	19 332	1 963	11 082
1985	257 840	105 298	30 264	393 402	256 452	93 388	75 550	19 801	351 803	79 546	26 909	39 561	5 500	9 595
1986	291 882	116 343	33 879	442 104	292 781	95 131	87 193	20 850	400 824	116 808	20 960	70 355	14 128	10 110
1987	291 708	123 691	36 479	451 878	344 023	114 211	101 489	26 481	471 993	56 640	-672	45 339	2 252	13 495

1. Montants utilisés.

Source : Statistics Sweden, *Monthly Digest of Swedish statistics* ; Sveriges Riksbank, *Statistical Yearbook*.

STATISTIQUES DE BASE

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Unités	Période de référence ¹	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie
Population																											
Total	Milliers	1987	16 249	7 575	9 868	25 803	5 130	4 932	55 627	61 149	9 998	245	3 542	57 331	122 091	372	14 671	3 284	4 184	10 280	38 830	8 399	6 610	52 010	56 890	243 915	23 410
Densité au km ² de superficie terrestre	Nombre		2	90	324	3	119	15	102	246	76	2	50	190	328	143	432	12	13	112	77	19	160	67	232	26	90
Accroissement moyen annuel net sur 10 ans	%		1.4	0.0	0.0	1.0	0.1	0.4	0.4	0.0	0.7	1.0	0.8	0.7	0.3	0.6	0.5	0.3	0.5	0.7	0.2	0.5	2.2	0.1	1.0	0.8	
Emploi																											
Emploi civil net (ECN) ²	Milliers	1987	7 079	3 297	3 645 (86)	11 954	2 630 (86)	2 414	20 988	25 456	3 601 (86)	117 (86)	1 068 (86)	20 584	59 110	164 (86)	5 135 (86)	1 517 (86)	2 090	4 156	11 370	4 337	3 219 (86)	15 632 (86)	24 987	112 440	..
dont : Agriculture	% de l'ECN		5.8	8.6	2.9	4.9	5.9	10.4	7.1	5.2	28.5	10.3	15.7	10.5	8.3	3.7	4.9	10.5	6.7	21.9	16.1	4.2	6.5	55.7	2.4	3.0	..
Industrie	% de l'ECN		37.7	37.7	29.7	25.3	28.2	31.2	30.8	40.5	28.1	36.8	28.7	32.6	33.8	32.9	25.5	28.9	27.0	35.8	32.0	30.2	37.7	18.1	29.8	27.1	..
Services	% de l'ECN		67.6	53.7	67.4	69.8	65.9	58.4	62.1	54.3	43.4	53.0	55.5	56.8	57.9	63.4	69.6	60.6	66.3	42.3	51.8	65.6	55.8	26.2	67.8	69.9	..
Produit intérieur brut (PIB)																											
Aux prix et aux taux de change courants	Milliards de \$ EU	1987	193.7	117.2	138.9	410.9	101.3	89.5	879.9	1 117.8	47.2	5.3	29.4	758.1	2 376.5	6.0	213.2	35.1	82.7	36.7	289.2	158.5	171.1	67.4	669.8	4 472.9	61.7 (86)
Par habitant	\$ EU		11 919	15 470	14 071	16 019	19 750	18 151	15 818	18 880	4 719	21 813	8 297	13 224	19 465	16 138	14 530	10 620	19 756	3 761	7 449	18 876	25 848	1 296	11 765	18 338	2 652 (86)
Aux prix courants ³	Milliards \$ EU	1987	204.9	88.4	116.5	441.5	68.4	63.3	712.2	814.7	63.6	3.8	26.7	702.5	1 609.4	5.5	179.7	35.3	64.5	61.4	337.1	115.7	104.9	220.9	702.5	4 472.9	..
Par habitant	\$ EU		12 612	11 664	11 802	17 211	13 329	12 838	12 803	13 323	6 363	15 508	7 541	12 254	13 182	14 705	12 252	10 680	15 405	6 297	8 681	13 771	158.42	4 247	12 340	18 338	..
Croissance annuelle moyenne, en volume, sur 5 ans	%	1987	3.7	1.8	1.5	4.2	2.7	3.2	1.6	2.1	1.4	3.1	1.8	2.6	3.9	4.0	2.1	2.1	4.1	2.1	2.9	2.4	2.3	6.0	3.2	4.3	..
Formation brute de capital fixe (FBCF)	% du PIB	1987	23.8	22.6	16.3	21.0	18.8	23.5	19.4	19.4	17.4	18.8	17.4	19.9	28.9	22.6	20.3	21.2	28.0	25.3	20.7	19.0	25.2	24.5	17.3	17.3	21.6 (86)
dont : Machines et autres équipements	% du PIB		11.5 (86)	9.7	7.0 (86)	6.9 (86)	7.8	9.7	8.3	8.4	7.1	6.5	9.4 (86)	10.0	10.5 (86)	9.0 (82)	10.0	13.1 (85)	7.9 (86)	14.7 (81)	6.4 (86)	8.5 (86)	8.8	8.6 (84)	8.1 (86)	7.6	..
Construction de logements	% du PIB		4.7 (86)	4.6 (86)	3.4	6.4 (86)	4.4	5.5	5.2	5.2	4.6	3.5	4.6 (86)	5.2	5.0 (86)	4.7 (82)	5.2	4.6 (85)	5.0 (86)	6.4 (81)	4.0 (86)	3.8 (86)	16.4 (9)	2.7 (84)	3.7 (86)	5.0	..
Croissance annuelle moyenne, en volume, sur 5 ans	%	1987	1.7	2.3	2.0	4.8	6.5	1.9	0.6	1.8	-2.2	1.8	-3.7	2.8	5.3	0.8	4.8	2.0	4.1	-0.7	3.8	3.6	6.0	7.3	4.7	7.0	..
Taux d'épargne brute ⁴	% du PIB	1987	20.3	24.1	17.6	18.8	15.5	22.5	19.6	23.9	14.7	15.2	18.6	20.9	32.3	56.5	21.8	20.3	23.4	27.5	21.9	18.0	31.7	24.1	17.2	14.7	..
Ensemble des administrations publiques																											
Dépenses courantes en biens et services	% du PIB	1987	18.2	19.0	16.3	19.5	25.4	20.7	19.1	19.8	19.5	17.7	18.0	16.7	9.6	16.7	16.1	17.6	20.9	14.4	14.4	26.7	12.8	9.1	20.9	18.6	14.3 (86)
Emplois courants ⁵	% du PIB	1987	35.0 (86)	46.6 (86)	51.6 (86)	43.3 (86)	53.4 (86)	38.2	48.4	43.0 (86)	42.9 (86)	27.3 (86)	49.2 (84)	45.2	27.4 (86)	45.3 (84)	54.0 (86)	..	47.8 (86)	37.6 (81)	36.1 (86)	60.0 (86)	30.1	..	42.9 (86)	35.5 (86)	..
Ressources courantes	% du PIB	1987	34.7 (86)	47.9 (86)	45.0 (86)	39.4 (86)	58.0 (86)	39.6	49.4	44.9 (86)	36.6 (86)	32.1 (86)	43.3 (84)	39.3	31.3 (86)	54.1 (84)	52.8 (86)	..	56.5 (86)	33.3 (81)	35.0 (86)	61.6 (86)	34.5	..	41.6 (86)	31.2 (86)	..
Apports nets d'aide publique au développement	% du PIB	1987	0.33	0.17	0.49	0.47	0.88	0.50	0.74	0.39	..	0.05	0.20	0.35	0.31	0.10	0.98	0.26	1.09	0.08	0.06	0.88	0.31	..	0.28	0.20	..
Indicateurs du niveau de vie																											
Consommation privée par habitant ³	\$ EU	1987	7 389	6 535	7 593	10 059	7 236	6 966	7 796	7 374	4 273	9 930 *	4 378	7 543	7 623	8 694	7 461	6 236	8 155	4 167	5 521	7 273	9 349 *	2 844	7 731	12 232	1 335 (86)*
Voitures de tourisme pour 1 000 habitants	Nombre	1985	..	306 (81)	335 (84)	421 (82)	293	329 (86)	369 (86)	441 (86)	127	431	206 (83)	355 (84)	221 (83)	439 (87)	341	455	382 (86)	135 (82)	252 (86)	377	402	18 (82)	312 (83)	473 (84)	121 (83)
Postes de téléphones pour 1 000 habitants	Nombre	1985	540 (83)	460 (83)	414 (83)	664 (83)	783	615	614	641 (86)	373	525 (83)	235 (83)	448 (84)	535 (83)	425 (86)	410 (86)	646	622 (84)	166 (83)	381 (86)	890 (83)	1 334	55 (83)	521 (84)	650 (84)	122 (83)
Postes de télévision pour 1 000 habitants	Nombre	1985	..	300 (81)	303 (84)	471 (80)	392	370 (86)	394 (86)	377 (86)	303	181 (80)	244 (84)	250 (80)	336 (83)	291	244 (84)	336 (86)	346 (86)	140 (80)	256 (82)	390	337	76 (79)	336 (84)	621 (80)	175 (83)
Médecins pour 1 000 habitants	Nombre	1985	..	1.7 (82)	2.8 (84)	1.8 (82)	2.5 (84)	2.3 (86)	2.2 (86)	2.5 (84)	2.8 (83)	2.4 (84)	1.3 (82)	3.6 (82)	1.3 (82)	1.9 (86)	2.2 (84)	2.4	2.2	1.8 (82)	3.4 (86)	2.5	1.4 (84)	1.5 (83)	0.5 (83)	2.0 (85)	1.6 (82)
Mortalité infantile	Nombre	1985	9.2 (84)	11.0	9.4	9.1 (83)	7.9	5.8 (86)	7.0 (86)	9.1	14.1	5.7	8.9	10.9	5.9 (84)	9.0	9.6 (86)	10.8	8.5 (86)	17.8	7.0 (84)	6.8	6.9	..	9.4	10.4 (86)	31.7 (83)
Salaires et prix (Accroissement annuel moyen sur 5 ans)																											
Salaires (gains ou taux selon la disponibilité)	%	1987	5.7	4.9	3.4	3.6	6.1	8.5	6.4	3.6	17.4	..	8.8	10.5	2.6	..	2.3	7.4	10.2	17.9	10.3	7.6	..	..	8.5	3.1	..
Prix à la consommation	%	1987	7.0	3.0	3.5	4.2	4.7	5.0	4.7	1.1	19.3	25.7	5.2	7.6	1.1	2.2	1.3	12.6	7.0	17.2	8.5	5.9	2.1	41.6	4.7	3.3	56.3
Commerce extérieur																											
Exportations de marchandises, fob*	Millions de \$ EU	1987	26 484	27 084	82 824 ⁷	94 320	25 632	19 404	147 936	293 424	6 516	1 368	15 948	116 004	230 220	.. ⁸	92 592	7 164	21 804	9 144	33 972	44 388	45 312	10 344	130 632	254 124	11 425
en pourcentage du PIB	%		13.6	23.0	59.8	22.8	25.3	22.1	16.8	26.2	13.9	25.8	54.8	15.4	9.7	..	43.1	20.1	26.2	25.3	11.8	27.9	26.6	15.7	19.7	5.7	16.3
accroissement annuel sur 5 ans	%		4.4	11.6	9.6	6.5	11.1	8.2	9.0	10.7	8.7	13.7	14.6	9.6	12.1	..	6.9	3.4	4.4	17.0	10.6	11.8	12.1	7.7	3.7	2.2	
Importations de marchandises, caf*	Millions \$ EU	1987	26 964	32 580	82 992 ⁷	87 528	25 452	18 828	153 204	227 916	13 116	1 584	13 620	124 596	150 300	..	91 068	7 224	22 428	13 248	48 816	40 596	50 424	14 460	153 768	424 440	12 603
en pourcentage du PIB	%		13.9	27.7	59.9	21.1	25.1	21.4	17.4	20.4	27.9	29.9	46.8	16.6	6.3	..	42.4	20.2	27.0	36.7	17.0	25.5	29.6	21.9	23.2	9.6	18.5
accroissement annuel moyen sur 5 ans	%		2.8	10.8	7.4	9.7	8.8	7.0	6.7	6.5	5.6	10.8	5.9	7.7	..	7.2	4.6	7.8	6.9	9.1	8.0	12.0	9.7	9.1	11.7	-3.1	
Reserves officielles totales ⁶	Millions de DTS	1987	6 441	6 049	7 958 ⁷	5 778	7 153	4 592	26 161	58 846	2 007	221	3 393	23 631	57 925	..	12 818	2 298	10 105	3 047	22 035	5 974	22 283	1 254	30 070	33 657	557
En ratio des importations mensuelles de marchandises	Ratio		3.4	2.6	1.4	0.9	4.0	3.5	2.4	3.7	2.2	2.0	3.5	2.7	..	2.0	4.5	6.4	3.3	6.4	2.1	6.3	1.2	2.8	1.1	0.6	

* Aux prix et taux de change courants.
 1. Sauf indication contraire.
 2. Suivant la définition retenue dans *Statistiques de la Population active* de l'OCDE.
 3. Converti à l'aide des Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) courantes.
 4. Épargne brute = Revenu national disponible brut moins Consommation privée et consommation des administrations publiques.
 5. Emplois courants = Dépenses courantes en biens et services plus les changements courants et le revenu de la propriété.
 6. L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once. Situation en fin d'année.
 7. Y compris le Luxembourg.
 8. Inclus dans la Belgique.
 9. Y compris les constructions non résidentielles.

Sources :
 Population et Emploi : *Statistiques de la Population active*, OCDE.
 PIB, FBCF et Administrations publiques : *Comptes nationaux*, Vol. I, OCDE, et *Perspectives économiques de l'OCDE, Statistiques rétrospectives*.
 Indicateurs du niveau de vie : Publications nationales diverses.
 Salaires et Prix : *Principaux indicateurs économiques*, OCDE.
 Commerce extérieur : *Statistiques mensuelles du commerce extérieur*, OCDE.
 Réserves officielles totales : *Statistiques financières internationales*, FMI.

OFFRES D'EMPLOI

Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE

Le Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE offre la possibilité d'exercer une activité stimulante et enrichissante aux économistes s'intéressant à l'analyse économique appliquée dans un environnement international. Son champ d'activité recouvre la politique économique sous tous ses aspects, aussi bien macro-économiques que micro-économiques ; il a par ailleurs pour tâche d'assurer la collecte, le traitement et la diffusion d'une vaste gamme de statistiques comparables sur le plan international. D'un point de vue purement économique, sa fonction essentielle est d'établir, à l'intention de comités composés de hauts fonctionnaires des pays Membres, des documents et des rapports traitant de questions d'actualité. Dans le cadre de ce programme de travail, ses trois principales attributions sont les suivantes :

- Préparer des études périodiques des économies des différents pays Membres ;
- Publier deux fois par an des examens complets de la situation et des perspectives économiques des pays de l'OCDE dans le contexte des tendances économiques internationales ;
- Analyser dans une optique à moyen terme certaines questions intéressant l'ensemble des pays de l'OCDE et, dans une moindre mesure, les pays non membres.

Les documents établis à ces fins, ainsi qu'une grande partie des autres études économiques élaborées par le Département et des statistiques, sont publiés – dans les *Perspectives économiques de l'OCDE*, les *Etudes économiques de l'OCDE*, la *Revue économique de l'OCDE*, la série « Documents de travail » du Département, et toute une gamme de publications à caractère statistique.

Le Département gère un modèle économétrique mondial, INTERLINK, qui joue un rôle important dans l'établissement des analyses économiques et des prévisions semestrielles. L'utilisation de larges bases de données internationales et d'importants moyens informatiques facilite les analyses empiriques comparatives, en grande partie incorporées au modèle.

Le Département regroupe environ 90 économistes et statisticiens confirmés de formation diverse venant de tous les pays Membres. La plupart des projets sont réalisés par de petites équipes et durent de quatre à dix-huit mois. A l'intérieur du Département, les idées et les points de vue font l'objet d'amples discussions, des échanges de vues approfondis ont lieu entre les différents responsables, et tous les administrateurs ont la possibilité de contribuer activement au programme de travail.

Qualifications recherchées par le Département des affaires économiques et statistiques

- a) Savoir utiliser avec une grande compétence les instruments fournis par la théorie micro-économique et macro-économique pour répondre à des questions se rapportant à la politique économique. De l'avis des responsables du Département, cela exige l'équivalent d'un doctorat en économie ou, pour un diplôme d'un niveau moins élevé, une expérience professionnelle étendue dans ce domaine.
- b) Avoir une très bonne connaissance des statistiques économiques et des méthodes d'analyse quantitative ; il s'agit notamment d'identifier les données, d'estimer des relations structurelles, d'appliquer et d'interpréter les principales techniques d'analyse des séries chronologiques, et de tester des hypothèses. Il est essentiel de pouvoir interpréter les résultats de façon judicieuse dans l'optique de la politique économique.

- c) Porter un grand intérêt aux questions de politique économique, aux évolutions économiques et à leur contexte politique et social, et en avoir une bonne connaissance.
- d) S'intéresser à l'analyse des questions posées par les responsables politiques et en avoir l'expérience, afin de pouvoir leur en présenter les résultats de façon efficace et judicieuse. Une expérience professionnelle dans des organismes gouvernementaux ou des instituts de recherche économique constitue donc un avantage.
- e) Etre capable de rédiger de façon claire, efficace et précise. L'OCDE est une Organisation bilingue dont les langues officielles sont le français et l'anglais. Les candidats doivent maîtriser une de ces langues et avoir des notions de l'autre. La connaissance d'autres langues peut aussi constituer un avantage pour certains postes.
- f) Pour certains postes, une spécialisation dans un domaine particulier peut être importante, mais le candidat retenu sera appelé à contribuer à des travaux portant sur une vaste gamme de questions se rapportant aux activités du Département. Par conséquent, à quelques exceptions près, le Département ne recrute pas de personnes possédant une spécialisation trop étroite.
- g) Le Département est tenu de respecter un calendrier très rigoureux et de stricts délais. Par ailleurs, une grande partie de ses travaux sont effectués par de petits groupes d'économistes. Il est donc important de pouvoir collaborer avec d'autres économistes ayant une expérience professionnelle différente et d'effectuer les travaux dans les délais requis.

Informations générales

Le salaire de recrutement dépend du niveau d'études et de l'expérience professionnelle, mais le traitement de base offert au départ est de FF 223 584 ou FF 275 880 pour les administrateurs (économistes), et de FF 320 820 pour les administrateurs principaux (économistes de haut niveau). A ce traitement peuvent s'ajouter des indemnités d'expatriation et/ou des indemnités pour charges de famille selon la nationalité, le lieu de résidence et la situation de famille de l'intéressé. Les engagements initiaux sont d'une durée déterminée de deux à trois ans.

Ces postes sont ouverts aux candidats ressortissant des pays Membres de l'OCDE. L'Organisation s'efforce de maintenir un équilibre approprié entre les agents de sexe féminin et les agents de sexe masculin et entre les ressortissants des différents pays Membres.

De plus amples informations sur les offres d'emploi du Département des affaires économiques et statistiques peuvent être obtenues à l'adresse suivante :

Assistant exécutif
Département des affaires économiques et statistiques
OCDE
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
France

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitæ détaillé en anglais ou en français, doivent être envoyées sous la référence « ECOU » à l'adresse suivante :

Chef du Personnel
OCDE
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
France

WHERE TO OBTAIN OECD PUBLICATIONS OÙ OBTENIR LES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L.,
Florida 165, 4° Pao,
(Galeria Guemes) 1333 Buenos Aires
Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

D.A. Book (Aust.) Pty. Ltd.
11-13 Station Street (P.O. Box 163)
Mitcham, Vic. 3132 Tel. (03) 873 4411

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn (Germany) Tel. (0228) 21.60.45
Gerold & Co., Graben 31, Wien I Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

Jean de Lannoy,
Avenue du Roi 202
B-1060 Bruxelles Tel. (02) 538.51.69

CANADA

Renouf Publishing Company Ltd
1294 Algoma Road, Ottawa, Ont. K1B 3W8
Tel: (613) 741-4333

Stores:

61 rue Sparks St., Ottawa, Ont. K1P 5R1
Tel: (613) 238-8985
211 rue Yonge St., Toronto, Ont. M5B 1M4
Tel: (416) 363-3171

Federal Publications Inc.,
301-303 King St. W.,
Toronto, Ont. M5V 1J5 Tel. (416)581-1552
Les Éditions la Liberté inc.,
3020 Chemin Sainte-Foy,
Sainte-Foy, P.Q. G1X 3V6, Tel. (418)658-3763

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade, DK-1370 København K
Tel. +45.1.12.85.70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa,
Keskuskatu 1, 00100 Helsinki 10 Tel. 0.12141

FRANCE/OECD

Mail Orders/Commandes par correspondance:
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16 Tel. (1) 45.24.82.00
Bookshop/Librairie: 33, rue Octave-Feuillet
75016 Paris
Tel. (1) 45.24.81.67 or/ou (1) 45.24.81.81

Librairie de l'Université,
12a, rue Nazareth,
13602 Aix-en-Provence Tel. 42.26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn Tel. (0228) 21.60.45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann,
28, rue du Stade, 105 64 Athens Tel. 322.21.60

HONG KONG

Government Information Services,
Publications (Sales) Office,
Information Services Department
No. 1, Battery Path, Central

ICELAND - ISLANDE

Snaerbjörn Jónsson & Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 & 9,
P.O.B. 1131 - Reykjavik
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
Scindia House, New Delhi 110001
Tel. 331.5896/5308
17 Park St., Calcutta 700016 Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

Pdii-Lipi, P.O. Box 3065/JKT.Jakarta
Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers,
12 North Frederick Street, Dublin 1
Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni,
Via Benedetto Fortini 120/10,
Casella Post. 552
50125 Firenze Tel. 055/645415
Via Bartolini 29, 20155 Milano Tel. 365083
La diffusione delle pubblicazioni OCSE viene
assicurata dalle principali librerie ed anche da:
Editrice e Libreria Hender,
Piazza Montecitorio 120, 00186 Roma
Tel. 6794628

Libreria Hepli,
Via Heppli 5, 20121 Milano Tel. 865446
Libreria Scientifica
Dot. Lucio de Biasio "Aeioù"
Via Meravigli 16, 20123 Milano Tel. 807679

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Centre,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, Tokyo 107 Tel. 586.2016

KOREA - CORÉE

Kyobo Book Centre Co. Ltd.
P.O.Box: Kwang Hwa Moon 1658,
Seoul Tel. (REP) 730.78.91

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss St.,
P.O.B. 5641, Beirut Tel. 354429-344425

MALAYSIA/SINGAPORE -

MALAISIE/SINGAPOUR
University of Malaya Co-operative Bookshop
Ltd.,
7 Lrg 51A/227A, Petaling Jaya
Malaysia Tel. 7565000/7565425
Information Publications Pte Ltd
Pei-Fu Industrial Building,
24 New Industrial Road No. 02-06
Singapore 1953 Tel. 2831786, 2831798

NETHERLANDS - PAYS-BAS

SDU Uitgeverij
Christoffel Plantijnstraat 2
Postbus 20014
2500 EA's-Gravenhage Tel. 070-789911
Voor bestellingen: Tel. 070-789880

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Government Printing Office: Bookshops:
Auckland: Retail Bookshop, 25 Rutland Street,
Mail Orders, 85 Beach Road
Private Bag C.P.O.
Hamilton: Retail: Ward Street,
Mail Orders, P.O. Box 857
Wellington: Retail, Mulgrave Street, (Head
Office)
Cubacade World Trade Centre,
Mail Orders, Private Bag
Christchurch: Retail, 159 Hereford Street,
Mail Orders, Private Bag
Dunedin: Retail, Princes Street,
Mail Orders, P.O. Box 1104

NORWAY - NORVÈGE

Narvesen Info Center - NIC,
Bertrand Narvesens vei 2,
P.O.B. 6125 Etterstad, 0602 Oslo 6
Tel. (02) 67.83.10, (02) 68.40.20

PAKISTAN

Mirza Book Agency
65 Shahrah Quaid-E-Azam, Lahore 3 Tel. 66839

PHILIPPINES

I.J. Sagun Enterprises, Inc.
P.O. Box 4322 CPO Manila
Tel. 695-1946, 922-9495

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 Lisboa Codex Tel. 360582/3

SINGAPORE/MALAYSIA -

SINGAPOUR/MALAISIE
See "Malaysia/Singapore". Voir
"Malaisie/Singapore"

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.,
Castelló 37, Apartado 1223, Madrid-28001
Tel. 431.33.99
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11,
Barcelona 7 Tel. 317.53.08/317.53.58

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16356, S 103 27 SH,
Regeringsgatan 12,
DS Stockholm Tel. (08) 23.89.00
Subscription Agency/Abonnements:
Wennergren-Williams AB,
Box 30004, S104 25 Stockholm Tel. (08)54.12.00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn (Germany) Tel. (0228) 21.60.45
Librairie Payot,
6 rue Grenus, 1211 Genève 11
Tel. (022) 31.89.50

Maditec S.A.

Ch. des Palettes 4
1020 - Renens/Lausanne Tel. (021) 635.08.65
United Nations Bookshop/Librairie des Nations-
Unies
Palais des Nations, 1211 - Geneva 10
Tel. 022-34-60-11 (ext. 48 72)

TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.
9th floor, No. 118, Sec.2, Chung Hsiao E. Road
Taipei Tel. 391.7396/391.7397

THAILAND - THAÏLANDE

Sukait Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd.,
Samyng Bangkok 5 Tel. 2511630
INDEX Book Promotion & Service Ltd.
59/6 Soi Lang Suan, Ploenchit Road
Paijumamwan, Bangkok 10500
Tel. 250-1919, 252-1066

TURKEY - TURQUIE

Kültür Yayınları İş-Türk Ltd. Sti.
Atatürk Bulvarı No: 191/Kat. 21
Kavaklıdere/Ankara Tel. 25.07.60
Dolmabahçe Cad. No: 29
Besiktas/Istanbul Tel. 160.71.88

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office,
Postal orders only: (01)873-8483
P.O.B. 276, London SW8 5DT
Telephone orders: (01) 873-9090, or

Personal callers:
49 High Holborn, London WC1V 6HB
Branches at: Belfast, Birmingham,
Bristol, Edinburgh, Manchester

UNITED STATES - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Centre,
2001 L Street, N.W., Suite 700,
Washington, D.C. 20036 - 4095
Tel. (202) 785.6323

VENEZUELA

Libreria del Este,
Ayda F. Miranda 52, Aptdo. 60337,
Edificio Galipan, Caracas 106
Tel. 951.17.05/951.23.07/951.12.97

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Knez Mihajlova 2,
P.O.B. 36, Beograd Tel. 621.992

Orders and inquiries from countries where
Distributors have not yet been appointed should be
sent to:

OECD, Publications Service, 2, rue André-Pascal,
75775 PARIS CEDEX 16.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a
pas encore désigné de distributeur doivent être
adressées à:
OCDE, Service des Publications, 2, rue André-
Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE

2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16

N° 44708

(10 89 25 2) ISBN 92-64-22311-7
ISSN 0304-3363

•

IMPRIMÉ EN FRANCE

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

Etudes récentes :

ALLEMAGNE, *JUILLET 1988*
AUSTRALIE, *JUILLET 1988*
AUTRICHE, *FÉVRIER 1989*
BELGIQUE LUXEMBOURG, *FÉVRIER 1988*
CANADA, *SEPTEMBRE 1988*
DANEMARK, *AOÛT 1988*
ESPAGNE, *JANVIER 1988*
ÉTATS-UNIS, *MAI 1988*
FINLANDE, *AVRIL 1988*
FRANCE, *FÉVRIER 1989*
GRÈCE, *JUILLET 1987*
IRLANDE, *DÉCEMBRE 1987*
ISLANDE, *OCTOBRE 1988*
ITALIE, *JANVIER 1989*
JAPON, *JUILLET 1988*
NORVÈGE, *JANVIER 1989*
NOUVELLE-ZÉLANDE, *MAI 1987*
PAYS-BAS, *JUILLET 1987*
PORTUGAL, *AVRIL 1988*
ROYAUME-UNI, *JUILLET 1988*
SUÈDE, *AVRIL 1989*
SUISSE, *AVRIL 1988*
TURQUIE, *AOÛT 1988*
YUGOSLAVIE, *JUILLET 1988*